

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES
DROITS DE L'HOMME

.....



DIRECTION DE LA PLANIFICATION
ET DES STATISTIQUES

.....

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

.....



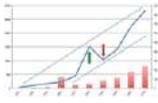
ANNUAIRE DES STATISTIQUES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

Année judiciaire 2018-2019



Le C2D, Construisons le Développement de demain

3^{ème} édition



AVANT-PROPOS



Chers membres de la grande famille judiciaire,

Chers usagers de la justice,

La production régulière de statistiques judiciaires vise à mesurer les performances réalisées dans notre ambition d'améliorer la qualité du service public de la Justice.

C'est l'occasion pour nous de faire le bilan de l'année qui s'achève avec une Justice en pleine mutation. En effet, depuis plusieurs années, mon équipe et moi avons entrepris d'importantes réformes pour moderniser la Justice, la rendre plus accessible et renforcer, ainsi, la confiance avec les usagers.

A cet effet, et conformément au Plan d'Action de Politique Sectorielle de la Justice 2016-2020 (PAPS2), adopté par le gouvernement le 27 juin 2018, en cohérence avec le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, de nombreux

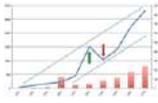
projets ont été engagés.

En 2020, nous arrivons à échéance de la mise en œuvre du PAPS2. L'enjeu pour nous est d'évaluer les actions réalisées afin de consolider les acquis et de prendre en compte les nouveaux défis; d'où la nécessité de produire et de publier des statistiques fiables concernant l'ensemble des activités du secteur de la Justice.

J'adresse mes vifs remerciements à tous les partenaires du système judiciaire et à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent document. Mes remerciements vont particulièrement à l'endroit de l'Agence Française de Développement (AFD) qui a permis l'édition du présent annuaire, à travers le projet C2D-Justice. Cela témoigne, une fois de plus, de la volonté de tous d'améliorer le service public de la Justice, œuvrant ainsi à la consolidation de l'Etat de droit.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des
Droits de l'Homme*

Sansan KAMBILE



REMERCIEMENTS

Par le décret N°2016-478 du 07 Juillet 2016, le Ministère de la Justice et des Droits de L'Homme (MJDH) s'est doté d'une Direction de la Planification et des Statistiques (DPS).



En 2017, la DPS a adopté un Système d'Information Statistique du MJDH (SIS-MJDH), en vue de mettre en place une base de données statistiques contenant des données consolidées et fiables sur le système judiciaire de la Côte d'Ivoire. De manière spécifique, il s'agit entre autres :

- d'identifier les indicateurs judiciaires et pénitentiaires pour le suivi de la stratégie du secteur ;
- d'identifier de façon exhaustive, les sources de production de données primaires qui pourraient servir à calculer ces indicateurs ;
- de concevoir des outils de collecte de données judiciaires et pénitentiaires ;
- d'élaborer un plan de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données judiciaires et pénitentiaires ;
- de publier périodiquement un annuaire statistique de la justice ;
- de faciliter l'orientation de la stratégie sectorielle.

La mise en œuvre du SIS-MJDH a permis d'améliorer la collecte et le traitement des statistiques, à travers la prise en compte des recommandations formulées au cours de divers ateliers. Ce document est le fruit du traitement et de l'analyse des données issues de la collecte au titre de l'année judiciaire 2018-2019.

A cet effet, je voudrais renouveler mes remerciements au **Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Monsieur SANSAN KAMBILE**, pour l'appui qu'il ne cesse d'apporter à la DPS, notamment en ce qui concerne la production des statistiques.

Mes remerciements vont également à l'endroit des membres du Cabinet du Garde des Sceaux, principalement au **Directeur de Cabinet, Monsieur KOUASSI Bernard**, pour son soutien inlassable et ses conseils avisés.

A tous les acteurs du système judiciaire, je vous exprime toute ma reconnaissance et mes chaleureuses salutations. Il s'agit principalement des Chefs de juridictions, des Magistrats, des Greffiers, des Régisseurs des établissements pénitentiaires ainsi que les points focaux chargés de la collectes des statistiques dans les juridictions et maisons d'arrêts pour leurs implications dans nos différents échanges pendant la collecte et le traitement des données.

Enfin, je remercie l'ensemble des Directions et Services Rattachés du MJDH, qui ont participé à l'élaboration du présent rapport, notamment, à mes collaborateurs de la DPS, trouver ici toute ma reconnaissance aux sacrifices consentis pour la réalisation de cet objectif.

Directeur de la Planification et des Statistiques

OUATTARA Soualiho

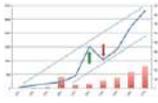
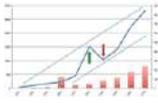
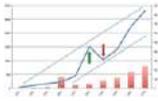


TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
REMERCIEMENTS.....	2
TABLE DES MATIERES.....	3
TABLE DES ILLUSTRATIONS	6
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	9
INTRODUCTION	10
I. DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES.....	11
II. CADRE INSTITUTIONNEL	19
II.1 Présentation des structures du Ministère	19
II.1.1 Le Cabinet	19
II.1.2 Les directions et services rattachés au cabinet.....	19
II.1.2.1 L'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP)	19
II.1.2.2 La Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH)	20
II.1.2.3 La Direction des Affaires Financières (DAF).....	20
II.1.2.4 La Direction de la Planification et des Statistiques (DPS).....	21
II.1.2.5 La Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM)	21
II.1.2.6 Le Service de l'Informatique (Sce Info).....	22
II.1.2.7 Le Service Communication et des relations Publique (SerCom)	22
II.1.3 Les directions centrales	23
II.1.3.1 La Direction des Études, de la Législation et de la Documentation (DELD)	23
II.1.3.2 La Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP).....	23
II.1.3.3 La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).....	24
II.1.3.4 La Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ).....	24
II.1.3.5 La Direction du Contrôle de l'État Civil et des Archives (DECA)	25
II.1.3.6 La Direction des Droits de l'Homme.....	25
II.1.4 Les services extérieurs	25
II.1.4.1 L'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;	26
II.1.4.2 Le centre National de Documentation Juridique (CNDJ) ;.....	26
II.2 Organisation judiciaire	27
II.2.1 Les juridictions du premier degré (JPD).....	27
II.2.1.1 Les tribunaux de Première instance (TPI) et les sections détachées (SD).....	27
II.2.1.2 Formation spéciale du tribunal de première instance : le tribunal du travail	29
II.2.1.3 Les juridictions répressives	29
II.2.2 Les juridictions du second degré (JSD)	30



II.2.2.1 La Cour d'appel	31
II.3 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	31
III. LA CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES	32
III.1 Les juridictions	32
III.2 Les établissements pénitentiaires.....	37
III.3 Cartographie des professions judiciaires	39
IV. CHIFFRES CLES ET INDICATEURS DE LA JUSTICE	40
IV.1 Les chiffres clés et indicateurs des juridictions.....	40
IV.2 Les chiffres clés et indicateurs de la détention.....	46
V. LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES	47
V.1 Les ressources humaines	47
V.1.1 Les ressources humaines du ministère de la justice et des droits de l'homme	47
V.1.1.1 Les ressources humaines des tribunaux et cours d'appels	47
V.1.1.2 Les ressources humaines des tribunaux et cours d'appels	50
V.1.2 Les ressources humaines des professions judiciaires.....	53
V.2 Les ressources financières	53
V.2.1 Budgets des juridictions.....	54
V.2.2 Budgets des établissements pénitentiaires.....	55
VI. ACTIVITES DES COURS D'APPEL.....	56
VI.1 Activités des Parquets Généraux près les Cours d'Appel	56
VI.1.1 Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux	57
VI.1.2 Traitement des pourvois en matière pénale	60
VI.1.3 Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites.....	60
VI.2 Activités des Sièges des Cours d'Appel	63
VI.2.1 Etat des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par Cour d'Appel	64
VI.2.1.1 Etat des affaires pénales par Cour d'Appel	68
VI.3 Activités spécifiques aux Greffes des Cours d'Appel	71
VII. ACTIVITES DES TRIBUNAUX.....	73
VII.1 Activités des Parquets.....	73
VII.1.1 Procédures pénales	74
VII.1.2 Autres activités	77
VII.2 Activités des Sièges des tribunaux	78
VII.2.1 Jugement des affaires pénales	79
VII.2.2 Instruction des affaires	80



VII.2.2.1 Traitement des affaires dans les cabinets d'instruction	81
VII.2.2.2 Traitement des affaires dans les cabinets des juges des enfants	84
VII.2.3 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales.....	87
VII.2.3.1 Traitement des affaires civiles.....	88
VII.2.3.2 Traitement des affaires commerciales.....	93
VII.2.3.3 Traitement des affaires administratives et sociales.....	93
VII.3 Activités spécifiques aux Greffes des tribunaux	94
VII.3.1 Enregistrement des décisions.....	95
VII.3.2 RCCM et sûretés	96
VII.3.3 Traitement des dossiers frappés de recours	96
VII.3.4 Demandes d'actes	99
VII.3.5 Recouvrement des amendes et frais de justice	101
VIII. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.....	102

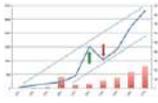
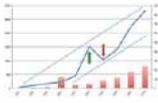


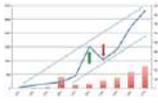
TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1.	Effectif des juridictions de 1er degré par ressort de Cour d'Appel 2018-2019	32
Tableau 2.	Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel	32
Tableau 3.	Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel d'Abidjan par région	33
Tableau 4.	Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel de Bouaké par région	34
Tableau 5.	Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel de Daloa par région	35
	La carte des juridictions	36
Tableau 6.	Effectifs des centres de détention et de rééducation par ressort de cour d'appel en 2019	37
Tableau 7.	Les établissements pénitentiaires par type et par ressort de cour d'appel	37
	La carte des établissements pénitentiaires	38
Tableau 8.	Nombre de cabinets des professions judiciaires	39
Tableau 9.	Nombre de cabinets des professions judiciaires par Cour d'Appel 2018-2019	39
Tableau 10.	Ressources humaines et financières du secteur de la justice	40
Tableau 11.	Ressources humaines et charge de travail par ressort de Cour d'Appel	41
Tableau 12.	Taux de traitement des affaires	42
	Répartition du taux d'instruction des affaires par tribunal	43
Tableau 13.	Charge de travail moyenne par magistrat pour l'année 2018-2019	44
	Charge de travail moyenne par magistrat pour l'année 2018-2019	45
Tableau 14.	Quelques indicateurs relatifs à la détention	46
Tableau 15.	Effectif national du Personnel du ministère de la justice et des droits de l'homme	47
Tableau 16.	Personnel des Cours d'Appels et Tribunaux	47
Tableau 17.	Personnel des Cours d'Appel d'Abidjan et des juridictions de son ressort	48
Tableau 18.	Personnel de la Cour d'Appel de Bouaké et des juridictions de son ressort	48
Tableau 19.	Personnel de la Cour d'Appel de Daloa et des juridictions de son ressort	49
Tableau 20.	Effectif du Personnel par type d'emploi au 30 septembre	49
Tableau 21.	Effectif du personnel des cours et tribunaux pour l'année judiciaire 2018-2019	50
Tableau 22.	Personnel magistrats selon la fonction* et le sexe au siège dans les différentes juridictions	51
Tableau 23.	Personnel magistrats selon la fonction et le sexe dans les parquets	52
Tableau 24.	Répartition des greffiers selon l'emploi et le sexe	52
Tableau 25.	Effectif des professionnels des professions judiciaires selon le sexe	53
Tableau 26.	Répartition des professionnels des professions judiciaires par ressort de Cour d'Appel	53
Tableau 27.	Budgets du ministère	53
Tableau 28.	Budgets alloués aux juridictions (*Y compris les charges locatives)	54
Tableau 29.	Montants des budgets alloués aux établissements pénitentiaires	55
Tableau 30.	Récapitulatif des dossiers dans les Parquets Généraux près les cours d'Appel	56
	Activités des parquets généraux	56
Tableau 31.	Procédures pénales dans les Parquets généraux près les cours d'appel	57
Tableau 32.	Répartition des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction par cour d'appel	57
Tableau 33.	Répartition des dossiers d'appel contre les décisions des juge des enfants par cour d'appel	58
Tableau 34.	Répartition des dossiers d'appel à la suite d'une ordonnance de transmission des pièces en matière criminelle par cour d'appel	58
Tableau 35.	Répartition des dossiers d'appel en matière correctionnelle (jugements audiences correctionnelles) par cour d'appel	59
Tableau 36.	Répartition des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG) par cour d'appel	59
Tableau 37.	Autres dossiers	59
Tableau 38.	Répartition des dossiers ayant fait l'objet de pourvoi en cassation (procédures pénales) par cour d'appel	60
Tableau 39.	Récapitulatif des dossiers reçus pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux	60
Tableau 40.	Répartition par cour d'appel des procédures civiles reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux	61
Tableau 41.	Répartition par cour d'appel des procédures commerciales reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux	61



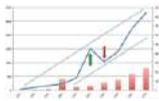
Direction de la Planification et des Statistiques
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Tableau 42.	Répartition par cour d'appel des procédures sociales reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux	61
Tableau 43.	Répartition par cour d'appel des procédures administratives reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux	62
Tableau 44.	Récapitulatif des affaires traitées au siège des Cours d'Appel	63
	Activités des sièges des cours d'appel	63
Tableau 45.	Traitement des affaires dans les chambres civiles des Cours d'Appel	64
Tableau 46.	Traitement des affaires dans les chambres commerciales des Cours d'Appel	65
Tableau 47.	Traitement des affaires dans les chambres sociales des Cours d'Appel	66
Tableau 48.	Répartition des ordonnances sur requête rendues par les Cours d'Appel	67
Tableau 49.	Traitement des affaires dans les chambres correctionnelles des Cours d'Appel	68
Tableau 50.	Traitement des affaires dans les chambres des mineurs des Cours d'Appel	69
Tableau 51.	Récapitulatif des affaires traitées dans les chambres d'instruction des Cours d'Appel	69
Tableau 52.	Etat des arrêts rendus par les chambres d'instruction	70
Tableau 53.	Récapitulatif de l'enregistrement des décisions des Cours d'Appel	71
Tableau 54.	Enregistrement des décisions pénales	71
Tableau 55.	Enregistrement des décisions civile, commerciale et administrative (référé y compris)	72
Tableau 56.	Récapitulatif des dossiers dans les Parquets près les tribunaux	73
	Activités des parquets	73
Tableau 57.	Traitement des procédures pénales dans les Parquets près les tribunaux	74
	** hors données TPI Abidjan 2018-2019	74
Tableau 58.	Répartition des suites données aux PV selon la nature de l'infraction	75
Tableau 59.	Etat des violences basées sur le genre	75
Tableau 60.	Répartition des infractions traitées selon la nature	76
Tableau 61.	Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites	77
Tableau 62.	Rectifications administratives	77
Tableau 63.	Etat des visites des centres d'état civil	77
Tableau 64.	Récapitulatif des affaires	78
	Activités des sièges des tribunaux	78
Tableau 65.	Etat des audiences tenues en matière pénale	79
Tableau 66.	Répartition des affaires pénales selon les formations de jugement	80
Tableau 67.	Récapitulatif des affaires des cabinets d'instruction et cabinets des juges des enfants	80
Tableau 68.	Récapitulatif des affaires dans les cabinets d'instruction	81
Tableau 69.	Instruction des affaires dans les cabinets d'instruction	81
Tableau 70.	Etat des commissions rogatoires (CR) nationales	82
Tableau 71.	Etat des commissions rogatoires (CR) internationales	82
Tableau 72.	Etat des ordonnances de règlement rendues	82
Tableau 73.	Etat des expertises ordonnées	82
Tableau 74.	Etat de la détention préventive dans les Cabinets d'Instruction	83
Tableau 75.	Récapitulatif des affaires dans les cabinets des juges des enfants	84
Tableau 76.	Instruction des affaires dans les cabinets des juges des enfants	84
Tableau 77.	Etat des commissions rogatoires (CR) nationales	85
Tableau 78.	Etat des commissions rogatoires internationales	85
Tableau 79.	Etat des ordonnances de règlement rendues par les juges des enfants	85
Tableau 80.	Etat des mesures de protection prononcées par les juges des enfants	85
Tableau 81.	Etat des expertises ordonnées	86
Tableau 82.	Etat des affaires réglées en chambre de conseil	86
Tableau 83.	Etat des détentions préventives dans les cabinets des juges des enfants	86
Tableau 84.	Récapitulatif des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives	87
Tableau 85.	Récapitulatif des audiences tenues	87
Tableau 86.	Etat des affaires d'état civil	88
Tableau 87.	Etat des affaires d'hérités et de tutelles	89
Tableau 88.	Référé, assistance judiciaire et saisie des rémunérations	90
Tableau 89.	Etat des procédures de divorce et autres affaires civiles	91



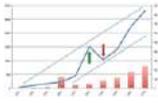
Direction de la Planification et des Statistiques
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

Tableau 90.	Ordonnances sur requêtes _____	92
Tableau 91.	Etat des affaires commerciales _____	93
Tableau 92.	Etat des affaires administratives _____	93
Tableau 93.	Etat des procédures sociales _____	93
Tableau 94.	Récapitulatif du traitement des dossiers dans les Greffes _____	94
Tableau 95.	Etat des enregistrements des décisions civiles et administratives _____	95
Tableau 96.	Etat d'enregistrement des décisions en matière pénales _____	95
Tableau 97.	Etat d'enregistrement des décisions commerciales _____	95
Tableau 98.	Activités relatives au RCCM _____	96
Tableau 99.	Récapitulatif de traitement des dossiers ayant fait l'objet de recours _____	96
Tableau 100.	Traitement des dossiers frappés d'appel _____	97
Tableau 101.	Dossiers en matière civile, commerciale et administrative ayant fait l'objet d'autres recours _____	97
Tableau 102.	Autres recours en matière sociale _____	98
Tableau 103.	Traitement dossiers en matière pénale ayant fait l'objet d'autres recours _____	98
Tableau 104.	Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires _____	99
Tableau 105.	Actes en matière sociale _____	100
Tableau 106.	Autres actes _____	101
Tableau 107.	Etat des amendes à recouvrer en matière pénale _____	101
Tableau 108.	Etat de la population carcérale nationale au 1 ^{er} janvier 2019 _____	102
Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut _____		102
Tableau 109.	Population carcérale moyenne au cours de l'année 2019 _____	103
Tableau 110.	Population carcérale au 31 décembre 2019 _____	103
Evolution de la population carcérale mensuelle de janvier 2017 à décembre 2019 _____		103
Evolution des condamnés en fonction des années 2017, 2018 et 2019 _____		104
Tableau 111.	Densité de la population carcérale par établissements pénitentiaires en 2019 _____	105
Tableau 112.	Evolution de la population carcérale moyenne de 2017 à 2019 _____	106



SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADD	Avant Dire Droit
AFD	Agence Française de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDJ	Centre National de la Documentation Judiciaire
CPCCA	Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative
CR	Commission Rogatoire
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales
DAF	Direction des Affaires Financières
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DELD	Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DRAP	Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire
DSJRH	Direction des services judiciaires et des ressources humaines
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
INFJ	Institut national de Formation Judiciaire
JPD	Juridiction du Premier Degré
JSD	Juridiction du Second Degré
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MC	Maison de Correction
MJDH	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
OLP	Ordonnance de Liberté Provisoire
OMGP	Ordonnance Modificative de Garde Provisoire
OTPG	Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur General
PCAP	Procédure Collective d'Apurement du Passif
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PV	Procès-Verbal
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RP	Répertoire des Plaintes
See Info	Service de l'Informatique
SD	Section Détachée
SerCom	Service de la Communication et des Relations Publiques
SIS-MJDH	Système d'Information Statistiques du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
TPI	Tribunal de Première Instance
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



INTRODUCTION

L'annuaire statistique portant sur les activités judiciaires et pénitentiaires en Côte d'Ivoire a pour objectif de mettre en exergue les acquis du système judiciaire, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du Ministère de la justice et des droits de l'homme. L'engouement suscité par les précédentes éditions auprès des utilisateurs et l'édification d'un système judiciaire transparent, capable de s'auto-évaluer ont contribué à perpétuer l'expérience.

Au cours des années judiciaires 2016-2017 et 2017-2018, les données présentées dans les annuaires faisaient ressortir globalement une surcharge de travail dans les juridictions et une surpopulation carcérale.

En effet, le nombre de dossier à traiter par magistrat dans les juridictions s'élevait à **243** en 2016-2017 contre **275** en 2017-2018. De même, le nombre d'habitant pour un magistrat se situait à **35 232** habitants en 2017 contre **36 622** en 2018 ; la norme internationale étant de **10 000 habitants pour un magistrat**. Au niveau des établissements pénitentiaires, le nombre de détenus s'élève en moyenne à **17 588** en 2018, contre **14 471** en 2017. Cela se traduit par un taux d'occupation de **2,1** détenus en 2017 et **2,4** détenus en 2018 pour $3m^2$, pour une norme **d'un détenu pour $3m^2$** .

Quel est le volume d'activités des juridictions et la situation carcérale des détenus en 2019 ?

Quelles sont les ressources (humaines, financières...) dont disposent les juridictions et les établissements pénitentiaires pour mener à bien leurs activités ?

En somme quelle est l'évolution des indicateurs du secteur de la justice en 2019 ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, la Direction de la planification et des statistiques a mis en œuvre le Système d'Information Statistiques (SIS-MJDH) axé sur la collecte et le traitement des statistiques portant sur l'année judiciaire 2018-2019.

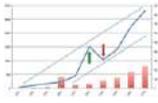
La méthodologie utilisée a consisté à collecter directement les informations auprès de la Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH), de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP), ainsi que l'ensemble des juridictions de premier et second degré à travers des cadres de collecte harmonisés.

Ces cadres de collecte conçus depuis 2016 ont été progressivement améliorés par une approche participative avec les acteurs du système judiciaire et pénitentiaire. Ces améliorations prennent en compte les innovations législatives induites par le nouveau code de procédure pénal, ainsi que les recommandations formulées lors des campagnes de collecte précédentes. Les données obtenues de la collecte ont fait l'objet de validation lors d'un atelier, en présence des acteurs clés des juridictions et établissements pénitentiaires.

Les données validées ont été consolidées sous Excel par la DPS et permis la publication du présent rapport.

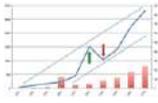
L'annuaire se présente en huit (08) parties :

- Partie I. Définition des concepts et terminologies ;
- Partie II. Cadre institutionnel
- Partie III. Cartographie des juridictions, établissements pénitentiaires et professions judiciaires;
- Partie IV. Chiffres clés et indicateurs de la justice ;
- Partie V. Les ressources humaines et financières ;
- Partie VI. Activités des Cours d'Appel
- Partie VII. Activités des tribunaux
- Partie VIII. Activités des établissements pénitentiaires.

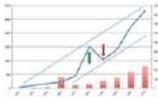


I. DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES

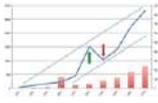
Affaire nouvelle	Il s'agit des dossiers ou procédures nouvellement enrôlés ou reçus au cours de la période de référence
Amende contraventionnelle	Peine pécuniaire consistant en l'obligation de s'acquitter du paiement d'une somme d'argent auprès du Trésor Public lié à un acte contraventionnel.
Amende correctionnelle	Peine pécuniaire consistant en l'obligation de s'acquitter du paiement d'une somme d'argent auprès du Trésor Public.
Amende de composition	Peine pécuniaire consistant en l'obligation de s'acquitter du paiement d'une somme d'argent auprès du Trésor Public (Amende pénale, civile ou fiscale).
Année judiciaire	C'est la période qui part du 01 octobre d'une année donnée au 30 Septembre de l'année suivante.
Appel	Recours ordinaire contre les jugements du premier degré tendant à les faire reformer ou annuler par le juge d'appel.
Arrêt	C'est une décision rendue par une cour par opposition à un jugement qui est prononcé par un tribunal
Audience	Séance publique d'une juridiction, en général consacré aux débats et aux plaidoiries (audience de plaidoiries) ainsi qu'au prononcé des décisions
Audiences de référés	Séance au cours de laquelle siège le Tribunal (le Président s'il s'agit de référés).
Cabinet (juge d'instruction ou juge des enfants)	Bureau particulier dans lequel le magistrat (juge d'instruction, de tutelle, des enfants...) entend les parties, les avocats
Casier judiciaire	C'est aussi un relevé national qui conserve la trace des condamnations pénales prononcées par les juridictions.
Certification de nationalité	Document délivré à un individu par une autorité officielle de l'état dont il a la nationalité et attestant qui possède cette nationalité et attestant qui possède cette nationalité.
Chambre	Désigne une des formations internes d'une juridiction comprenant un Président de chambre et deux Magistrats ou plus. Les chambres sont souvent désignées par la matière qu'elle traite (chambre civile, chambre correctionnelle, chambre sociale...)
Citation directe	Acte par lequel une personne est invitée par le ministère public ou la victime, partie civile à se présenter directement devant une juridiction pénale pour répondre d'une infraction.
Classement sans suite	Lorsqu'une infraction supposée lui est rapportée, le ministère public (parquet) peut décider de ne pas exercer l'action publique, c'est-à-dire ne pas déclencher de poursuite pénale. La décision de classement peut être prise en considération de motifs juridiques ou des éléments de



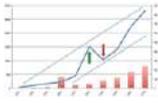
	l'enquête de l'auteur non identifié, absence ou insuffisance de preuves. Le ministère public peut revenir sur cette décision jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action publique.
Commission rogatoire	Délégation qu'une autorité chargée d'instruire un litige civil ou un procès pénal donne à une autre autorité judiciaire à l'effet d'exécuter en son nom certains actes de recherche des preuves qu'elle ne peut ou ne veut pas accomplir elle-même.
Conclusion écrite	Au civil : Avis donné oralement ou par écrit par le ministère public, partie jointe, sur l'application de la loi dans une affaire civile dont il a pris ou prend une communication.
Contrainte par corps	L'ensemble des voies et moyens de droits offerts et garantis par l'Etat, en vue de l'exécution (au besoin forcé) des obligations et du respect des droits.
Contravention	Nom courant donné dans la pratique aux infractions de la circulation routière en particulier, celles relatives au stationnement irrégulier.
Cour d'appel	Juridiction du second degré qui connaît par voie de l'appel, les demandes tendant à la réformation partielle ou à l'infirmité des jugements rendus par les juridictions de premier degré (tribunaux de première instance).
Cour d'assise	Juridiction départementale constituant une émanation de la cour d'appel et qui tient ses assises successivement dans chacun des départements du ressort de cette cour et qui, composée chaque trimestre pour juger les crimes de droit communs et les délits correctionnels connexes est formée de la cour (au sens étroit) comportant trois magistrats et neuf jurés, citoyens tirés au sort, au début de chaque affaire sur la liste départementale annuelle de jury.
Crime	Catégorie d'infractions pénales la plus grave au regard de la loi et passible des sanctions les plus lourdes : la réclusion criminelle pour un temps déterminé ou à perpétuité notamment. Les crimes sont jugés par la Cour d'assise. [Pour les personnes morales (ex : entreprises) les peines encourues sont notamment des amendes particulièrement fortes et ou la dissolution de la société].
Décision rendue	On appelle, aussi, décision rendue tout jugement à partir du moment où il est prononcé ou si la loi l'admet, communique aux parties d'une autre manière.
Délit	Catégorie d'infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans d'une peine d'amende et d'autres peines complémentaires. Les délits sont jugés par le tribunal correctionnel. [L'emprisonnement peut être remplacé par une peine alternative comme le travail d'intérêt général.]



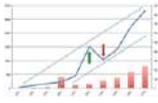
Détention	Action pour une autorité ou un particulier de retenir une personne contre son gré, Etat d'un individu retenu à quelque titre que ce soit dans un établissement pénitentiaire.
Détention préventive	C'est le fait d'incarcération dans une maison d'arrêt d'un individu inculpé de crime ou délit, avant de prononcer un jugement. La détention préventive est réalisée en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt.
Dossier frappé d'appel	Réunion de pièces relative à une affaire qui exerce un recours contre une décision de justice.
Enregistrement	Inscription sur un registre d'un acte ou d'un fait par extension, toute formalité de réception destinée à constater sur un support quelconque, la remise d'une chose, d'une déclaration de volonté, l'existence d'un droit.
Enrôler	C'est l'action d'inscrire sur un registre ou résultat de cette opération qui a donné son nom, soit à une formalité, soit à une procédure chargée de tenir le registre.
Expertise	C'est une mesure qui est ordonnée par un juge et qui consiste à confier à un technicien qualifié une mission d'information
Flagrant délit	Délit en train de se commettre ou qui vient de se commettre, constaté par la police judiciaire.
Grade	Titre indiquant la place de son titulaire dans la hiérarchie.
Greffe	C'est un service composé de fonctionnaires qui assistent les magistrats dans leur mission.
Greffier en chef	C'est le responsable du service greffe
Harmonisation	Arrangement, opération législatif consistant à mettre en accord des dispositions d'origines différentes, plus spécialement à modifier des dispositions existantes afin de les mettre en cohérence avec une nouvelle réforme. C'est le rapprochement entre deux ou plusieurs systèmes de juridiques.
Incompétence	Inaptitude d'une autorité publique à accomplir un acte juridique.
Information	Ensemble des actes tendant à établir la preuve d'une infraction et en découvrir les auteurs comprenant l'instruction, à l'audience et la conduite du supplément d'informations ordonnées par la juridiction, de jugement.
Infractions	Action ou comportement interdit par la loi et passible de sanctions pénales prévues par la loi : amende, peine d'emprisonnement, peines complémentaires... On distingue 3 catégories d'infraction, selon leur gravité et les peines encourues : les contraventions, les délits et les crimes.
Infraction contraventionnelle	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 2 mois et d'une amende inférieure ou égale à trois cent



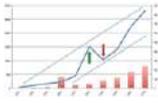
	soixante mille (360 000 FCFA) ou de l'une de ces deux peines seulement.
Infraction criminelle	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté perpétuelle ou supérieure à dix ans.
Infraction délictuelle	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté inférieure ou d'une amende autre que l'infraction criminelle et contraventionnelle.
Irrecevabilité	Caractère de ce qui est irrecevable ; vice affectant une prétention formée par qui n'a pas le droit d'agir en justice, faute d'intérêt, de qualité, en raison de l'expiration de la prescription.
Jonction	Action de joindre et le résultat de cette action.
Juge	Magistrat qui a pour fonction de trancher les litiges entre les citoyens
Juge d'application des peines	Magistrat du tribunal de grande instance, désigné par décret, ayant mission d'une part de surveiller avec l'aide d'agents de probation si le condamné avec sursis et mise à l'épreuve respecte les obligations mises à sa charge par le tribunal et d'assurer le suivi socio-judiciaire des condamnés, d'autre part de contrôler et d'agencer le mode d'exécution des peines dans les établissements de détention
Juge d'instruction	Magistrat compétent désigné par décret pour trois ans, dont la mission est de rechercher dans le cadre d'une information pénale ouverte à la demande du parquet ou de la victime s'il existe contre un inculpé des charges suffisantes pour que celui-ci soit traduit devant une juridiction de jugement. Il est parfois nommé juge informateur.
Juge des tutelles	Magistrat du tribunal de d'instance intervenant comme juge unique, généralement en matière gracieuse, ainsi nommé en raison des fonctions essentielles dont la loi l'investit dans la protection des majeurs ou des mineurs incapables, mais auquel la loi confie de nombreuses autres attributions en matière de filiation, de nom ou même en matière sociale
Jugement	Décision rendue par une juridiction de premier degré. Au sens large, désigne toute décision de justice.
Jugement en matière correctionnelle	C'est l'action de juger, plus précisément d'examiner une affaire dont l'objet se caractérise dans l'échelle des infractions qui font partir de celle du deuxième degré.
Juridiction pénale	Tribunal chargé de juger les infractions pénales:- Les contraventions sont jugées par les tribunaux de police, Les délits sont jugés par les tribunaux correctionnels; Les crimes sont jugés par les cours d'assises.
Magistrat	Agent de l'Etat assurant le service public de la justice soit, par la poursuite des auteurs d'infractions (Magistrats du parquet), soit par l'instruction (Juges d'instruction), soit encore en jugeant les litiges entre les citoyens(Juges).



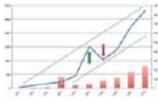
Matière correctionnelle	Objet qui caractérise dans l'échelle des infractions celle du deuxième degré.
Mineurs	Individu qui n'a pas atteint l'âge de la majorité.
Ministère public	Ensemble des magistrats chargés de recevoir les plaintes, diriger les enquêtes, mettre en mouvement l'action publique et requérir l'application de la loi et le prononcé de peines, et plus généralement de veiller à la défense des intérêts généraux de la société devant les juridictions pénales. Le ministère public est hiérarchisé (procureur général, procureur, procureur-adjoint, vice-procureur et substitut) et subordonné au garde des sceaux. En matière civile, le Parquet intervient dans certains cas prévus par la loi.
Opposition	Opposition" désigne toute manifestation de volonté par laquelle une personne entend arrêter l'exécution d'un processus juridique ou judiciaire.
Ordonnance	Décision prise par un juge unique. (Par exemple ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction). En matière civile, l'ordonnance est une décision provisoire, à la différence du jugement.
Ordonnance de non-lieu	Décision de clôture par laquelle une juridiction d'instruction déclare qu'il n'a pas lieu de poursuivre l'instruction contre un inculpé, soit parce que les faits qui lui sont reprochés ne tombent pas ou ne tombent plus sous la loi pénale, soit parce que les charges relevées contre lui n'apparaissent pas suffisantes.
Ordonnance de soit communiqué	Décision émanant du président du tribunal prescrivant la communication d'une affaire civile au ministère public.
Ordonnance en matière de référés	Décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.
Ordonnance sur requête	Décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérante est fondé à ne pas appeler la partie adverse à charge, pour tout intéressé d'en référer au juge qui a droit à la requête.
Parquet	C'est un service de la justice composé de magistrats dont le rôle est de poursuivre les auteurs d'infractions pénales et requérir l'application
Parquet général	Nom donné au Ministère Public attaché à une cour d'appel de l'ordre judiciaire.
Peine	Châtiment édicté par la loi à l'effet de prévenir et, s'il y a lieu, de réprimer l'atteinte à l'ordre social qualifié d'infraction.
Personnel d'appui	Bénévoles ou personnels recrutés à la charge de la juridiction



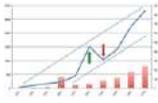
Personnel interministériel	Des fonctionnaires pris en compte par l'Etat et qui peuvent servir dans plusieurs ministères de par leur mobilité professionnelle
Pourvoi	Acte par lequel une partie saisit la Cour de cassation d'un recours dirigé contre une décision de justice rendue en dernier ressort par une juridiction du premier degré ou par une cour d'appel.
Pourvoi en cassation	Recours extraordinaire formé devant la cour de cassation ou le conseil d'état contre une décision de justice rendue en dernier ressort.
Procès-verbal	Document écrit, établi par une autorité compétente ou organe qualifié, après un accord, un désaccord, un fait délictueux, une délibération afin d'en constater l'existence ou la tenue et d'en conserver la trace.
Procureur	Magistrat chargé de recevoir les plaintes, diriger les enquêtes, mettre en mouvement l'action publique et requérir l'application de la loi et le prononcé de peines, et plus généralement de veiller à la défense des intérêts généraux de la société devant les juridictions pénales.
Protection du mineur	Individu qui n'a pas atteint l'âge de la majorité qui bénéficie pour sa personne en raison de son état de faiblesse e de vulnérabilité, d'un régime de protection organisé par la loi.
Radiation	Opération consistant à rayer sur un registre, la mention d'un nom, d'un droit, d'une affaire, qui a pour effet de droit attachés à cette inscription.
Référé	C'est une procédure d'urgence qui est engagée devant le président du tribunal. Le juge des référés est compétent pour régler en urgence et provisoirement la situation (crise du couple : garde et droit de visite, pensions alimentaires)
Renvoi (arrêt)	Le mot "renvoi" est l'expression utilisée dans le langage procédural pour exprimer que le juge a ordonné que l'affaire soit remise au rôle d'une autre audience ou renvoyée à une autre juridiction. Le renvoi se produit en particulier, soit que les parties aient demandé à comparaître à une audience ultérieure, soit que le dossier ne se trouve pas en état d'être jugée immédiatement, soit que la compétence appartienne à un autre tribunal, soit dans le cas de "suspicion légitime".
Requête	C'est un acte de procédure qui est adressée directement à une juridiction pour faire valoir un droit et qui a pour effet de la saisir. C'est l'équivalent de la citation. Il n'est possible d'introduire une procédure en justice par requête que si la loi prévoit cette possibilité (exemple : litige entre bailleur et locataire).
Réquisitoire	Acte par lequel le représentant du ministère public met en mouvement l'action publique ou exerce celle-ci.
Réquisitoire supplétif	Acte par lequel, le ministère public requiert le Juge d'instruction d'informer sur des faits nouvellement portés à sa connaissance et qui ont un lien avec une information déjà en cours, ou par lequel le ministère



	public demande d'effectuer une mesure d'instruction à laquelle il n'avait pas été procédé.
Section détachée de tribunal	Juridiction de première degré qui connaît en premier lieu de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction en raison de la nature de l'affaire. Elle occupe une portion du ressort du Tribunal de Première instance dont elle dépendant administrativement.
Siege	Ce sont les juges « classiques » qui prononcent le jugement (disent le droit) en appliquant la loi, après avoir entendu les différentes parties au procès. Dans les tribunaux, ils sont assis, c'est la raison pour laquelle on les appelle le siège.
Stock final d'affaires ou stock restant en fin de période	Il s'agit du nombre de dossiers ou d'affaires, non traités ou jugés jusqu'au dernier jour de la période de référence.
Stock initial d'affaires au début de la période	Il s'agit du nombre de dossiers ou d'affaires, non traités ou jugés jusqu'à la veille de la période de référence (période de collecte)
Suite donnée	Lorsqu'une infraction supposée lui est rapportée, le ministère public (parquet) exerce l'action publique, c'est-à-dire déclenche une poursuite pénale. La décision de classement peut être prise en considération de motifs juridiques ou des éléments de l'enquête: auteur identifié, suffisance de preuve
Tierce-opposition	On parle de tierce opposition si une personne ou des personnes n'ont pas été à la procédure ou qu'elle n'y a pas été représentées, alors qu'elles avaient intérêt à y défendre leur droits, elles peuvent alors faire à nouveau juger les dispositions du jugement qui leur font grief en introduisant une procédure dite "tierce-opposition" 'Sont irrecevables à former tierce opposition les personnes qui ont été représentées à l'instance et ceux qui sont recevables à former un recours ou un appel
Tribunal civil	Composé d'un ou de plusieurs juges, il a pour mission de trancher les litiges et rendre une décision de justice lorsqu'il y a un acte ou un comportement qui viole la loi civile.
Tribunal correctionnel	Composé d'un ou de plusieurs juges, il a pour mission de trancher les litiges et rendre une décision de justice lorsqu'il y a un acte ou un comportement qui viole la loi pénale, surtout lorsqu'il s'agit d'un délit.
Tribunal Criminel	Composé d'un président et d'au moins quatre assesseurs le tribunal criminel est une formation de jugement des tribunaux chargé de juger les affaires renvoyées devant lui par arrêt de la chambre d'instruction.
Tribunal correctionnel et de simple police.	Composé d'un ou de plusieurs juges, il a pour mission de trancher les litiges et rendre une décision de justice lorsqu'il y a un acte ou un



	comportement qui viole la loi pénale, surtout lorsqu'il s'agit d'une contravention
Tribunal de première instance	Juridictions de première degré qui connaissent en premier lieu des litiges il comprend un siège dirigé par un président assisté de vice-président, juges, juges d'instruction, juge des enfants, juges de tutelles; ainsi qu'un parquet placé sous l'autorité d'un procureur de la république secondé par des procureurs de la république adjoints et des substituts du procureur de la république.
Voie de recours	Moyens juridictionnels tendant à la reformulation, la rétractation ou la cassation d'une décision de Justice. désigne l'institution de recours.



II. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) est chargé :

- de la gestion de l'activité des juridictions ;
- du suivi de la bonne application des lois et règlements ;
- de l'élaboration des projets de lois et règlements ;
- de veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Pour l'exercice de ses attributions, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme dispose, outre le Cabinet et le Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme, de Directions et Services rattachés au Cabinet, de Directions Centrales ainsi que de Services Extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

II.1 Présentation des structures du Ministère

II.1.1 Le Cabinet

Le Cabinet du Garde des Sceaux est composé de:

- Un Directeur de Cabinet
- Un Directeur de Cabinet Adjoint
- Un Chef de Cabinet
- Huit Conseillers Techniques
- Six Chargés d'Études
- Un Chargé de Missions
- Un Chef du Secrétariat particulier

II.1.2 Les directions et services rattachés au cabinet

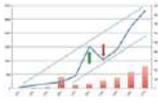
Les Directions et Services rattachés sont :

- L'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP) ;
- La Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ;
- La Direction des Affaires Financières (DAF) ;
- La Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ;
- La Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) ;
- Le Service de l'Informatique (Sce Info) ;
- Le Service de la Communication et des Relations Publiques (SerCom).

II.1.2.1 L'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP)

Elle est chargée:

- de s'assurer du fonctionnement normal des juridictions et des divers services judiciaires et pénitentiaires ainsi que de l'activité de tous les personnels des professions dont l'organisation, les attributions et la discipline relèvent du Ministère de la Justice;
- de contrôler l'application des directives ministérielles;
- de constater les insuffisances dans l'activité des juridictions, services et professions et de proposer les mesures nécessaires pour y remédier et parvenir à une bonne administration de la justice;
- de veiller au maintien des améliorations obtenues;



- d'instruire les dossiers en vue de la saisine des organes disciplinaires et de faire des propositions de sanctions.

L'IGSJP est dirigée par un Inspecteur Général, secondé par des Inspecteurs Généraux Adjointes et des Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires.

L'Inspecteur Général, les Inspecteurs Généraux Adjointes et les Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires sont nommés conformément aux dispositions du décret no 2012-14 du 18 janvier 2012 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'IGSJP.

II.1.2.2 La Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH)

Elle est chargée :

- d'organiser les juridictions et de veiller à leur fonctionnement;
- de proposer des réformes en matière d'organisation judiciaire;
- d'assurer le secrétariat de la Commission d'avancement des magistrats;
- d'assurer la gestion des professions judiciaires;
- de mettre en œuvre la politique générale de gestion des ressources humaines, telle que définie par le Ministre chargé de la Fonction Publique;
- d'assurer le suivi de l'application des dispositions relatives à l'éthique et à la déontologie;
- de participer à l'élaboration du cadre organique des emplois et à la définition des profils de poste;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des effectifs;
- d'assurer le suivi de la situation administrative des agents, notamment la mise à disposition, la disponibilité, le détachement, les congés, l'avancement, la promotion et la retraite;
- d'archiver les actes de gestion du personnel et de tenir à jour le fichier personnel du Ministère;
- d'améliorer le cadre du travail.

La DSJRH est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La DSJRH comprend quatre Sous-directions:

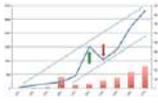
- la Sous-direction du Personnel Magistrat;
- la Sous-direction des Personnels Greffier, de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse et Interministériel;
- la Sous-direction du Personnel Pénitentiaire;
- la Sous-direction des Professions Judiciaires.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.2.3 La Direction des Affaires Financières (DAF)

Elle est chargée:

- de préparer et de superviser l'exécution du budget du Ministère;
- d'assurer la préparation et l'exécution des marchés publics;
- d'assurer la gestion centralisée du parc automobile;
- d'assurer la gestion des baux administratifs du personnel pénitentiaire;



- de préparer et d'exécuter les marchés des travaux immobiliers;
- de veiller à l'acquisition de matériels et d'équipements ainsi qu'à la gestion des crédits y afférents;
- de veiller à l'acquisition et à la gestion des costumes d'audience; de coordonner les activités de l'imprimerie du Ministère de la Justice.

La DAF est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La DAF comprend trois Sous-directions:

- la Sous-direction du Budget et de la Comptabilité;
- la Sous-direction des Marchés;
- la Sous-direction des Baux.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.2.4 La Direction de la Planification et des Statistiques (DPS)

Elle est chargée:

- d'assurer la production des statistiques et des indicateurs ;
- d'assurer la conception et la mise en œuvre des études sectorielles;
- de participer à l'élaboration du Plan National de Développement et du Programme d'Investissement Public;
- de participer à la réalisation des programmes et projets sectoriels dédiés;
- de vulgariser les nouvelles méthodes et approches en matière de planification sectorielle;
- d'assurer la coordination des activités des différentes structures du Ministère en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation;
- de prévoir et de réaliser les études nécessaires pour la planification sectorielle;
- de définir les objectifs et les stratégies en matière de développement sectoriel;
- d'assurer la programmation des investissements;
- d'assurer le contrôle et le suivi des projets;
- d'élaborer les bilans semestriels et annuels d'exécution des volets sectoriels du Plan National de Développement et du Programme d'Investissement Public.

La DPS est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La DPS comprend trois Sous-directions :

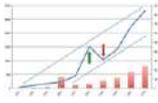
- la Sous-direction de la Planification et des Projets;
- la Sous-direction des Statistiques;
- la Sous-direction du Suivi et de l'Évaluation.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.2.5 La Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM)

Elle est chargée:

- d'élaborer les normes et les standards des bâtiments et des équipements judiciaires et pénitentiaires;



- d'élaborer les normes de sécurité relatives aux infrastructures, aux installations techniques, aux équipements et aux matériels judiciaires et pénitentiaires;
- d'assurer la programmation des investissements, le suivi et le contrôle des programmes de construction et d'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires;
- de réaliser ou de suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et, l'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ainsi que de suivre les travaux pour le compte du Ministère;
- de veiller à la programmation et à la gestion du matériel et des équipements judiciaires et pénitentiaires;
- de définir la politique de maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires;
- d'assurer ou d'organiser la maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires;
- d'assister et de conseiller les structures du Ministère dans le domaine des équipements et des infrastructures judiciaires et pénitentiaires;
- d'élaborer le plan de réhabilitation et de rééquipement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires dégradées;
- de coordonner et de suivre la mise en œuvre des projets d'investissements ciblés sur les infrastructures et les équipements judiciaires et pénitentiaires.

La DIEM est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. Elle comprend trois Sous-directions:

- la Sous-direction des Études, de la Normalisation et de la Programmation des Investissements;
- la Sous-direction du Contrôle des Infrastructures et des Équipements;
- la Sous-direction de la Réhabilitation et de la Maintenance.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.2.6 Le Service de l'Informatique (Sce Info)

Il est chargé:

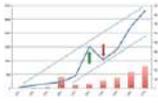
- de faire des propositions techniques relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- d'assurer l'informatisation du Ministère;
- de gérer le site web du Ministère.

Le Sce Info est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.2.7 Le Service Communication et des relations Publique (SerCom)

Il est chargé :

- de faire des propositions techniques relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- de préparer et de mettre en œuvre la politique de communication du ministère ;



- d'apporter une assistance aux services centraux et aux juridictions en matière de communication ;
- d'organiser, en liaison avec les autres départements et services du ministère, des manifestations, et réunions à caractère national et international ;
- d'entretenir les relations avec les médias,
- d'élaborer les bulletins d'information internes et externes du ministère.

Le SerCom est dirigé par un chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.3 Les directions centrales

L'administration centrale du Ministère de la Justice comprend six directions:

- La Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD)
- La Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)
- La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)
- La Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJJE)
- La Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)
- La Direction des Droits de l'Homme

II.1.3.1 La Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD)

Elle est chargée:

- de procéder à l'étude et à la rédaction des projets de textes législatifs et réglementaires;
- d'examiner les projets de conventions internationales soumis à la Chancellerie, pour avis, par les autres départements ministériels et tous organismes intéressés;
- d'apporter une assistance juridique au Gouvernement;
- de mener des études d'intérêt juridique;
- de procéder à des publications en matière juridique;
- de gérer les bibliothèques du Ministère et des juridictions.

La DELD comprend quatre Sous-directions :

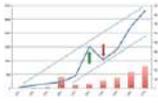
- la Sous-direction de la Législation;
- la Sous-direction de l'Assistance Juridique au Gouvernement;
- la Sous-direction des Études;
- la Sous-direction de la Documentation.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.3.2 La Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)

Elle est chargée:

- de suivre l'application de la législation en matière pénale, civile, commerciale, administrative et sociale;
- d'assurer le suivi des affaires pénales;
- d'assurer l'application du Code de nationalité;
- d'assurer la garde du Sceau;



- d'apporter l'assistance judiciaire et de veiller à une meilleure accessibilité à la justice;
- de proposer des plans d'action et des réformes en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale.

La DACP comprend quatre Sous-directions:

- la Sous-direction des Affaires Civiles et du Sceau;
- la Sous-direction des Affaires Commerciales;
- la Sous-direction des Affaires Pénales et des Grâces;
- la Sous-direction de la Coopération et de l'Entraide judiciaire internationales.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.3.3 La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

Elle est chargée:

- de veiller à la gestion et au contrôle des établissements pénitentiaires;
- de veiller à la sécurité pénitentiaire;
- d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté;
- d'organiser le service social et le travail en milieu carcéral;
- d'appliquer le régime progressif et des procédures de libérations conditionnelles;
- de proposer des réformes en matière d'administration pénitentiaire;
- de veiller à la formation et à la réinsertion sociale des détenus.

La DAP comprend trois Sous-directions:

- la Sous-direction de la Politique carcérale;
- la Sous-direction de la Sécurité pénitentiaire;
- la Sous-direction de la Réinsertion et des Affaires sociales.

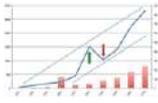
Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.3.4 La Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ)

Elle s'occupe, dans le cadre de la compétence du Ministère en charge de la Justice, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs.

A ce titre, elle est chargée:

- de proposer des réformes en matière de politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse;
- de proposer, en liaison avec les directions compétentes des projets de loi, des décrets et autres textes concernant les mineurs délinquants ou en danger;
- de mettre en œuvre la politique de protection de l'enfance et de la jeunesse;
- de proposer des mesures de prévention et de lutte contre la délinquance des Jeunes;
- d'organiser, de contrôler et d'évaluer les structures d'observation, d'accueil, déplacement, d'assistance éducative, de formation et de rééducation des mineurs;
- de mener des actions d'insertion sociale, scolaire et professionnelle des mineurs délinquants ou en danger;



- de gérer le régime de la liberté surveillée et de l'assistance éducative;
- de procéder au renforcement des relations avec des personnes ou institutions publiques ou privées recevant des mineurs ainsi qu'avec toutes personnes et organisations participant à la protection de l'enfance et de la jeunesse.

La DPJEJ comprend deux Sous-directions:

- la Sous-direction de la Prévention de la Délinquance juvénile;
- la Sous-direction de la Prise en charge de l'Enfance délinquante.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

II.1.3.5 La Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)

Elle est chargée:

- de définir la politique du Ministère en matière de contrôle de l'état civil et des archives;
- de suivre l'application de la législation en matière d'Etat Civil;
- d'assurer le suivi du contrôle de l'Etat Civil;
- de proposer des réformes en matière de contrôle de l'Etat Civil;
- de collecter, de traiter, de centraliser et de conserver les archives judiciaires et ceux du Ministère;
- de gérer les archives du deuxième âge;
- de coordonner l'activité des centres d'archivage;
- d'assurer les relations avec les archives nationales.

La DECA comprend deux Sous-directions:

- la Sous-direction du Contrôle de l'État civil;
- la Sous-direction des Archives.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur de l'Administration Centrale.

II.1.3.6 La Direction des Droits de l'Homme

Elle est chargée :

- de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme ;
- de la bonne application de la législation et de la réglementation relatives aux Droits de l'Homme ;
- de veiller au respect des engagements internationaux en matière des Droits de l'homme.

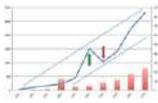
La Direction des Droits de l'Homme comprend deux Sous-directions :

- la Sous-direction de la promotion des Droits de l'Homme ;
- la Sous-direction de la protection des Droits de l'Homme.

II.1.4 Les services extérieurs

Les Services extérieurs sont:

- L'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Le centre National de Documentation Juridique (CNDJ) ;



- Les juridictions du premier degré ;
- Les juridictions du second degré ;
- les délégations régionales de l'Administration pénitentiaire

II.1.4.1 L'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;

L'INFJ a pour mission d'assurer le recrutement, la formation initiale et la formation continue :

- ✓ des Magistrats,
- ✓ des Greffiers,
- ✓ du personnel de l'administration pénitentiaire
- ✓ du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

L'INFJ assure la formation des Juges, des conseillers consulaires des juridictions commerciales ainsi que de toutes personnes apportant régulièrement son concours au service public de la justice.

Il peut, en outre, dans le cadre d'un accord conclu avec les ordres et les chambres professionnelles, assurer la formation des Avocats, des notaires, des Huissiers de justice, des commissaires-priseurs et d'autres auxiliaires de justice.

L'INFJ peut, dans le cadre d'un accord de coopération, assurer la formation des Magistrats, des personnels des Greffes, des personnels de l'administration pénitentiaire, et des personnels de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse étrangère.

INFJ est, en outre, chargé :

- ✓ de réaliser des partenariats avec des institutions d'enseignement ;
- ✓ de réaliser des travaux d'études et de recherche, et d'assurer leur diffusion

L'INFJ comprend des organes (le Conseil de Gestion, la Direction et le Conseil scientifique) et des écoles (l'Ecole de la Magistrature, l'Ecole des Greffes, l'Ecole du personnel pénitentiaire et l'Ecole du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse).

Chaque Ecole est dirigée par un Directeur, qui assure la coordination des activités pédagogiques et administratives de l'Ecole.

II.1.4.2 Le centre National de Documentation Juridique (CNDJ) ;

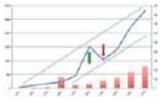
Le CNDJ a pour mission d'assurer la promotion et la diffusion du droit en Côte d'Ivoire.

A ce titre, il est chargé de collecter et de mettre sous forme de bases ou banques de données informatisées en vue de leur consultation, de leur publication et de leur diffusion sur tout support :

- ✓ de traités,
- ✓ de lois et règlements,
- ✓ d'instructions et circulaires,
- ✓ de conventions collectives,
- ✓ de décisions des cours et tribunaux et
- ✓ de tous autres textes à caractère juridique.

A cette fin, les administrations, juridiques et autres organismes relevant de l'Etat sont tenus de fournir au CNDJ tout document et, le cas échéant, toutes informations déjà enregistrées sur support magnétique nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Ces administrations, juridiques et autres organismes sont tenus de lui remettre notamment copie de base ou de banque de données intéressant les textes et décisions sus mentionnés qu'il gère ou sont amenés à gérer à leur propre usage.



Le CNDJ est, en outre, chargé :

- ✓ de procéder à l'édition de tout document
- ✓ d'assurer la formation des personnels des administrations fournisseurs d'information
- ✓ d'organiser des sessions de formation en matière juridique
- ✓ de participer à toute action d'assistance technique, de recherche et de coopération internationale

Le CNDJ est organisé autour d'un Conseil de Gestion et d'une Direction comprenant trois départements :

- Le Département des affaires juridiques ;
- Le Département des Ressources Humaines et Financières
- Le Département de l'Informatique.

Les Départements sont dirigés par les Chefs de Départements nommés Arrêté du Ministre de la Justice, sur proposition du Directeur, après approbation du Conseil de Gestion.

II.2 Organisation judiciaire

II.2.1 Les juridictions du premier degré (JPD)

Les juridictions ont pour mission de rendre la justice sur toute l'étendue du territoire national, au nom du peuple ivoirien.

Au niveau du premier degré de juridiction, on distingue les tribunaux de première instance et les sections détachées des tribunaux.

II.2.1.1 Les tribunaux de Première instance (TPI) et les sections détachées (SD)

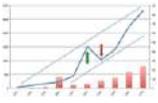
❖ Organisation

Au nombre de dix (10), les tribunaux de première instance sont implantés dans les villes d'Abidjan-Plateau, d'Abidjan-Yopougon, Bouaké, Daloa, Man, Korhogo, Abengourou, Bouaflé, Gagnoa et de San-Pédro. Les sections de tribunal sont rattachées à des tribunaux de première instance.

Toutefois, ces juridictions sont autonomes et ne se chevauchent pas en matière civile, commerciale, administrative et pénale. Ces juridictions sont indépendantes et équivalentes sur le plan de la compétence d'attribution. Elles ont le même pouvoir de juger aux termes de l'article 5 du Code de procédure civile, commerciale et administrative (CPCCA). Ainsi, on ne fait pas appel des décisions des tribunaux de section devant les TPI. Bien qu'elles soient équivalentes du point de vue de la compétence, chacune a une sphère de compétence qui lui est propre.

Les tribunaux de première instance statuent désormais en formation collégiale. En effet, jusqu'à l'intervention de la loi no 97-399 du 11 juillet 1997, ces juridictions statuaient à juge unique. En ce qui concerne les sections détachées, la loi a opéré une discrimination puisque celles-ci continuent en principe de siéger avec un seul juge. Toutefois, elles doivent siéger en formation collégiale de trois (3) magistrats au moins dans les cas suivants :

- En matière civile, commerciale et administrative lorsque l'intérêt du litige dépasse 50 millions de F CFA
- En matière de faillite et de liquidation judiciaire (il faut comprendre, avec l'avènement de l'acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, en matière de règlement préventif, de redressement judiciaire et de liquidation des biens) ;
- En matière délictuelle et obligatoirement en présence du Ministre public (Parquet) :
 - Lorsque l'intérêt du litige excède 50 millions de F CFA



- Lorsqu'il s'agit d'infractions contre la sûreté de l'état, la défense nationale, la sécurité publique ainsi que celle passible de la peine de mort (à remplacer logiquement depuis l'abolition de cette peine par la Constitution de 2000 par l'emprisonnement à perpétuité).

❖ **Compétences**

➤ **Compétences du tribunal**

La compétence du tribunal est déterminée en fonction de la nature de l'affaire ou en fonction du montant de l'intérêt des litiges. Les TPI et leurs sections détachées sont des juridictions de droit commun et ont une compétence de principe : selon l'article 5 du CPCCA, « les tribunaux de première instance et leurs sections détachées connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales, administratives et fiscales pour lesquelles compétence n'est pas attribué expressément à une juridiction en raison de la nature de l'affaire ».

L'article 6 du CPCCA précise que le tribunal statue en toute matière et en 1er ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à 500 000 F CFA ou dont le montant est indéterminé, ainsi que sur celles relatives à l'état des personnes, celles mettant en cause une personne publique et celles statuant sur la compétence.

En matière civile et commerciale, il (le tribunal) statue en 1er et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas 500 000 F CFA. En vertu des dispositions qui précèdent, il n'est donc pas possible d'interjeter appel contre une décision statuant en matière civile ou commerciale et dont le montant de l'affaire est inférieur ou égal à 500 000 F CFA. Ce qui signifie a contrario qu'à partir de 500 001 F CFA, l'appel est autorisé.

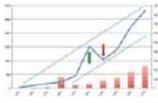
➤ **Compétences du président du tribunal : Juridiction présidentielle**

Il est question d'envisager les attributions autonomes du Président du tribunal. Celui-ci constitue une juridiction à juge unique, distincte de la juridiction du tribunal. Ainsi le Président du tribunal est soit juge des référés, soit juge des requêtes. Les fonctions de référé forment avec celle des requêtes le domaine de compétence propre du Président du tribunal. On parle de juridiction présidentielle justement à leur propos.

En tant que juge des référés, la compétence du Président du tribunal est logée dans l'article 221 du CPCCA. La lecture de cette disposition donne d'observer que la compétence du juge des référés s'étend à trois (3) hypothèses :

- **L'urgence** : la compétence du juge des référés est d'abord fondée sur les cas d'urgence. L'urgence est une notion à contenu variable qui est appréciée caustiquement. En toute hypothèse, le juge tiendra compte de l'intérêt que peut avoir le demandeur à obtenir rapidement une décision conservatoire ;
- **Les difficultés d'exécution d'une décision de justice** : le juge des référés est en effet compétent lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés d'exécution d'un titre exécutoire (acte écrit, lequel peut être la grosse d'un jugement ou un acte notoriété revêtu de la formule exécutoire. Par extension il peut s'agir d'un acte auquel une disposition de la loi reconnaît la valeur d'un titre exécutoire) ;
- **Les délais de grâces** : le Président du tribunal est également compétent pour accorder des délais de grâce prévus par l'article 1244 du Code civil.

En tant que juge des requêtes, le Président du tribunal peut prendre des ordonnances sur requête. Aux termes de l'article 231 du CPCCA, « les ordonnances sur requête sont des décisions que rend un magistrat, sur la demande d'une partie, présentée en la forme d'une requête et sans qu'aucune partie soit



appelée pour y contredire éventuellement ». La requête saisissant le Président se rapporte à des situations qui bien que litigieuses, exigent qu'une décision soit prise à l'insu de l'adversaire qu'elle concerne.

II.2.1.2 Formation spéciale du tribunal de première instance : le tribunal du travail

❖ Composition

Le tribunal du travail siège en formation collégiale. Son président est, en principe, le Président du TPI ou de section de la localité concernée, sauf s'il désigne un magistrat à cet effet. Les autres membres de ce collège de juges sont les deux (2) assesseurs représentant respectivement les employeurs et les travailleurs. Il faut relever que, pour chaque affaire, le Président désigne autant que possible les assesseurs employeurs et travailleurs appartenant à la catégorie professionnelle intéressée.

❖ Compétences

Suivant l'article 81.7 du code du travail : « les tribunaux du travail connaissent des différends individuels pouvant s'élever à l'occasion du contrat de travail ou d'apprentissage, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles entre les travailleurs ou apprentis et leurs employeurs ou maîtres ». Ces tribunaux sont également compétents pour se prononcer sur tous les différends individuels relatifs à la validité et l'exécution des conventions collectives et règlements en tenant lieu. Leur compétence s'étend aussi aux litiges entre travailleurs ou apprentis à l'occasion des contrats de travail ou d'apprentissage.

II.2.1.3 Les juridictions répressives

❖ Le tribunal criminel

Le tribunal criminel, institué par le nouveau code de procédure pénal, est une formation de jugement des tribunaux compétent pour juger en premier ressort les individus renvoyés devant lui par l'arrêt de mise en accusation de la chambre d'instruction. Il ne peut connaître d'aucune autre accusation et sa décision est susceptible d'appel devant la chambre criminelle de la Cour d'Appel du ressort.

Le tribunal criminel comprend le Président du tribunal et quatre assesseurs. Toutefois, en cas d'empêchement, le Président du tribunal est remplacé par un vice-président du tribunal ou le juge le plus ancien dans le grade le plus élevé.

❖ Le tribunal correctionnel

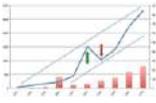
Le tribunal correctionnel est compétent pour connaître des délits.

Il connaît également des contraventions qui forment avec l'infraction déférée devant lui un ensemble indivisible.

❖ Le tribunal de simple police

Le tribunal de simple police connaît des contraventions. Sont des contraventions, les infractions que la loi punit d'une peine de un jour au moins à deux mois au plus d'emprisonnement, et d'une peine d'amende inférieure ou égale à 360 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les attributions dévolues au tribunal de simple police sont exercées par les tribunaux de première instance et les sections de tribunaux.



II.2.2 Les juridictions du second degré(JSD)

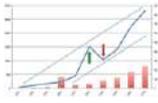
Au niveau du second degré, il y a essentiellement les Cours d'appel. Au sein de la Cour d'appel, existe une ou plusieurs chambres d'instruction. La chambre d'instruction est composée d'un Président de chambre et de deux ou plusieurs conseillers exclusivement nommés dans cette fonction.

La Cour d'appel

Les Cours d'appel connaissent des recours exercés contre des décisions rendues par les Tribunaux. Il existe quatre Cours d'Appel : Abidjan, Bouaké, Daloa et la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan.

Le ressort de la Cour d'appel d'Abidjan couvre les tribunaux de Première Instance d'Abidjan, de Yopougon et d'Abengourou, ainsi que leurs sections détachées. Celui de la Cour d'Appel de Bouaké englobe des Tribunaux de première instance de Bouaké et de Korhogo, et leurs sections détachées. La Cour d'Appel de Daloa couvre les Tribunaux de première Instance de Daloa, Man, Gagnoa et de Bouaflé ainsi que leurs sections détachées. Quant à la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan qui est une juridiction d'exception, elle connaît des appels exercés contre les décisions rendues par les tribunaux du ressort de la Cour d'Appel d'Abidjan en matière commerciale.

Ces juridictions sont constituées de chambres sociales, correctionnelles et civiles et commerciales et administratives. Elles regroupent les magistrats du siège que sont le premier président, les présidents de chambre et les conseillers, ainsi que les magistrats du ministère public ou parquet général, comprenant le procureur général, les avocats généraux et les substituts du procureur général. Il convient de préciser que la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan ne dispose pas de Parquet Général. Les dossiers nécessitant l'intervention du Ministère public sont communiqués au Parquet Général de la Cour d'Appel d'Abidjan.



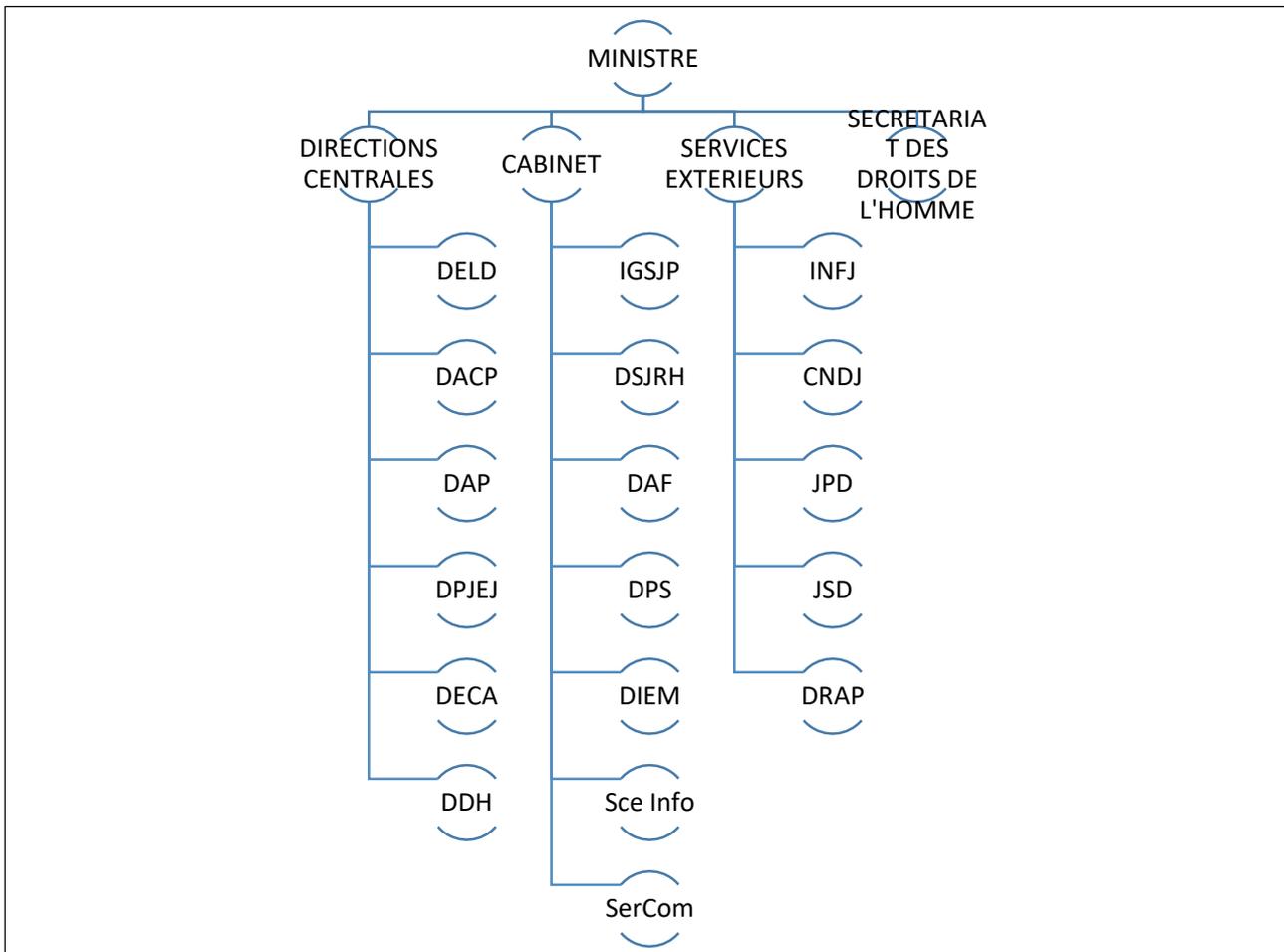
II.2.2.1 La Cour d'appel

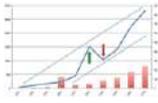
Les Cours d'appel connaissent des recours exercés contre des décisions rendues par les Tribunaux. Il existe quatre Cours d'Appel : Abidjan, Bouaké, Daloa et la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan.

Le ressort de la Cour d'appel d'Abidjan couvre les tribunaux de Première Instance d'Abidjan, de Yopougon et d'Abengourou, ainsi que leurs sections détachées. Celui de la Cour d'Appel de Bouaké englobe des Tribunaux de première instance de Bouaké et de Korhogo, et leurs sections détachées. La Cour d'Appel de Daloa couvre les Tribunaux de première Instance de Daloa, Man, Gagnoa et de Bouaflé ainsi que leurs sections détachées. Quant à la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan qui est une juridiction d'exception, elle connaît des appels exercés contre les décisions rendues par les tribunaux du ressort de la Cour d'Appel d'Abidjan en matière commerciale.

Ces juridictions sont constituées de chambres sociales, correctionnelles et civiles et commerciales et administratives. Elles regroupent les magistrats du siège que sont le premier président, les présidents de chambre et les conseillers, ainsi que les magistrats du ministère public ou parquet général, comprenant le procureur général, les avocats généraux et les substituts du procureur général. Il convient de préciser que la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan ne dispose pas de Parquet Général. Les dossiers nécessitant l'intervention du Ministère public sont communiqués au Parquet Général de la Cour d'Appel d'Abidjan.

II.3 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme





III. LA CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES

III.1 Les juridictions

Tableau 1. Effectif des juridictions de 1er degré par ressort de Cour d'Appel 2018-2019

	Abidjan		Bouaké	Daloa	Total
	Cour d'Appel	Cour d'Appel de Commerce	Cour d'Appel	Cour d'Appel	
Tribunaux de Première Instance*	03	01	02	05	11
Sections Détachées	08	-	07	12	27
Total	11	01	09	17	38

(*) y compris le Tribunal de Commerce d'Abidjan

Tableau 2. Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel

Cours d'Appels	Tribunaux de Première Instance	Sections Détachées
Abidjan	Abidjan plateau	Aboisso
		Adzopé
		Agboville
		Grand Bassam
	Abidjan Yopougon	Dabou
		Tiassalé
	Abengourou	Bondoukou
		Bouna
	Commerce d'Abidjan	Tribunal de commerce d'Abidjan
Bouaké	Bouaké	Bongouanou
		Dimbokro
		Katiola
		M'Bahiakro
		Toumodi
	Korhogo	Boundiali
		Odienné
Daloa	Daloa	Soubré
		Issia
		Séguéla
	Bouaflé	Sinfra
	Gagnoa	Divo
		Oumé
		Lakota
	Man	Danané
		Guiglo
		Touba
	San Pedro	Sassandra
		Tabou
	Total	4
		27

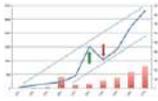


Tableau 3. Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel d'Abidjan par région

Juridictions	Districts ou régions	Départements	
TPI Plateau	District Autonome d'Abidjan	Abidjan	
TPI Yopougon			
Tribunal de Commerce d'Abidjan			
TPI Abengourou	Région de l'Indénié-Djuablin	Abengourou Agnibilékrou Béttié	
SD Aboisso	Région du Sud-Comoé	Aboisso Adiaké Tiapoum	
SD Grand-Bassam		Grand-Bassam	
SD Adzopé	Région de la Me	Adzopé Akoupé Alepe Yakasse-Attobrou	
SD Agboville		Région de l'Agnéby-Tiassa	Agboville Sikensi Taabo Tiassalé
SD Tiassalé			
SD Dabou			Région des Grands Ponts Dabou Grand-Lahou Jacqueville
SD Bondoukou	Gontougo	Bondoukou Koun-Fao Sandégué Tanda Transua	
SD Bouna		Boukani	Bouna Doropo Nassian Téhini

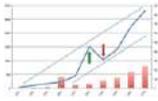


Tableau 4. Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel de Bouaké par région

Juridictions	Districts ou Régions	Départements
TPI Bouaké	Région du Gbêkê	Béoumi
		Botro
		Bouaké
		Sakassou
TPI Korhogo	Région du Tchologo	Ferkessedougou
		Kong
		Ouangolodougou
	Région du Pôro	Dikodougou
		M'bengué
		Korhogo
		Sinématiali
	SD Toumodi	District Autonome de Yamoussoukro
		Yamoussoukro
Région du Bélier		Didiévi
		Djékanou
		Tiebissou
	Toumodi	
SD Bongouanou	Région du Moronou	Bongouanou
		Arrah
		M'batto
SD Dimbokro	Région du N'Zi	Bocanda
		Dimbokro
		KouassiKouassikro
SD Katiola	Région du Hambol	Dabakala
		Katiola
		Niakaramandougou
SD M'bahiakro	Région de l'Iffou	Daoukro
		Prikro
		M'bahiakro
SD Boundiali	Région de la Bagoue	Boundiali
		Kouto
		Tengrela
SD Odienné	Région du Folon	Kaniasso
		Minignan
	Région du Kabadougou	Gbeleban
		Madiniani
		Odienné
		Samatiguila
	Séguélon	

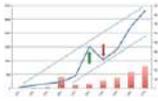
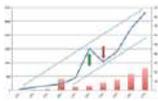
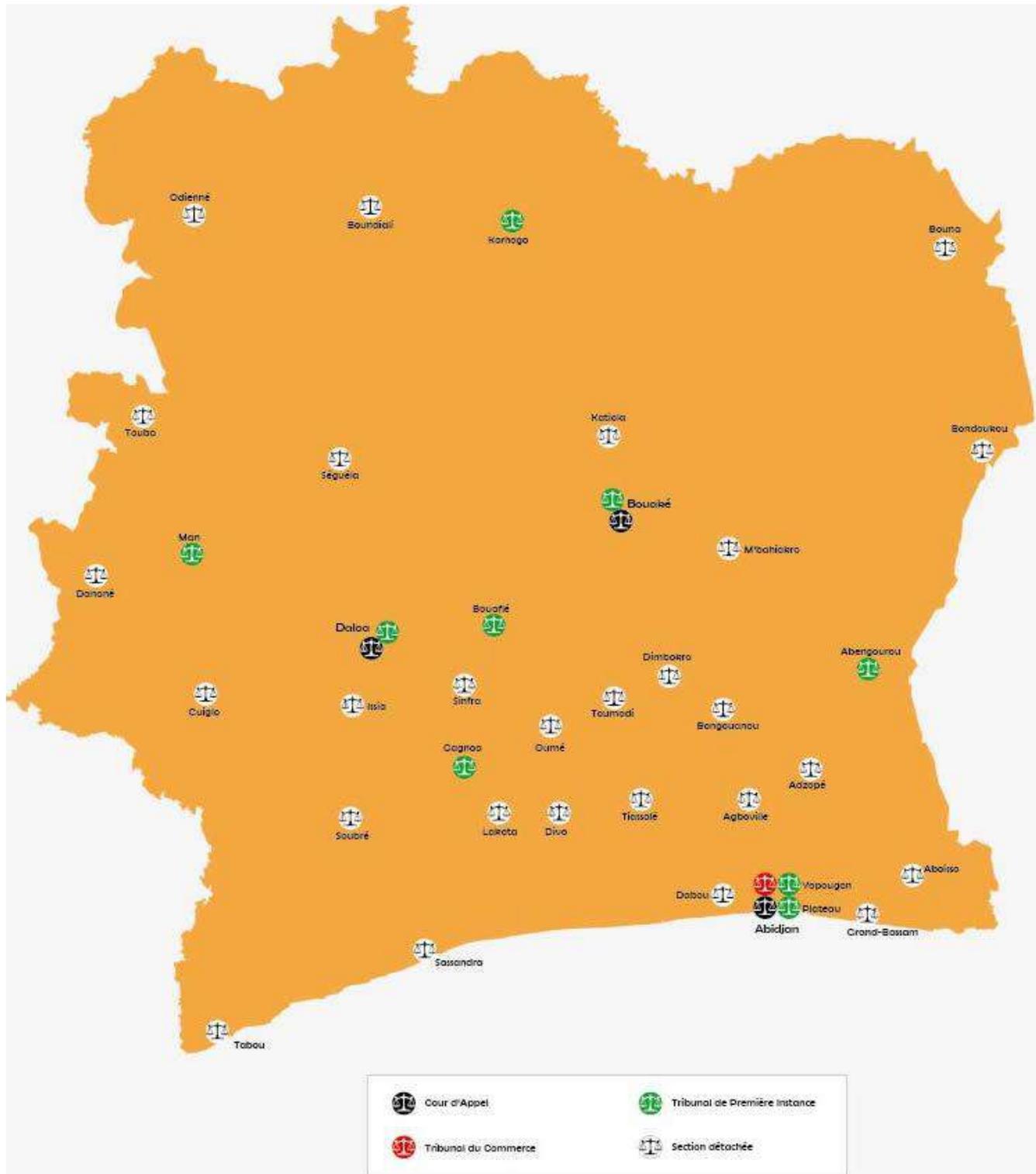


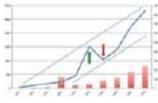
Tableau 5. Répartition des juridictions du ressort de la cour d'appel de Daloa par région

Juridictions	Districts ou régions	Départements
TPI Daloa	Région du Haut-Sassandra	Daloa
		Vavoua
		Zoukougbeu
SD Issia		Issia
TPI Bouaflé	Région de la Marahoué	Bouaflé
SD Sinfra		Zuenoula
TPI Gagnoa	Région du Goh	Sinfra
SD Oumé		Gagnoa
TPI Man	Région du Guémon	Oumé
		Bangolo
		Duekoue
		Facobly
	Région du Tonkpi	Kouibly
		Biankouma
		Sipilou
		Man
SD Danané		ZouanHounien
SD Soubéré	Région de la Nawa	Danané
		Buyo
		Meagui
		Soubéré
SD Sassandra	Région du Gbokle	Gueyo
		Fresco
SD Séguéla	Région du Bere	Sassandra
		Dianra
	Région du Worodougou	Kounahiri
		Mankono
TPI San-Pedro	Région du Bas Sassandra	Kani
SD Tabou		Seguela
SD Divo	Région du Loh-Djiboua	San Pedro
		Tabou
SD Lakota	Région du Cavally	Divo
		Guitry
SD Guiglo	Région du Cavally	Lakota
		Blolequin
		Guiglo
		Tai
SD Touba	Région du Bafing	Toulepleu
		Koro
		Ouaninou
		Touba



La carte des juridictions





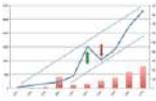
III.2 Les établissements pénitentiaires

Tableau 6. Effectifs des centres de détention et de rééducation par ressort de cour d'appel en 2019

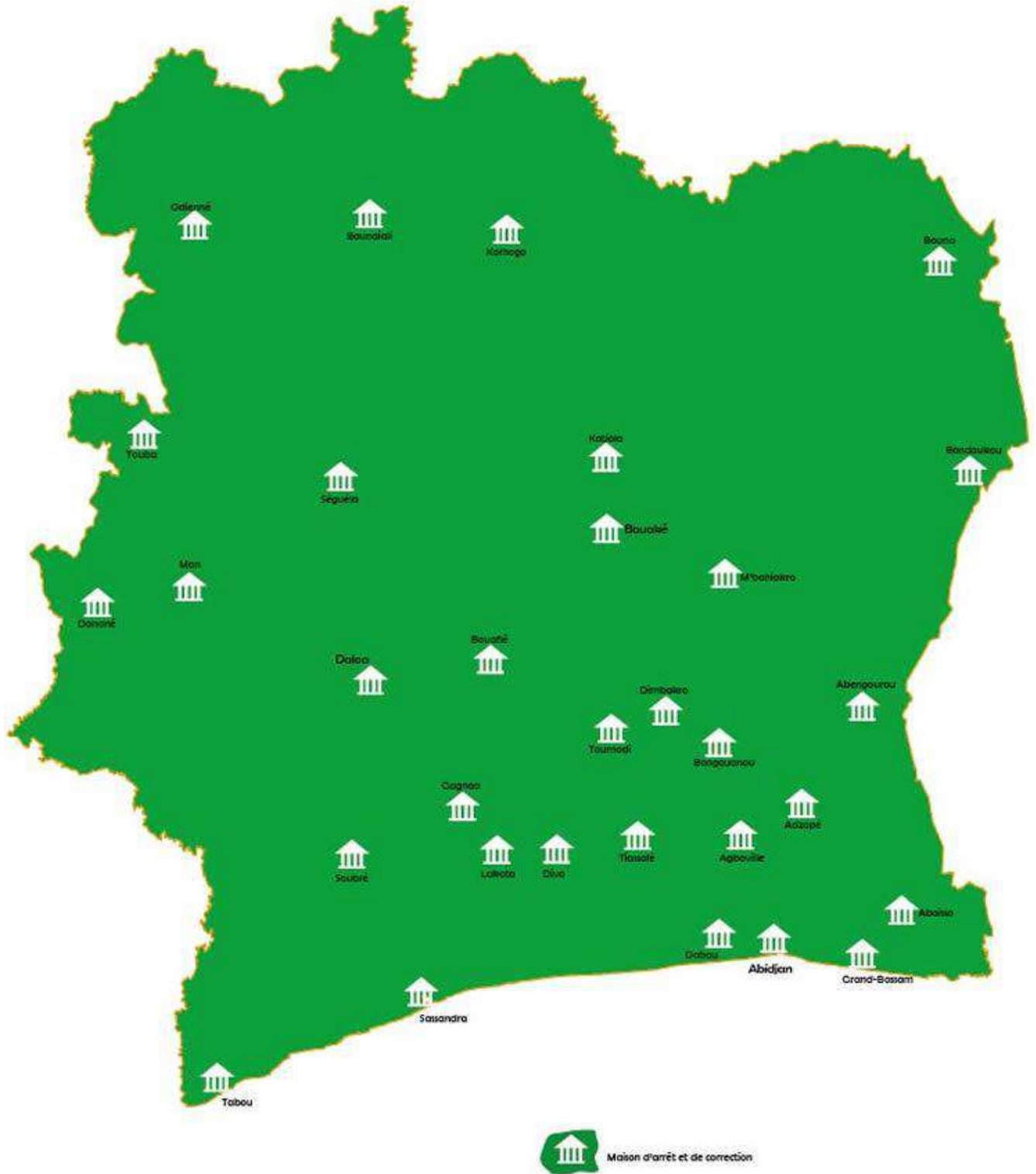
	Abidjan	Bouaké	Daloa	Total
Maison Pénale	--	01	--	01
Maison d'Arrêt et de Correction	10	09	13	32
Maison de Correction	--	01	--	01
Centre d'Observation pour Mineur	01	01	01	03
Centre de Rééducation pour Mineurs*	01	01	--	02

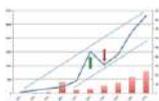
Tableau 7. Les établissements pénitentiaires par type et par ressort de cour d'appel

TYPE D'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE	COURS D'APPELS		
	ABIDJAN	BOUAKE	DALOA
Maison pénale	-	Bouaké	-
Maison d'arrêt et de correction	Aboisso Abengourou Agboville Adzopé Grand Bassam Dabou Tiassalé Bondoukou Abidjan Bouna	Bongouanou Dimbokro Katiola M'bahiakro Toumodi Korhogo Boundiali Bouaké Odienné	Soubré Bouaflé Daloa Gagnoa Sassandra Séguéla Tabou Divo Oumé Lakota Danané Man Touba
Maison de correction	-	Dimbokro (ferme pénitentiaire de Saliakro)	-
Centre d'observation pour mineur	Abidjan (situé au sein de la MACA)	Bouaké	Man
Centre de Rééducation pour Mineur	Dabou	Bouaké	-



La carte des établissements pénitentiaires





III.3 Cartographie des professions judiciaires

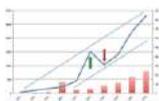
Tableau 8. Nombre de cabinets des professions judiciaires

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Avocats	//	//	//	//
Notaires	200	211	206	212
Commissaires de Justice*	426	432	428	407
Conseils juridiques	119	218	238	34
Agents d'affaires	248	457	492	261

*Conformément à la loi n°2018-974 du 27 décembre 2018, les Commissaires-priseurs et Huissiers de justice sont devenus des Commissaires de Justice

Tableau 9. Nombre de cabinets des professions judiciaires par Cour d'Appel 2018-2019

	Abidjan	Bouaké	Daloa	total
Avocats	//	//	//	//
Notaires	168	23	21	212
Commissaires de Justice	245	72	90	407
Conseils juridiques	27	04	03	34
Agents d'affaires	261	00	00	261



IV. CHIFFRES CLES ET INDICATEURS DE LA JUSTICE

IV.1 Les chiffres clés et indicateurs des juridictions

Tableau 10. Ressources humaines et financières du secteur de la justice

	2017	2018	2019
Magistrats	695	686	700
Greffiers	965	1 029	1 110
Commissaires de justice	446	444	441
Notaires	216	215	212
Population Nationale*	24 486 071	25 122 709	25 775 899
<i>Population pour un magistrat</i>	<i>35 232</i>	<i>36 622</i>	<i>36 823</i>
<i>Population pour un Greffier</i>	<i>25 374</i>	<i>24 415</i>	<i>23 222</i>
<i>Population pour un Commissaire de justice</i>	<i>54 902</i>	<i>56 583</i>	<i>58 449</i>
<i>Population pour un Notaire</i>	<i>113 361</i>	<i>116 850</i>	<i>121 584</i>
Budget de l'Etat (en milliard FCFA)	6 447,6	6 756,3	7 334,3
Budget du MJDH (en milliard FCFA)	49,6	74,7	79,6
<i>Dont investissements (en milliard FCFA)</i>	<i>4,6</i>	<i>21,6</i>	<i>21,7</i>
<i>Part des investissements dans le budget du MJDH</i>	<i>9,3%</i>	<i>28,9%</i>	<i>27,3%</i>
<i>Part du budget du MJDH dans le budget de l'Etat</i>	<i>0,8%</i>	<i>1,1%</i>	<i>1,1%</i>
	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Nombre de Magistrats dans les cours d'appel	129	126	131
Nombre d'affaires à traiter	18 272	15 683	17 770
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrats	142	124	136
Nombre d'affaires traitées	11 227	10 456	14 220
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrats</i>	<i>87</i>	<i>83</i>	<i>109</i>
Nombre de Magistrats dans les Tribunaux	314	305	315
Nombre d'affaires à traiter**	93 967	104 998	214 228
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrats	299	344	680
Nombre d'affaires traitées**	53 614	84 318	179 643
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrats</i>	<i>171</i>	<i>276</i>	<i>570</i>

*Projection de la population sur la base du taux de croissance annuel de 2,6%

**Ces chiffres ne prennent pas en compte les actes de justice

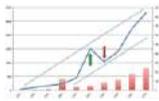


Tableau 11. Ressources humaines et charge de travail par ressort de Cour d'Appel

Les Cours d'appels		2016-2017	2017-2018	2018-2019
Cour d'appel d'Abidjan	Nombre de Magistrats du ressort de la Cour d'Appel	231	237	244
	Nombre de Greffiers du ressort de la Cour d'Appel	438	394	429
	Nombre de Commissaires de justice du ressort de la Cour d'Appel	//	268	272
	Nombre de Notaires du ressort de la Cour d'Appel	//	159	168
	Population du ressort de la Cour d'Appel	8 989 063	9 222 778	9 462 570
	Population pour un magistrat	35 671	38 915	38 781
	Population pour un greffier	20 523	23 223	22 057
	Nombre d'affaires à traiter par les magistrats	72 123	80 226	146 471
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat</i>	<i>286</i>	<i>339</i>	<i>600</i>
	Nombre d'affaires à traiter par les greffiers	813 565	839 567	883 767
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier</i>	<i>20 633</i>	<i>22 389</i>	<i>24 831</i>
	Nombre d'affaires traitées par les magistrats	36 024	65 225	118 344
	<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat</i>	<i>143</i>	<i>275</i>	<i>485</i>
	Nombre d'affaires traitées par les greffiers	594 149	810 826	840 417
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier</i>	<i>15 687</i>	<i>21 811</i>	<i>24 125</i>	
Cour d'appel de Bouaké	Nombre de Magistrats du ressort de la Cour d'Appel	77	76	79
	Nombre de Greffiers du ressort de la Cour d'Appel	130	142	148
	Nombre de Commissaires de justice du ressort de la Cour d'Appel	//	72	76
	Nombre de Notaires du ressort de la Cour d'Appel	//	23	23
	Population du ressort de la Cour d'Appel	5 348 687	5 487 753	5 630 435
	Population pour un magistrat	69 463	72 207	71 271
	Population pour un greffier	41 143	38 646	38 043
	Nombre d'affaires à traiter par les magistrats	10 078	13 767	26 402
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat</i>	<i>131</i>	<i>181</i>	<i>334</i>
	Nombre d'affaires à traiter par les greffiers	215 069	257 808	304 093
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier</i>	<i>16 168</i>	<i>19 208</i>	<i>18 613</i>
	Nombre d'affaires traitées par les magistrats	7 311	9 653	23 053
	<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat</i>	<i>95</i>	<i>127</i>	<i>292</i>
	Nombre d'affaires traitées par les greffiers	158 500	254 032	299 928
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier</i>	<i>12 440</i>	<i>18 970</i>	<i>18 374</i>	
Cour d'appel de Daloa	Nombre de Magistrats du ressort de la Cour d'Appel	114	118	123
	Nombre de Greffiers du ressort de la Cour d'Appel	231	248	249
	Nombre de Commissaires de justice du ressort de la Cour d'Appel	//	88	93
	Nombre de Notaires du ressort de la Cour d'Appel	//	24	21
	Population du ressort de la Cour d'Appel	10 148 321	10 412 177	10 682 894
	Population pour un magistrat	89 020	88 239	86 853
	Population pour un greffier	43 148	42 985	42 903
	Nombre d'affaires à traiter par les magistrats	24 745	26 688	59 125
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat</i>	<i>215</i>	<i>226</i>	<i>481</i>
	Nombre d'affaires à traiter par les greffiers	480 834	247 568	369 170
	<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier</i>	<i>33 129</i>	<i>18 060</i>	<i>24 755</i>
	Nombre d'affaires traitées par les magistrats	18 641	19 896	52 464
	<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat</i>	<i>162</i>	<i>169</i>	<i>427</i>
	Nombre d'affaires traitées par les greffiers	344 479	240 702	359 436
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier</i>	<i>24 308</i>	<i>17 577</i>	<i>24 050</i>	

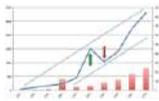
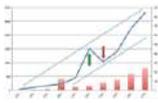
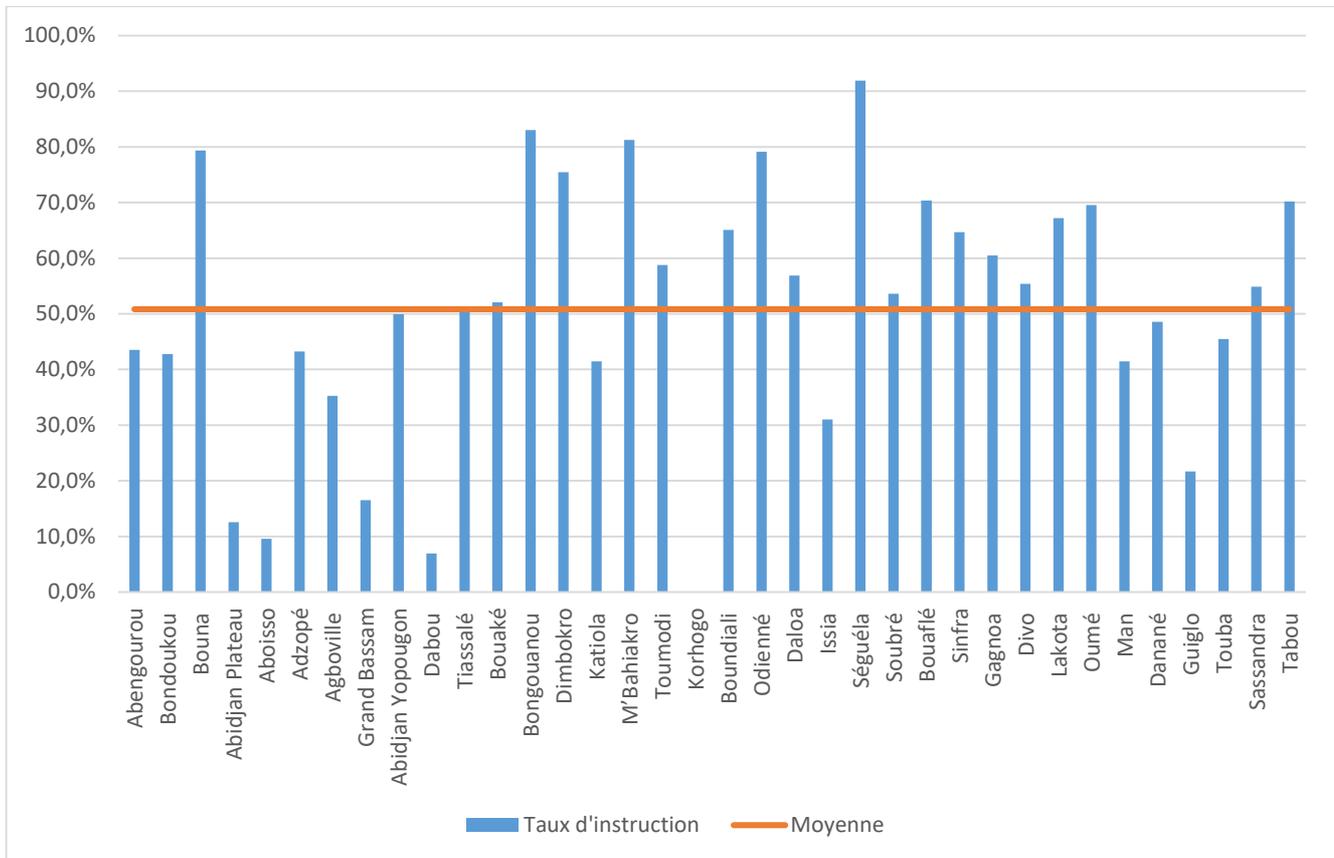


Tableau 12. Taux de traitement des affaires

	Taux règlement des affaires Parquet			Taux des affaires jugées		Taux des affaires instruites		
	Taux affaire CSS	Taux de poursuite pénale	Taux transaction pénale	Affaire civile, administrative, commerciale et sociale	Affaire pénale	Ensemble crime- délit	Crime	Délit
Abengourou	15,8%	58,9%	0,0%	79,7%	94,8%	43,5%	39,2%	45,3%
Bondoukou	8,7%	56,6%	0,0%	82,7%	73,4%	42,8%	24,1%	48,2%
Bouna	6,6%	80,0%	0,0%	96,9%	95,2%	79,4%	77,0%	81,5%
Abidjan	8,8%	65,3%	0,0%	80,4%	-	12,5%	5,2%	14,2%
Aboisso	4,3%	65,6%	8,2%	99,1%	-	9,6%	0,7%	23,4%
Adzopé	6,2%	37,8%	0,0%	93,5%	82,4%	43,2%	29,6%	50,8%
Agboville	18,5%	49,9%	0,0%	89,3%	84,6%	35,3%	33,3%	35,8%
Grand Bassam	10,9%	84,0%	0,0%	80,1%	83,0%	16,5%	3,8%	21,8%
Yopougon	20,5%	63,2%	0,0%	91,5%	97,0%	50,0%	21,0%	60,8%
Dabou	18,4%	78,9%	0,0%	90,8%	93,5%	6,9%	8,1%	6,1%
Tiassalé	18,8%	60,4%	1,8%	106,2%	93,8%	51,3%	46,8%	53,5%
T Commerce	//	//	//	89,6%	//	//	//	//
Bouaké	16,4%	71,4%	4,6%	85,4%	77,3%	52,1%	50,3%	53,1%
Bongouanou	14,7%	75,6%	0,0%	89,0%	90,7%	83,0%	84,8%	82,2%
Dimbokro	16,3%	68,4%	0,3%	87,4%	99,6%	75,5%	71,0%	81,3%
Katiola	12,6%	69,7%	0,0%	88,8%	89,3%	41,5%	56,8%	35,8%
M'Bahiakro	21,5%	53,8%	5,8%	84,5%	81,1%	81,3%	66,7%	84,6%
Toumodi	2,6%	49,9%	0,0%	85,9%	90,8%	58,8%	52,6%	60,8%
Korhogo	1,0%	19,7%	0,0%	94,3%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Boundiali	20,4%	64,1%	0,6%	89,3%	86,2%	65,1%	68,0%	63,2%
Odienné	8,0%	68,8%	0,0%	94,7%	100,0%	79,1%	64,3%	82,2%
Daloa	8,3%	82,8%	0,0%	87,7%	89,1%	56,9%	53,1%	59,7%
Issia	14,9%	75,3%	0,0%	94,3%	99,3%	31,0%	34,1%	29,2%
Séguéla	2,0%	89,9%	0,0%	92,1%	99,0%	91,9%	93,2%	90,7%
Soubré	5,8%	56,1%	0,7%	89,4%	93,2%	53,6%	59,0%	51,8%
Bouaflé	20,8%	74,6%	0,0%	86,0%	89,2%	70,3%	67,2%	72,1%
Sinfra	29,3%	59,9%	0,0%	93,8%	93,9%	64,7%	37,5%	77,1%
Gagnoa	4,1%	84,6%	0,0%	93,8%	90,6%	60,5%	50,0%	63,8%
Divo	6,6%	81,4%	0,0%	76,4%	89,0%	55,4%	52,2%	56,4%
Lakota	12,9%	73,1%	0,0%	94,9%	100,0%	67,2%	52,0%	76,9%
Oumé	14,9%	84,3%	3,0%	93,0%	93,9%	69,6%	66,7%	70,6%
Man	23,6%	76,5%	0,0%	74,7%	91,5%	41,5%	84,5%	6,1%
Danané	13,0%	77,5%	0,0%	63,7%	94,8%	48,6%	45,6%	50,9%
Guiglo	8,1%	67,3%	0,0%	93,1%	97,9%	21,7%	10,4%	31,2%
Touba	10,0%	50,0%	0,0%	99,1%	100,0%	45,5%	50,0%	44,0%
San Pédro	//	//	//	//	//	//	//	//
Sassandra	14,0%	54,9%	0,0%	81,6%	57,4%	54,8%	35,7%	75,5%
Tabou	3,3%	15,1%	0,0%	79,7%	100,0%	70,2%	61,4%	76,7%
TOTAL	11,5%	61,7%	0,5%	85,0%	90,1%	32,8%	29,2%	34,3%



Répartition du taux d'instruction des affaires par tribunal



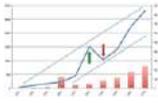
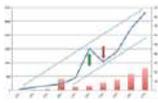
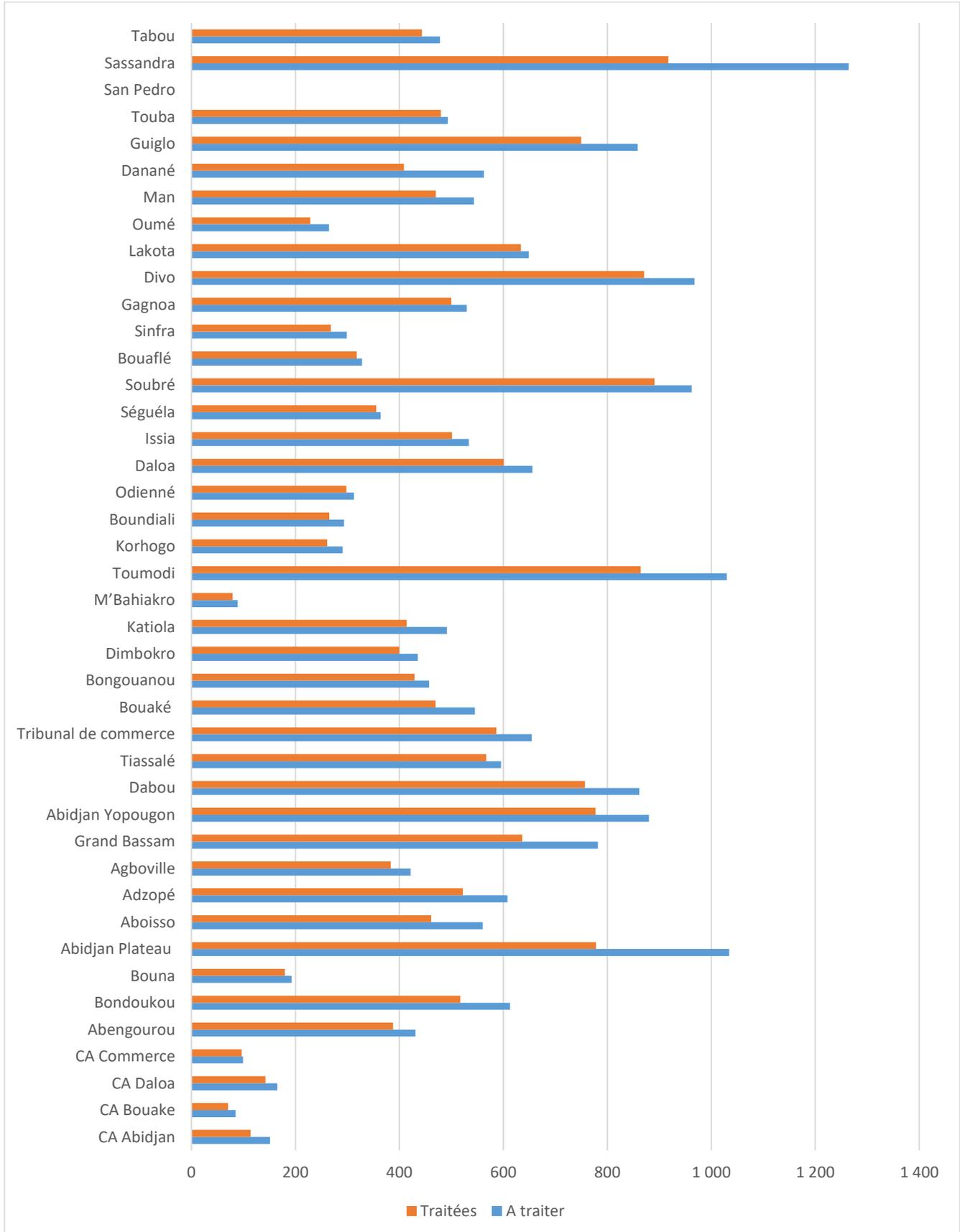


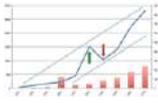
Tableau 13. Charge de travail moyenne par magistrat pour l'année 2018-2019

	Total magistrat	Dossiers à traiter	Dossiers traités	A traiter par Magistrat	Traités par Magistrat
CA Abidjan	70	10 591	7 983	151	114
CA Bouake	27	2 290	1 900	85	70
CA Daloa	23	3 797	3 275	165	142
CA Commerce	11	1 092	1 060	99	96
Abengourou	10	4 309	3 878	431	388
Bondoukou	4	2 451	2 068	613	517
Bouna	4	770	718	193	180
Abidjan	71	73 456	55 243	1 035	778
Aboisso	5	2 801	2 306	560	461
Adzopé	5	3 039	2 611	608	522
Agboville	6	2 529	2 300	422	383
Grand Bassam	5	3 909	3 182	782	636
Yopougon	27	23 763	20 992	880	777
Dabou	5	4 307	3 785	861	757
Tiassalé	5	2 977	2 834	595	567
Tribunal de commerce	16	10 477	9 384	655	587
Bouaké	15	8 178	7 047	545	470
Bongouanou	5	2 286	2 146	457	429
Dimbokro	4	1 742	1 600	436	400
Katiola	3	1 474	1 242	491	414
M'Bahiakro	3	267	238	89	79
Toumodi	5	5 149	4 321	1 030	864
Korhogo	11	3 198	2 870	291	261
Boundiali	3	880	795	293	265
Odienné	3	938	894	313	298
Daloa	12	7 869	7 212	656	601
Issia	4	2 134	2 005	534	501
Séguéla	4	1 455	1 422	364	356
Soubré	5	4 811	4 453	962	891
Bouaflé	10	3 281	3 182	328	318
Sinfra	3	896	805	299	268
Gagnoa	11	5 824	5 499	529	500
Divo	5	4 839	4 354	968	871
Lakota	3	1 947	1 901	649	634
Oumé	4	1 058	914	265	229
Man	10	5 436	4 702	544	470
Danané	4	2 250	1 634	563	409
Guiglo	5	4 292	3 750	858	750
Touba	3	1 480	1 439	493	480
San Pedro	9	0	0	0	0
Sassandra	5	6 322	4 587	1 264	917
Tabou	3	1 434	1 330	478	443
TOTAL	446	231998	193861	520	435



Charge de travail moyenne par magistrat pour l'année 2018-2019

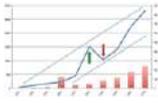




IV.2 Les chiffres clés et indicateurs de la détention

Tableau 14. Quelques indicateurs relatifs à la détention

	2017	2018	2019
Capacité carcérale d'accueil *	7 004	7 438	7438
Population carcérale moyenne:	14 471	17 588	19392
Nombre de prévenus	5 469	6 012	6376
<i>Taux moyen de détention préventive</i>	<i>37,79%</i>	<i>34,18%</i>	<i>32,88%</i>
Nombre d'hommes prévenus:	5 020	5343	5606
Nombre de femmes prévenus:	170	230	223
Nombre de mineurs garçons prévenus:	271	431	536
Nombre de mineurs filles prévenus:	8	8	11
Nombre de condamnés:	8 990	11 554	13003
<i>Taux de détenus condamnés</i>	<i>62,12%</i>	<i>65,69%</i>	<i>67,05%</i>
Nombre d'hommes condamnés:	8 841	11316	12687
Nombre de femmes condamnés:	137	192	243
Nombre de mineurs garçons condamnés:	12	46	73
Nombre de mineurs filles condamnés:	0	0	0
<i>Durée moyenne de condamnation</i>	//	<i>4,5</i>	//
Nombre d'évasions:	117	29	//
Nombre de décès:	33	104	//
Densité carcérale (détenu au 3m²)	2,1	2,4	2,6



V. LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

V.1 Les ressources humaines

V.1.1 Les ressources humaines du ministère de la justice et des droits de l'homme

Tableau 15. Effectif national du Personnel du ministère de la justice et des droits de l'homme

		2016	2018	2019
Magistrats	Hommes	473	493	496
	Femmes	185	196	204
	Total	658	689	700
Greffiers	Hommes	716	772	845
	Femmes	249	257	265
	Total	965	1 029	1 110
Interministériels	Hommes	418	439	483
	Femmes	415	446	480
	Total	833	885	963
PJEJ	Hommes	109	119	124
	Femmes	47	52	65
	Total	156	171	189
Pénitentiaires	Hommes	2 750	2 742	2 629
	Femmes	378	378	380
	Total	3 128	3 120	3 009
Total national	Hommes	4466	4565	4577
	Femmes	1274	1329	1394
	Total	5 740	5 894	5 971

V.1.1.1 Les ressources humaines des tribunaux et cours d'appels

Tableau 16. Personnel des Cours d'Appels et Tribunaux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Magistrats	Hommes	306	307	311	1,3%
	Femmes	116	124	135	8,9%
	Total	422	431	446	3,5%
Greffiers	Hommes	594	591	622	5,2%
	Femmes	205	193	204	5,7%
	Total	799	784	826	5,4%
Interministériels	Hommes	184	111	120	8,1%
	Femmes	216	193	188	-2,6%
	Total	400	304	308	1,3%
PJEJ	Hommes	//	87	103	18,4%
	Femmes	//	50	76	52,0%
	Total	//	137	179	30,7%
Appui	Hommes	132	151	163	7,9%
	Femmes	152	162	172	6,2%
	Total	284	313	335	7,0%
Total national	Hommes	1 216	1 247	1 319	5,8%
	Femmes	689	722	775	7,3%%
	Total	1 905	1 969	2 094	6,3%



Tableau 17. Personnel des Cours d'Appel d'Abidjan et des juridictions de son ressort

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Magistrats	Hommes	144	139	133	-4,3%
	Femmes	87	98	111	13,3%
	Total	231	237	244	3,0%
Greffiers	Hommes	286	254	283	11,4%
	Femmes	152	140	146	4,3%
	Total	438	394	429	8,9%
Interministériels	Hommes	80	58	56	-3,4%
	Femmes	143	135	115	-14,8%
	Total	223	193	171	-11,4%
PJEJ	Hommes	//	30	36	20,0%
	Femmes	//	29	40	37,9%
	Total	//	59	76	28,8%
Appui	Hommes	53	77	87	13,0%
	Femmes	86	77	90	16,9%
	Total	139	154	177	14,9%
Total	Hommes	563	558	595	6,6%
	Femmes	468	479	502	4,8%
	Total	1 031	1 037	1 097	5,8%

Y compris la Cour d'Appel de Commerce d'Abidjan

Tableau 18. Personnel de la Cour d'Appel de Bouaké et des juridictions de son ressort

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Magistrats	Hommes	65	67	73	9,0%
	Femmes	12	9	6	-33,3%
	Total	77	76	79	3,9%
Greffiers	Hommes	110	117	122	4,3%
	Femmes	20	25	26	4,0%
	Total	130	142	148	4,2%
Interministériels	Hommes	48	22	24	9,1%
	Femmes	24	17	20	17,6%
	Total	72	39	44	12,8%
PJEJ	Hommes	//	28	29	3,6%
	Femmes	//	9	17	88,9%
	Total	//	37	46	24,3%
Appui	Hommes	29	31	37	19,4%
	Femmes	20	28	33	17,9%
	Total	49	59	70	18,6%
Total national	Hommes	252	265	285	7,5%
	Femmes	76	88	102	15,9%
	Total	328	353	387	9,6%

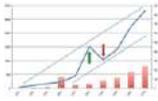
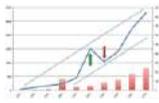


Tableau 19. Personnel de la Cour d'Appel de Daloa et des juridictions de son ressort

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Magistrats	Hommes	97	101	105	4,0%
	Femmes	17	17	18	5,9%
	Total	114	118	123	4,2%
Greffiers	Hommes	198	220	217	-1,4%
	Femmes	33	28	32	14,3%
	Total	231	248	249	0,4%
Interministériels	Hommes	56	31	40	29,0%
	Femmes	49	41	53	29,3%
	Total	105	72	93	29,2%
PJEJ	Hommes	//	29	38	31,0%
	Femmes	//	12	19	58,3%
	Total	//	41	57	39,0%
Appui	Hommes	50	43	39	-9,3%
	Femmes	46	57	49	-14,0%
	Total	96	100	88	-12,0%
Total national	Hommes	401	424	439	3,5%
	Femmes	145	155	171	10,3%
	Total	546	579	610	5,4%

Tableau 20. Effectif du Personnel par type d'emploi au 30 septembre

		CA			Tribunaux (TPI-SD)			Total		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Magistrats	Hommes	101	95	95	205	212	216	306	307	311
	Femmes	28	31	36	88	93	99	116	124	135
	Total	129	126	131	293	305	315	422	431	446
Greffiers	Hommes	64	60	69	530	531	553	594	591	622
	Femmes	19	20	25	186	173	179	205	193	204
	Total	83	80	94	716	704	732	799	784	826
Interministériels	Hommes	19	20	11	165	91	109	184	111	120
	Femmes	25	42	28	191	151	160	216	193	188
	Total	44	62	39	356	242	269	400	304	308
PJEJ	Hommes	0	1	4	0	86	99	0	87	103
	Femmes	0	0	1	0	50	75	0	50	76
	Total	0	1	5	0	136	174	0	137	179
Appui	Hommes	9	7	4	123	144	159	132	151	163
	Femmes	9	14	7	142	137	165	151	151	172
	Total	18	21	11	265	281	324	283	302	335
Total national	Hommes	193	183	183	1023	1064	1 136	1216	1247	1 319
	Femmes	81	107	97	607	604	678	688	711	775
	Total	274	290	280	1630	1668	1 814	1904	1958	2 094



V.1.1.2 Les ressources humaines des tribunaux et cours d'appels

Tableau 21. Effectif du personnel des cours et tribunaux pour l'année judiciaire 2018-2019

	Magistrats			Greffiers			Pjej			Interministériels			Appui			Total		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Abengourou	9	1	10	15	5	20	2	2	4	4	4	8	2	2	4	32	14	46
Abidjan Plateau	33	38	71	61	34	95	6	15	21	10	16	26	16	20	36	126	123	249
Abidjan Yopougon	14	13	27	42	26	68	8	11	19	9	37	46	26	32	58	99	119	218
Bouaflé	7	3	10	14	5	19	1	2	3	5	3	8	3	8	11	30	21	51
Bouaké	13	2	15	24	5	29	8	6	14	3	9	12	8	8	16	56	30	86
Daloa	8	4	12	20	1	21	4	2	6	5	6	11	4	3	7	41	16	57
Gagnoa	8	3	11	19	4	23	3	1	4	3	11	14	2	5	7	35	24	59
Korhogo	10	1	11	18	2	20	6	5	11	5	3	8	9	3	12	48	14	62
Man	9	1	10	15	1	16	7	3	10	5	9	14	0	0	0	36	14	50
San Pedro	8	1	9	16	3	19	3	3	6	2	2	4	4	6	10	33	15	48
T Commerce	8	8	16	12	16	28	0	0	0	11	10	21	18	12	30	49	46	95
Aboisso	2	3	5	9	5	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	8	19
Adzopé	3	2	5	15	6	21	3	1	4	2	1	3	3	5	8	26	15	41
Agboville	3	3	6	26	5	31	1	3	4	2	8	10	3	3	6	35	22	57
Bondoukou	4	0	4	9	3	12	5	3	8	0	1	1	1	2	3	19	9	28
Bongouanou	4	1	5	13	1	14	2	0	2	1	1	2	3	4	7	23	7	30
Bouna	4	0	4	10	0	10	3	0	3	1	0	1	4	3	7	22	3	25
Boundiali	3	0	3	10	3	13	1	1	2	3	0	3	5	2	7	22	6	28
Dabou	1	4	5	16	9	25	3	2	5	5	9	14	5	4	9	30	28	58
Danané	4	0	4	10	1	11	2	0	2	3	0	3	5	1	6	24	2	26
Dimbokro	4	0	4	11	4	15	1	0	1	3	0	3	4	2	6	23	6	29
Divo	4	1	5	15	2	17	4	1	5	1	5	6	2	1	3	26	10	36
Grand Bassam	4	1	5	11	13	24	0	1	1	3	5	8	1	3	4	19	23	42
Guiglo	4	1	5	10	1	11	1	0	1	1	0	1	3	3	6	19	5	24
Issia	3	1	4	10	1	11	1	2	3	2	5	7	0	0	0	16	9	25
Katiola	2	1	3	8	0	8	3	0	3	1	2	3	1	2	3	15	5	20
Lakota	3	0	3	6	2	8	0	0	0	2	1	3	2	3	5	13	6	19
M'Bahiakro	3	0	3	6	1	7	1	1	2	0	0	0	0	0	0	10	2	12
Odienné	3	0	3	7	0	7	2	3	5	1	0	1	2	6	8	15	9	24
Oumé	3	1	4	13	0	13	1	0	1	2	1	3	1	4	5	20	6	26
Sassandra	5	0	5	15	2	17	0	1	1	2	0	2	3	3	6	25	6	31
Séguéla	4	0	4	8	0	8	1	1	2	2	2	4	3	1	4	18	4	22
Sinfra	3	0	3	10	2	12	2	0	2	1	3	4	0	2	2	16	7	23
Soubré	4	1	5	11	3	14	6	2	8	1	0	1	2	2	4	24	8	32
Tabou	3	0	3	6	1	7	1	0	1	1	0	1	2	2	4	13	3	16
Tiassalé	1	4	5	9	4	13	1	1	2	3	2	5	6	2	8	20	13	33
Touba	3	0	3	8	0	8	1	1	2	1	1	2	2	3	5	15	5	20
Toumodi	5	0	5	15	8	23	5	1	6	3	3	6	4	3	7	32	15	47
CA Commerce	5	6	11	12	5	17	0	0	0	2	5	7	2	2	4	21	18	39
CA Abidjan	42	28	70	36	15	51	4	1	5	4	17	21	0	0	0	86	61	147
CA Bouaké	26	1	27	10	2	12	0	0	0	4	2	6	1	3	4	41	8	49
CA Daloa	22	1	23	11	3	14	0	0	0	1	4	5	1	2	3	35	10	45
SD	89	24	113	297	77	374	51	25	76	47	50	97	67	66	133	551	242	793
TPI	127	75	202	256	102	358	48	50	98	62	110	172	92	99	191	585	436	1021
CA	95	36	131	69	25	94	4	1	5	11	28	39	4	7	11	183	97	280
Total	311	135	446	622	204	826	103	76	179	120	188	308	163	172	335	1319	775	2094

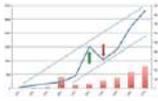


Tableau 22. Personnel magistrats selon la fonction* et le sexe au siège dans les différentes juridictions

SIEGE		2016-2017	2017-2018	2018-2019
CA				
Premiers Président	Hommes	3	3	4
	Femmes	0	0	0
	Total	3	3	4
Présidents de Chambre	Hommes	15	15	20
	Femmes	7	7	12
	Total	22	22	32
Conseillers	Hommes	35	37	30
	Femmes	12	13	15
	Total	47	50	45
Présidents de Chambre d'Accusation	Hommes	3	3	3
	Femmes	0	0	0
	Total	3	3	3
TRIBUNAUX				
Présidents de tribunal	Hommes	7	7	5
	Femmes	3	3	6
	Total	10	10	11
Vice-présidents de Tribunal	Hommes	9	9	11
	Femmes	7	9	9
	Total	16	18	20
Présidents de section	Hommes	22	23	24
	Femmes	5	4	3
	Total	27	27	27
Juges d'application des peines	Hommes	5	2	2
	Femmes	1	2	1
	Total	6	4	3
Juges d'instruction	Hommes	36	37	37
	Femmes	11	16	16
	Total	47	53	53
Juges des enfants	Hommes	4	4	5
	Femmes	4	5	6
	Total	8	9	11
Juge des tutelles	Hommes	2	5	//
	Femmes	0	2	//
	Total	2	7	//

(*) Dans certaines juridictions un magistrat peut avoir plusieurs fonctions

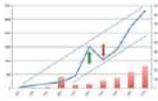
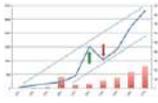


Tableau 23. Personnel magistrats selon la fonction et le sexe dans les parquets

PARQUET		2016-2017	2017-2018	2018-2019
CA				
Procureurs Généraux	Hommes	3	3	3
	Femmes	0	0	0
	Total	3	3	3
Avocats Généraux	Hommes	21	20	25
	Femmes	4	6	4
	Total	25	26	29
Substituts Généraux	Hommes	21	16	12
	Femmes	5	5	5
	Total	26	21	17
TRIBUNAUX				
Procureurs de la République	Hommes	5	7	8
	Femmes	4	2	2
	Total	9	9	10
Procureurs de la république adjoint	Hommes	8	7	10
	Femmes	2	2	2
	Total	10	9	12
Substituts du procureur	Hommes	34	34	14
	Femmes	21	16	13
	Total	55	50	27
Substituts résident	Hommes	23	24	24
	Femmes	4	3	3
	Total	27	27	27

Tableau 24. Répartition des greffiers selon l'emploi et le sexe

GREFFE		2017-2018	2018-2019
Administrateurs des greffes et parquets	Hommes	15	20
	Femmes	4	3
	Total	19	23
Attachés des Greffes et Parquet	Hommes	135	144
	Femmes	37	44
	Total	172	184
Secrétaires des Greffes et Parquet	Hommes	423	457
	Femmes	144	160
	Total	567	617
Assistants des Greffes et Parquet	Hommes	18	0
	Femmes	8	0
	Total	26	0
Total	Hommes	591	621
	Femmes	193	203
	Total	784	824



V.1.2 Les ressources humaines des professions judiciaires

Tableau 25. Effectif des professionnels des professions judiciaires selon le sexe

		2016	2017	2018	2019
Notaires	hommes	86	86	85	84
	femmes	131	130	130	128
	Total	217	216	215	212
Commissaires de justice	hommes	378	375	374	369
	femmes	71	71	70	72
	Total	449	446	444	441
Conseils juridiques	hommes	92	147	193	202
	femmes	19	24	59	59
	Total	111	171	252	261
Agents d'affaires	hommes	463	477	559	568
	femmes	22	25	40	40
	Total	485	502	599	608

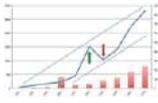
Tableau 26. Répartition des professionnels des professions judiciaires par ressort de Cour d'Appel

	Abidjan	Bouaké	Daloa	TOTAL
Notaires	168	23	21	212
Commissaires de justice	272	76	93	441
Conseils juridiques	261	00	00	261
Agents d'affaires	573	10	25	608

V.2 Les ressources financières

Tableau 27. Budgets du ministère

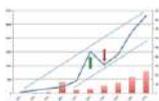
	2017	2018	2019
Part Etat			
Fonctionnement	45 032 379 213	53 134 450 834	57 886 019 657
Investissement	4 609 205 548	3 611 695 888	1 670 102 941
Total Etat	49 641 584 761	56 746 146 722	59 556 122 598
Part bailleurs			
AFD/C2D Justice	16 936 600 000	18 000 000 000	20 000 000 000
UNICEF	1 202 300 000	//	39 189 643
PNUD	//	//	101 700 000
Total bailleurs	18 138 900 000	18 000 000 000	20 140 889 643



V.2.1 Budgets des juridictions

Tableau 28. Budgets alloués aux juridictions (*Y compris les charges locatives)

	2017	2018	2019
Cours d'appels			
Abidjan	13 719 759	13 895 123	19 868 098
Bouaké	40 623 991	41 692 165	49 060 247
Daloa	13 275 072	14 327 612	20 468 854
Commerce	//	//	130 000 000
Tribunaux			
Abidjan plateau	12 904 496	14 004 396	18 404 496
Abidjan Yopougon	12 849 574	13 780 597	17 981 108
Abengourou	12 949 099	10 946 165	14 846 035
Bouaké	13 004 984	12 924 999	16 514 287
Bouaflé	13 067 544	12 127 365	15 567 784
Daloa	12 982 661	13 644 146	17 483 780
Gagnoa	13 015 459	12 101 862	15 325 530
Man	13 071 762	13 170 977	14 774 288
Korhogo	13 250 178	12 375 190	15 750 282
Tribunal de commerce	14 559 098	78 951 524	78 924 524
Aboisso	10 778 496	11 113 045	13 178 500
Adzopé	10 800 000	12 300 000	12 300 000
Agboville	10 639 456	10 849 956	12 440 000
Bondoukou	10 854 500	12 555 000	12 555 000
Bongouanou	11 049 890	10 881 000	12 850 000
Bouna	11 551 930	13 069 998	13 070 000
Boundiali	11 630 000	12 630 000	12 630 000
Dabou	11 141 500	11 306 950	13 151 500
Danané	11 900 000	11 654 220	13 200 000
Dimbokro	11 749 196	10 153 537	13 852 196
Divo	12 438 070	12 306 325	14 238 070
Gd-Bassam	10 887 631	10 436 587	12 390 764
Guiglo	13 114 838	11 459 947	14 615 568
Issia	13 102 030	11 631 449	14 902 071
Katiola	11 514 834	12 519 974	14 215 000
Lakota	10 803 995	10 785 998	12 304 000
M'Bahiakro	10 729 900	11 930 000	11 930 000
Odienné	11 045 998	12 475 000	13 750 000
Oumé	10 757 992	10 733 094	12 658 000
Sassandra	10 827 994	12 629 000	12 629 000
Séguéla	11 656 000	13 140 000	13 160 000
Sinfra	9 974 980	11 509 995	11 510 000
Soubré	10 710 000	12 960 000	12 960 000
Tabou	10 700 000	10 669 997	12 200 000
Touba	11 870 000	12 488 999	14 170 000
Tiassalé	11 048 000	10 941 800	12 548 000
Toumodi	10 749 990	10 934 990	12 450 000
Total juridictions	503 300 897	580 008 982	796 826 982

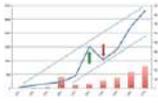


V.2.2 Budgets des établissements pénitentiaires

Tableau 29. Montants des budgets alloués aux établissements pénitentiaires

	2017*	2018	2019
Maison pénal Bouaké	200 547 458	204 354 238	184 354 238
Ferme pénitentiaire Saliakro (Dimbokro)	41 849 500	43 005 186	41 505 186
Maisons d'Arrêts et de Corrections (MAC)			
Aboisso	39 232 175	46 833 909	46 833 909
Abengourou	88 896 046	88 896 046	88 896 046
Adzopé	35 558 000	43 448 772	43 448 772
Agboville	35 195 500	39 152 105	39 152 205
Bondoukou	30 845 633	41 188 120	41 188 120
Bongouanou	21 816 410	25 782 213	25 782 213
Bouaké	73 989 946	88 288 402	87 388 402
Bouaflé	42 049 655	52 720 976	52 720 976
Bouna	21 226 368	44 817 206	44 817 206
Boundiali	18 376 000	17 866 788	17 866 788
Dabou	32 953 950	53 712 488	53 712 488
Daloa	115 700 225	123 974 671	123 974 671
Danané	33 374 374	33 825 595	33 825 595
Dimbokro	36 013 115	66 970 308	66 970 308
Divo	39 696 968	41 641 951	41 382 436
Gagnoa	53 855 998	62 310 022	62 310 022
Gd-Bassam	29 698 400	33 702 641	33 702 641
Katiola	21 967 725	28 951 198	28 951 198
Korhogo	69 186 700	74 446 748	74 446 748
Lakota	16 213 678	17 589 314	17 589 314
Man	92 444 787	168 920 612	158 920 612
M'Bahiakro	9 872 875	11 800 923	11 800 923
Odienné	18 780 035	18 938 100	18 938 100
Oumé	16 370 175	20 221 008	20 221 008
Sassandra	51 835 970	95 213 727	95 131 345
Séguéla	26 313 450	37 261 375	37 261 375
Soubré	48 376 000	54 395 508	54 395 508
Tabou	20 829 275	33 327 802	33 327 802
Touba	14 050 695	15 672 218	15 672 218
Tiassalé	28 534 483	30 872 168	30 872 168
Toumodi	50 786 499	53 407 417	53 407 417
Abidjan (MACA)	891 978 408	924 913 791	889 913 791
Centre de Rééducation pour Mineurs Dabou	23 801 480	53 407 417	26 112 275
Total	2 392 217 956	2 791 830 963	2 696 794 024

*Y compris le budget achat d'aliments (non destiné au personnel)



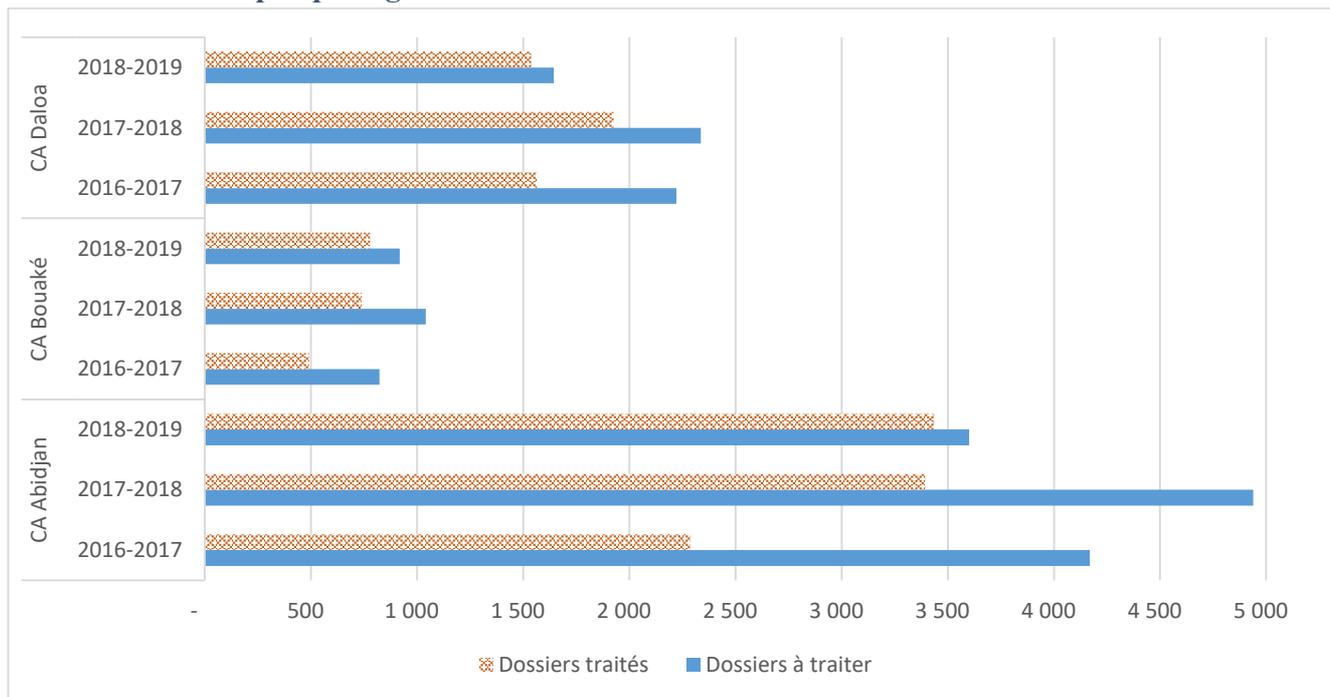
VI. ACTIVITES DES COURS D'APPEL

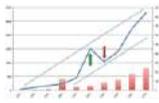
VI.1 Activités des Parquets Généraux près les Cours d'Appel

Tableau 30. Récapitulatif des dossiers dans les Parquets Généraux près les cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	4169	4939	3601	-27,1%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	3128	3853	2731	-29,1%
	Dossiers traités	2287	3393	3436	1,3%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	823	1041	918	-11,8%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	634	774	888	14,7%
	Dossiers traités	490	738	778	5,4%
CA Daloa	Dossiers à traiter	2221	2336	1644	-29,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	1884	1695	1507	-11,1%
	Dossiers traités	1563	1926	1538	-20,1%
Total général					
Dossiers à traiter		7213	8316	6163	-25,9%
<i>dont dossiers reçus</i>		5646	6322	5126	-18,9%
Dossiers traités		4340	6057	5752	-5,0%

Activités des parquets généraux





VI.1.1 Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux

Tableau 31. Procédures pénales dans les Parquets généraux près les cours d'appel

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction				
Dossiers à traiter	188	258	139	-46,1%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	188	251	139	-44,6%
Dossiers traités	182	258	139	-46,1%
Dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants				
Dossiers à traiter	3	2	5	150,0%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	1	2	5	150,0%
Dossiers traités	3	2	5	150,0%
Dossiers d'appel à la suite d'une ordonnance de transmission des pièces en matière criminelle				
Dossiers à traiter	//	9	5	-44,4%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	0	5	-
Dossiers traités	//	9	5	-44,4%
Dossiers d'appel en matière correctionnelle (jugements audiences correctionnelles)				
Dossiers à traiter	3 572	3 814	2 926	-23,3%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	2 838	2 511	2 056	-18,1%
Dossiers traités	2 202	2 463	2 889	17,3%
Dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général				
Dossiers à traiter	554	918	731	-20,4%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	407	774	574	-25,8%
Dossiers traités	410	747	572	-23,4%
Autres dossiers				
Dossiers à traiter	//	//	341	//
<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	//	341	//
Dossiers traités	//	//	138	//
Ensemble procédures pénales				
Dossiers à traiter	4 317	5 001	4 147	-17,1%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	3 434	3 538	3 120	-11,8%
Dossiers traités	2 797	3 479	3 748	7,7%

Tableau 32. Répartition des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	131	189	82	-56,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	131	189	82	-56,6%
	Dossiers traités	131	189	82	-56,6%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	15	28	10	-64,3%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	15	22	10	-54,5%
	Dossiers traités	9	28	10	-64,3%
CA Daloa	Dossiers à traiter	42	41	47	14,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	42	40	47	17,5%
	Dossiers traités	42	41	47	14,6%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	188	258	139	-46,1%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	188	251	139	-44,6%
	Dossiers traités	182	258	139	-46,1%

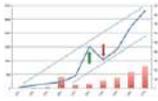


Tableau 33. Répartition des dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	2	2	5	150,0%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	2	2	5	150,0%
	Dossiers traités	2	2	5	150,0%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	1	0	0	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	1	0	0	-
	Dossiers traités	1	0	0	-
CA Daloa	Dossiers à traiter	0	0	0	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0	-
	Dossiers traités	0	0	0	-
TOTAL CA	Dossiers à traiter	3	2	5	150,0%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	3	2	5	150,0%
	Dossiers traités	3	2	5	150,0%

Tableau 34. Répartition des dossiers d'appel à la suite d'une ordonnance de transmission des pièces en matière criminelle par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	0	9	4	-55,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	4	-
	Dossiers traités	0	9	4	-55,6%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	0	0	1	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	1	-
	Dossiers traités	0	0	1	-
CA Daloa	Dossiers à traiter	0	0	0	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0	-
	Dossiers traités	0	0	0	-
TOTAL CA	Dossiers à traiter	0	9	5	-44,4%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	5	-
	Dossiers traités	0	9	5	-44,4%

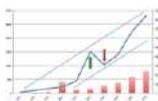


Tableau 35. Répartition des dossiers d'appel en matière correctionnelle (jugements audiences correctionnelles) par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	1 945	1 752	1 771	1,1%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	1 582	1 173	901	-23,2%
	Dossiers traités	1 289	903	1 771	96,1%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	385	690	441	-36,1%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	300	481	441	-8,3%
	Dossiers traités	176	446	404	-9,4%
CA Daloa	Dossiers à traiter	1252	1372	714	-48,0%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	956	857	714	-16,7%
	Dossiers traités	737	1114	714	-35,9%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	3582	3 814	2926	-23,3%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	2838	2 511	2056	-18,1%
	Dossiers traités	2202	2 463	2889	17,3%

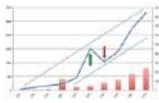
Tableau 36. Répartition des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG) par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	61	281	184	-34,5%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	61	281	184	-34,5%
	Dossiers traités	61	281	184	-34,5%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	152	114	178	56,1%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	82	68	158	132,3%
	Dossiers traités	106	80	86	7,5%
CA Daloa	Dossiers à traiter	341	523	369	-29,4%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	264	425	232	-45,4%
	Dossiers traités	243	386	302	-21,8%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	554	918	731	-20,4%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	407	774	574	-25,8%
	Dossiers traités	410	747	572	-23,4%

Tableau 37. Autres dossiers

		2016-2017*	2017-2018*	2018-2019
CA Abidjan	Dossiers à traiter	//	//	203
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	//	203
	Dossiers traités	//	//	38
CA Bouaké	Dossiers à traiter	//	//	43
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	//	43
	Dossiers traités	//	//	43
CA Daloa	Dossiers à traiter	//	//	95
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	//	95
	Dossiers traités	//	//	57
TOTAL CA	Dossiers à traiter	//	//	341
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	//	//	341
	Dossiers traités	//	//	138

*Variable non prise en compte pour les années judiciaires 2016-2017 et 2017-2018



VI.1.2 Traitement des pourvois en matière pénale

Tableau 38. Répartition des dossiers ayant fait l'objet de pourvoi en cassation (procédures pénales) par cour d'appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	68	166	132	-20,5%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	68	147	132	-10,2%
	Dossiers transmis	68	93	132	41,9%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	18	40	49	22,5%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	15	37	49	32,4%
	Dossiers transmis	18	25	38	52,0%
CA Daloa	Dossiers à traiter	54	34	36	5,9%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	54	32	36	12,5%
	Dossiers transmis	32	19	35	84,2%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	140	240	217	-9,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	137	216	217	0,5%
	Dossiers transmis	118	137	205	49,6%

VI.1.3 Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites

Tableau 39. Récapitulatif des dossiers reçus pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Dossier civil reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter		1486	2 190	1559	-28,8%
<i>dont nouveaux dossiers</i>		1193	1 748	1549	-11,4%
Dossiers traités		1031	1 613	1559	-3,4%
Dossier commercial reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter		45	558	82	-85,3%
<i>dont nouveaux dossiers</i>		30	541	82	-84,8%
Dossiers traités		28	558	82	-85,3%
Dossier administratif reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter		0	0	1	-
<i>dont nouveaux dossiers</i>		0	0	1	-
Dossiers traités		0	0	1	-
Dossier social reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter		202	327	157	-52,0%
<i>dont nouveaux dossiers</i>		119	279	157	-43,7%
Dossiers traités		154	270	157	-41,9%
Dossiers total reçus pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter		1733	3075	1799	-41,5%
<i>dont nouveaux dossiers</i>		1342	2568	1789	-30,3%
Dossiers traités		1213	2441	1799	-26,3%

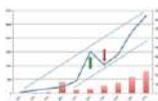


Tableau 40. Répartition par cour d'appel des procédures civiles reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	954	1689	1 004	-40,6%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	674	1275	1 004	-21,3%
	Dossiers traités	540	1122	1 004	-10,5%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	145	160	172	7,5%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	132	157	162	3,2%
	Dossiers traités	129	150	172	14,7%
CA Daloa	Dossiers à traiter	387	341	383	12,3%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	387	316	383	21,2%
	Dossiers traités	362	341	383	12,3%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	1486	2 190	1559	-28,8%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	1193	1 748	1549	-11,4%
	Dossiers traités	1031	1 613	1559	-3,4%

Tableau 41. Répartition par cour d'appel des procédures commerciales reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	45	558	79	-85,8%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	30	541	79	-85,4%
	Dossiers traités	28	558	79	-85,8%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	0	0	3	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	3	-
	Dossiers traités	0	0	3	-
CA Daloa	Dossiers à traiter	0	0	0	-
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0	-
	Dossiers traités	0	0	0	-
TOTAL CA	Dossiers à traiter	45	558	82	-85,3%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	30	541	82	-84,8%
	Dossiers traités	28	558	82	-85,3%

Tableau 42. Répartition par cour d'appel des procédures sociales reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Dossiers à traiter	176	293	137	-53,2%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	93	245	137	-44,1%
	Dossiers traités	128	236	137	-42,0%
CA Bouaké	Dossiers à traiter	8	9	20	122,2%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	8	9	20	122,2%
	Dossiers traités	8	9	20	122,2%
CA Daloa	Dossiers à traiter	18	25	0	-100,0%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	18	25	0	-100,0%
	Dossiers traités	18	25	0	-100,0%
TOTAL CA	Dossiers à traiter	202	327	157	-52,0%
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	119	279	157	-43,7%
	Dossiers traités	154	270	157	-41,9%

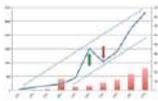
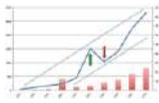


Tableau 43. Répartition par cour d'appel des procédures administratives reçues pour conclusions écrites dans les Parquets Généraux

		2016-2017	2017-2018	2018-2019
CA Abidjan	Dossiers à traiter	0	0	0
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0
	Dossiers traités	0	0	0
CA Bouaké	Dossiers à traiter	0	0	1
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	1
	Dossiers traités	0	0	1
CA Daloa	Dossiers à traiter	0	0	0
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0
	Dossiers traités	0	0	0
TOTAL CA	Dossiers à traiter	0	0	1
	<i>dont nouveaux dossiers</i>	0	0	1
	Dossiers traités	0	0	1



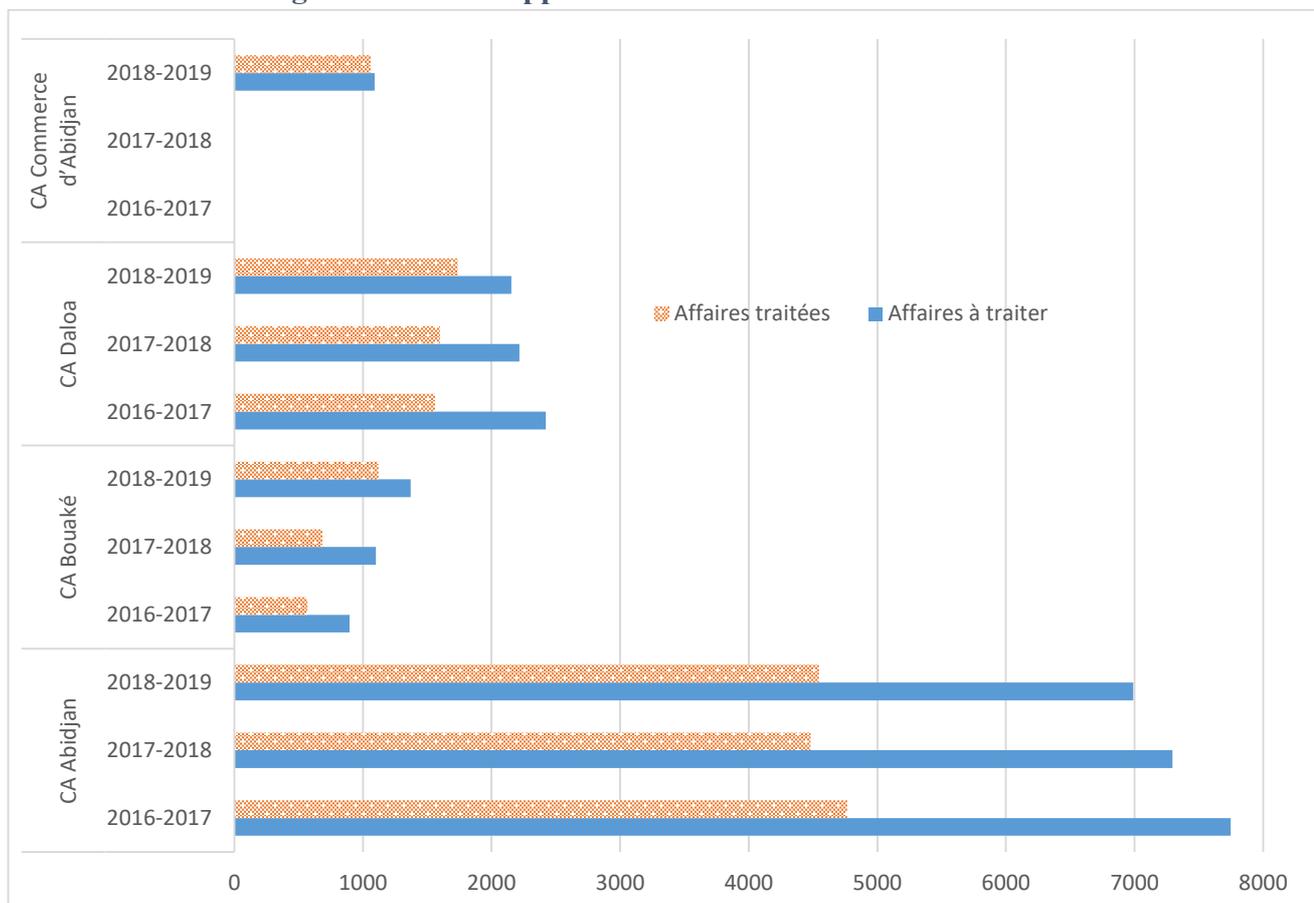
VI.2 Activités des Sièges des Cours d'Appel

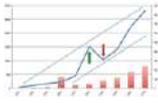
Tableau 44. Récapitulatif des affaires traitées au siège des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019*	Variation
CA Abidjan	Affaires à traiter	7 747	7 296	6 990	-8,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	5 009	4 345	4 518	-3,7%
	Affaires traitées	4 766	4 481	4 547	-5,6%
CA Bouaké	Affaires à traiter	895	1 100	1 372	-1,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	663	772	1 030	-4,5%
	Affaires traitées	569	686	1 122	20,9%
CA Daloa	Affaires à traiter	2 423	2 217	2 153	-2,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 782	1 335	1 583	18,6%
	Affaires traitées	1 560	1 600	1 737	9,6%
CA Commerce d'Abidjan	Affaires à traiter	//	//	1 092	-
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	1 092	-
	Affaires traitées	//	//	1 060	-
TOTAL CA	Affaires à traiter	11 065	10 613	11 607	3,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	7 454	6 452	8 223	17,8%
	Affaires traitées	6 895	6 767	8 466	16,1%

*y compris les ordonnances sur requêtes

Activités des sièges des cours d'appel





VI.2.1 Etat des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par Cour d'Appel

Tableau 45. Traitement des affaires dans les chambres civiles des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Affaires à juger	2 894	2 523	2 548	1,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 274	859	1 626	89,3%
	Jonctions	33	117	95	-18,8%
	Affaires jointes	//	234	190	-18,8%
	Affaires jugées	1 230	1 387	1 470	6,0%
	Décisions rendues	1 230	1 564	1 577	0,8%
CA Bouaké	Affaires à juger	294	281	274	-2,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	160	167	183	9,6%
	Jonctions	11	4	3	-25,0%
	Affaires jointes	//	9	7	-22,2%
	Affaires jugées	180	155	183	18,1%
	Décisions rendues	180	170	206	21,2%
CA Daloa	Affaires à juger	722	715	748	4,6%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	432	373	463	24,1%
	Jonctions	2	0	0	0,0%
	Affaires jointes	//	0	0	0,0%
	Affaires jugées	398	452	416	-8,0%
	Décisions rendues	398	469	477	1,7%
TOTAL CA	Affaires à juger	3 910	3 519	3 570	1,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 866	1 399	2 272	62,4%
	Jonctions	46	121	98	-19,0%
	Affaires jointes	//	243	197	-18,9%
	Affaires jugées	1 808	1 994	2 069	3,8%
	Décisions rendues	1 808	2 203	2 260	2,6%

* *ADD y compris*

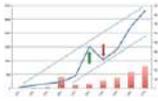


Tableau 46. Traitement des affaires dans les chambres commerciales des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Affaires à juger	518	798	334	-58,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	217	603	0	-100,0%
	Jonctions	3	23	4	-82,6%
	Affaires jointes	//	46	8	-82,6%
	Affaires jugées	323	411	239	-41,9%
	Décisions rendues	323	434	252	-41,9%
CA Bouaké	Affaires à juger	2	10	11	10,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2	10	11	10,0%
	Jonctions	0	0	1	-
	Affaires jointes	0	0	2	-
	Affaires jugées	2	10	10	0,0%
	Décisions rendues	2	10	10	0,0%
CA Daloa	Affaires à juger	0	0	0	-
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	0	-
	Jonctions	0	0	0	-
	Affaires jointes	0	0	0	-
	Affaires jugées	0	0	0	-
	Décisions rendues	0	0	0	-
CA Commerce d'Abidjan	Affaires à juger	//	//	884	-
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	884	-
	Jonctions	//	//	23	-
	Affaires jointes	//	//	46	-
	Affaires jugées	//	//	861	-
	Décisions rendues	//	//	874	-
TOTAL CA	Affaires à juger	520	808	1229	52,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	219	613	895	46,0%
	Jonctions	3	23	28	21,7%
	Affaires jointes	//	46	56	21,7%
	Affaires jugées	325	421	1110	163,7%
	Décisions rendues	325	444	1136	155,9%

* ADD y compris

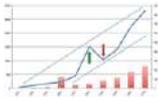


Tableau 47. Traitement des affaires dans les chambres sociales des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Affaires à juger	1 301	1 197	1 141	-4,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	839	750	777	3,6%
	Jonctions	1	5	0	-100,0%
	Affaires jointes	//	10	0	-100,0%
	Affaires jugées	824	946	729	-22,9%
	Décisions rendues	824	961	744	-22,6%
CA Bouaké	Affaires à juger	51	53	67	26,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	38	50	60	20,0%
	Jonctions	0	0	0	-
	Affaires jointes	0	0	0	-
	Affaires jugées	49	46	59	28,3%
	Décisions rendues	49	46	59	28,3%
CA Daloa	Affaires à juger	106	76	108	42,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	51	53	81	52,8%
	Jonctions	0	0	0	-
	Affaires jointes	0	0	0	-
	Affaires jugées	83	45	108	140,0%
	Décisions rendues	83	45	109	142,2%
TOTAL CA	Affaires à juger	1 458	1 326	1 316	-0,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	928	853	918	7,6%
	Jonctions	1	5	0	-
	Affaires jointes	//	10	0	-
	Affaires jugées	956	1 037	896	-13,6%
	Décisions rendues	956	1 052	912	-13,3%

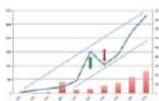
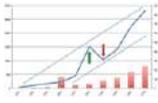


Tableau 48. Répartition des ordonnances sur requête rendues par les Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Requêtes à traiter	864	1 026	821	-20,0%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	864	960	821	-14,5%
	Ordonnance sur requête rendue	//	834	764	-8,4%
	<i>Dont Accords</i>	798	432	402	-6,9%
	<i>Dont Rejets</i>	//	402	362	-10,0%
CA Bouaké	Requête à traiter	47	66	55	-16,7%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	47	64	55	-14,1%
	Ordonnance sur requête rendue	//	66	55	-16,7%
	<i>Dont Accords</i>	45	44	30	-31,8%
	<i>Dont Rejets</i>	//	22	25	13,6%
CA Daloa	Requête à traiter	100	54	72	33,3%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	100	52	72	38,5%
	Ordonnance sur requête rendue	//	54	72	33,3%
	<i>Dont Accords</i>	99	41	42	2,4%
	<i>Dont Rejets</i>	//	13	30	130,8%
CA Commerce	Requête à traiter	//	//	208	//
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	208	//
	Ordonnance sur requête rendue	//	//	199	//
	<i>Dont Accords</i>	//	//	154	//
	<i>Dont Rejets</i>	//	//	45	//
TOTAL CA	Ensemble requête à traiter	1 011	1 146	1 156	0,9%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	1 011	1 076	1 156	7,4%
	Ordonnance sur requête rendue	//	954	1 090	14,3%
	<i>Dont Accords</i>	942	517	628	21,5%
	<i>Dont Rejets</i>	//	437	462	5,7%



VI.2.1.1 Etat des affaires pénales par Cour d'Appel

Tableau 49. Traitement des affaires dans les chambres correctionnelles des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Affaires à juger	1 935	1752	1 800	2,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 582	1173	958	-18,3%
	Jonctions	1	0	0	-
	Affaires jointes	//	0	0	-
	Affaires jugées	1 356	903	1 027	13,7%
	Décisions rendues	1 356	903	1 030	14,1%
CA Bouaké	Affaires à juger	385	690	669	-3,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	300	481	425	-11,6%
	Jonctions	1	0	0	-
	Affaires jointes	//	0	0	-
	Affaires jugées	177	409	519	26,9%
	Décisions rendues	177	414	522	26,1%
CA Daloa	Affaires à juger	1252	1372	1223	-10,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	956	857	965	12,6%
	Jonctions	9	1	0	-
	Affaires jointes	//	2	0	-
	Affaires jugées	737	1049	1139	8,6%
	Décisions rendues	737	1052	1154	9,7%
TOTAL CA	Affaires à juger	3572	3 814	3692	-3,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2838	2 511	2348	-6,5%
	Jonctions	11	1	0	-
	Affaires jointes	//	2	0	-
	Affaires jugées	2270	2361	2685	13,7%
	Décisions rendues	2270	2369	2706	14,2%

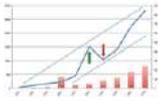


Tableau 50. Traitement des affaires dans les chambres des mineurs des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019
CA Abidjan	Affaires à juger	2	0	3
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	3
	Jonctions	0	0	0
	Affaires jointes	-	0	0
	Affaires jugées	2	0	3
	Décisions rendues	2	0	3
CA Bouaké	Affaires à juger	0	0	3
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	3
	Jonctions	0	0	0
	Affaires jointes	0	0	0
	Affaires jugées	0	0	3
	Décisions rendues	0	0	3
CA Daloa	Affaires à juger	0	0	2
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	2
	Jonctions	0	0	0
	Affaires jointes	0	0	0
	Affaires jugées	0	0	2
	Décisions rendues	0	0	2
TOTAL CA	Affaires à juger	2	0	8
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	8
	Jonctions	0	0	0
	Affaires jointes	0	0	0
	Affaires jugées	2	0	8
	Décisions rendues	2	0	8

Tableau 51. Récapitulatif des affaires traitées dans les chambres d'instruction des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Affaires à traiter	233	462	343	-25,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	233	462	333	-27,9%
	Affaires traitées	233	452	315	-30,3%
	Décisions rendues	233	452	315	-30,3%
CA Bouaké	Affaires à traiter	116	95	293	208,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	116	95	293	208,4%
	Affaires traitées	116	82	293	257,3%
	Décisions rendues	116	225	293	30,2%
CA Daloa*	Affaires à traiter	243	376	//	-
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	243	278	374	34,5%
	Affaires traitées	243	245	//	-
	Décisions rendues	243	245	373	52,2%
TOTAL* CA	Affaires à traiter	592	933	636*	-31,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	592	835	1 000	19,8%
	Affaires traitées	592	779	608*	-22,0%
	Décisions rendues	592	922	981	6,4%

*Hors données de la Cour d'appel de Daloa concernant l'année 2019

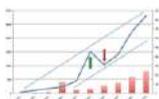
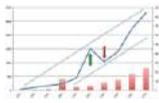


Tableau 52. Etat des arrêts rendus par les chambres d'instruction

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Arrêts de renvoi devant les tribunaux criminels	40	210	121	-42,4%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel	14	22	9	-59,1%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal de simple police	99	0	0	-
	Arrêts de non -lieu	45	21	14	-33,3%
	Arrêts mixtes	16	9	8	-11,1%
	Arrêts rendus sur appel de décision d'un J.I	5	120	76	-36,7%
	les arrêts ordonnant un complément d'information	14	20	49	145,0%
	Autres arrêts	//	50	38	-24,0%
	Total arrêts rendus	233	452	315	-30,3%
CA Bouaké	Arrêts de renvoi devant les tribunaux criminels	34	91	127	39,6%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel	3	8	20	150,0%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal de simple police	0	0	0	-
	Arrêts de non -lieu	7	0	7	-
	Arrêts mixtes	4	65	3	-95,4%
	Arrêts rendus sur appel de décision d'un J.I	9	23	14	-39,1%
	les arrêts ordonnant un complément d'information	34	31	37	19,4%
	Autres arrêts	//	7	85	1114,3%
	Total arrêts rendus	91	225	293	30,2%
CA Daloa	Arrêts de renvoi devant les tribunaux criminels	111	115	203	76,5%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel	4	3	3	0,0%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal de simple police	0	0	0	-
	Arrêts de non -lieu	7	6	6	0,0%
	Arrêts mixtes	65	62	40	-35,5%
	Arrêts rendus sur appel de décision d'un J.I	42	32	39	21,9%
	les arrêts ordonnant un complément d'information	30	27	30	11,1%
	Autres arrêts	//	//	52	-
	Total arrêts rendus	259	245	373	52,2%
TOTAL CA	Arrêts de renvoi devant les tribunaux criminels	185	416	451	8,4%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel	21	33	32	-3,0%
	Arrêts de renvoi devant le tribunal de simple police	99	0	0	-
	Arrêts de non -lieu	59	27	27	0,0%
	Arrêts mixtes	85	136	51	-62,5%
	Arrêts rendus sur appel de décision d'un J.I	56	175	129	-26,3%
	les arrêts ordonnant un complément d'information	78	78	116	48,7%
	Autres arrêts	//	57	175	207,0%
	Total arrêts rendus	583	922	981	6,4%



VI.3 Activités spécifiques aux Greffes des Cours d'Appel

Tableau 53. Récapitulatif de l'enregistrement des décisions des Cours d'Appel

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Décisions à enregistrer	2597	1 837	1481	-19,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	2490	1 687	1481	-12,2%
	Décisions enregistrées	189	1 617	1069	-33,9%
CA Bouaké	Décisions à enregistrer	397	500	720	44,0%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	336	464	714	53,9%
	Décisions enregistrées	361	494	720	45,7%
CA Daloa	Décisions à enregistrer	1083	1 116	1414	26,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1083	1 116	1414	26,7%
	Décisions enregistrées	1030	1 076	1309	21,7%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	//	//	901	-
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	//	901	-
	Décisions enregistrées	//	//	901	-
TOTAL CA	Décisions à enregistrer	4077	3 453	4516	30,8%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	3909	3 267	4510	38,0%
	Décisions enregistrées	1580	3 187	3999	25,5%

Tableau 54. Enregistrement des décisions pénales

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Décisions à enregistrer	1145	802	493	-38,5%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1095	712	493	-30,8%
	Décisions enregistrées	70	752	493	-34,4%
CA Bouaké	Décisions à enregistrer	235	323	519	60,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	176	310	519	67,4%
	Décisions enregistrées	222	323	519	60,7%
CA Daloa	Décisions à enregistrer	617	663	1140	71,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	617	663	1140	71,9%
	Décisions enregistrées	617	663	1035	56,1%
TOTAL CA	Décisions à enregistrer	1997	1 788	2152	20,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1888	1 685	2152	27,7%
	Décisions enregistrées	909	1 738	2047	17,8%

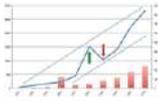
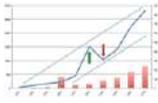


Tableau 55. Enregistrement des décisions civile, commerciale et administrative (référé y compris)

		2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
CA Abidjan	Décisions à enregistrer	1 452	1 035	898	-13,2%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 395	975	898	-7,9%
	Décisions enregistrées	121	865	515	-40,5%
CA Bouaké	Décisions à enregistrer	162	177	192	8,5%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	160	154	186	20,8%
	Décisions enregistrées	139	171	192	12,3%
CA Daloa	Décisions à enregistrer	466	453	274	-39,5%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	466	453	274	-39,5%
	Décisions enregistrées	413	413	274	-33,7%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	//	//	901	-
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	//	901	-
	Décisions enregistrées	//	//	901	-
TOTAL CA	Décisions à enregistrer	2080	1 665	2265	36,0%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	2021	1582	2259	42,8%
	Décisions enregistrées	673	1449	1882	29,9%



VII. ACTIVITES DES TRIBUNAUX

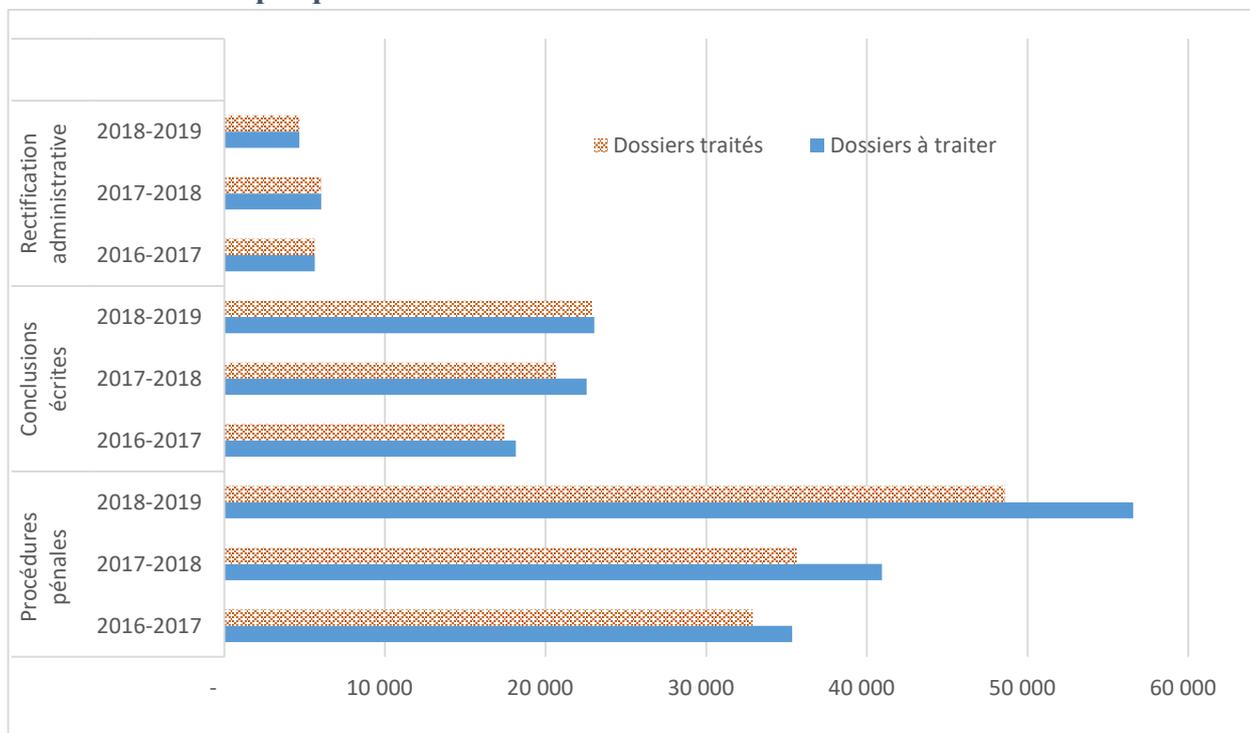
VII.1 Activités des Parquets

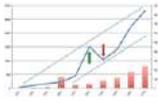
Tableau 56. Récapitulatif des dossiers dans les Parquets près les tribunaux

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Procédures pénales				
Dossiers à traiter	35 342	40 937	56 563	38,2%
<i>dont nouveaux dossiers</i>	35 155	39 061	53 062	35,8%
Dossiers traités	32 894	35 629	48 581	36,4%
Conclusions écrites				
Dossiers à traiter	18 145	22 545	23 032	2,2%
<i>dont nouveaux dossiers reçus</i>	11 842	21 889	23 015	5,1%
Dossiers traités	17 418	20 645	22 900	10,9%
Rectification administrative				
Dossiers à traiter	5642	6040	4 674	-22,6%
<i>dont nouveaux dossiers reçus</i>	//	//	4 674	-
Dossiers traités	5 642	6040	4 667	-22,7%
Ensemble des dossiers				
Dossiers à traiter*	59 129	69 522	84 269	21,2%
<i>dont nouveaux dossiers reçus*</i>	46 997	60 950	80 751	32,5%
Dossiers traités	55 954	62 314	76 148	22,2%

*Hors rectifications administratives relatives aux années 2016-2017 et 2017-2018

Activités des parquets





VII.1.1 Procédures pénales

Tableau 57. Traitement des procédures pénales dans les Parquets près les tribunaux

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Règlement des PV				
PV global à régler	35 342	40 937	41 726	1,9%
<i>Dont PV reçus</i>	35 155	39 061	38 244	-2,1%
PV réglés	32 894	35 629	34 834	-2,2%
Répartition des PV réglés selon la nature de l'infraction				
Criminelles	975	1 076	1 104	2,6%
Délictuelles	31 317	34 189	27 862	-18,5%
Contraventionnelles	1 407	878*	1 167	32,9%
Règlement des Plaintes				
Plaintes globales à régler	//	//	14 837	-
<i>Dont Plaintes reçues</i>	//	//	14 818	-
Plaintes réglées	//	//	13 747	-
Suites données aux plaintes réglés				
Plaintes classées sans suite	//	//	1 479	-
Plaintes transmises aux OPJ pour enquête préliminaire	//	//	12 268	-
Plaintes en cours d'examen	//	//	582	-
Enrôlement**				
PV réglés enrôlés	//	26 729	17 205	-35,6%
PV réglés non enrôlés	//	1 083	553	-48,9%
Dossiers d'information réglés enrôlés	//	3 528	3 130	-11,3%
Dossiers d'information réglés non enrôlés	//	126	212	68,3%

** hors données TPI Abidjan 2018-2019

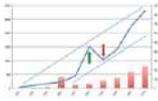


Tableau 58. Répartition des suites données aux PV selon la nature de l'infraction

	2017-2018	2018-2019	Variation
Infractions criminelles			
Classement sans suite	47	60	27,7%
Information (juge des enfants)	91	79	-13,2%
Information (Juge d'Instruction)	934	965	3,3%
Infractions délictuelles			
Classement sans suite	7 577	4 118	-45,7%
Flagrant délit	14 271	14 288	0,1%
Simple police	3 718	//	-
Tribunal correctionnel	4 393*	6 019	37,0%
Information (juge des) enfants	969	1 007	3,9%
Information (Juge d'Instruction)	2 795	2 356	-15,7%
Amende de composition	98*	74	-24,5%
Infractions contraventionnelles*			
Classement sans suite	236	151	-36,0%
Information (juge des) enfants	4	26	550,0%
Amende de composition	638	94	-85,3%
Tribunal de Simple Police	//	896	-

* hors TPI Abidjan pour l'année 2017-2018

Tableau 59. Etat des violences basées sur le genre

Nature de PV reçus	2018-2019		
	-18 ans	18 ans et +	Total
Violences physiques	143	735	878
Violences sexuelles	335	140	475
Violences verbales	23	121	144
Violences économiques	0	3	3
Violences psychologiques	3	0	3
Total	504	999	1 503

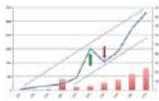
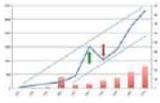


Tableau 60. Répartition des infractions traitées selon la nature

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Infractions criminelles	1014	1072	1104	3,0%
Assassinats et meurtres	273	346	308	-11,0%
Coups mortels	85	89	104	16,9%
Empoisonnement	26	36	29	-19,4%
Viols	505	455	481	5,7%
Trafic illicite des migrants	14	1	102	10100,0%
Autres Crimes	111	145	80	-44,8%
Infractions délictuelles	32 002	21 880	27 862	27,3%
Faux et usage de faux	307	225	348	54,7%
Détournement de deniers publics, corruption, enrichissement illicite	41	22	10	-54,5%
Blanchiment de capitaux	41	3	2	-33,3%
Violence et/ou voie de fait, coups et blessures volontaires	3 241	2 396	3 150	31,5%
Homicides et blessures involontaires liés aux accidents de la voie publique	3 515	2 308	2 401	4,0%
Autres homicides et blessures involontaires	119	164	258	57,3%
Infraction à la législation sur les stupéfiants	701	703	1 281	82,2%
Attentats à la pudeur	224	187	223	19,3%
Pratique de sorcellerie, de charlatanisme et de magie	216	179	179	0,0%
Enlèvements de mineurs	81	89	112	25,8%
Mutilations génitales féminines	12	1	22	2100,0%
Vols et recels	7 133	4 584	6 048	31,9%
Vols aggravés	2 216	2 289	2 791	21,9%
Association de malfaiteurs	184	123	255	107,3%
Escroquerie et abus de confiance	5 359	3 145	4 566	45,2%
Vol avec usage d'armes	512	292	870	197,9%
Destruction de plants faits de main d'Homme	813	580	486	-16,2%
Infraction à la législation en matière agricole	77	66	167	153,0%
Infractions prévues par la loi du 19 Juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité	113	20	111	455,0%
Traite des Personnes	19	73	28	-61,6%
Autres délits	7 078	4431	4 554	2,8%
Infractions contraventionnelles	1 620	1 020	1 167	14,4%
Défauts de maîtrise	1 373	878	895	1,9%
Vols de récolte sur pieds	80	20	61	205,0%
Autres contraventions	167	122	211	73,0%



VII.1.2 Autres activités

Tableau 61. Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Affaires reçues pour conclusions écrites	18 145	22 545	23 032	2,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	11 842	21 889	23 015	5,1%
Conclusions écrites rendues	17 418	20 645	22 617	9,6%

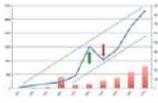
Tableau 62. Rectifications administratives

	2016-2017*	2017-2018*	2018-2019
Rectification de l'acte de naissance	5 642	6 040	3 222
Rectification de l'acte de décès			459
Rectification de l'acte de mariage			64
Autres			297

*Hors données TPI Abidjan et SD Sassandra

Tableau 63. Etat des visites des centres d'état civil

	2018-2019
Circonscriptions d'état civil	
Nombre de centres dans les juridictions	452
Nombre de centres visités	278
Centres secondaires d'état civil	
Nombre de centres dans les juridictions	466
Nombre de centres visités	245



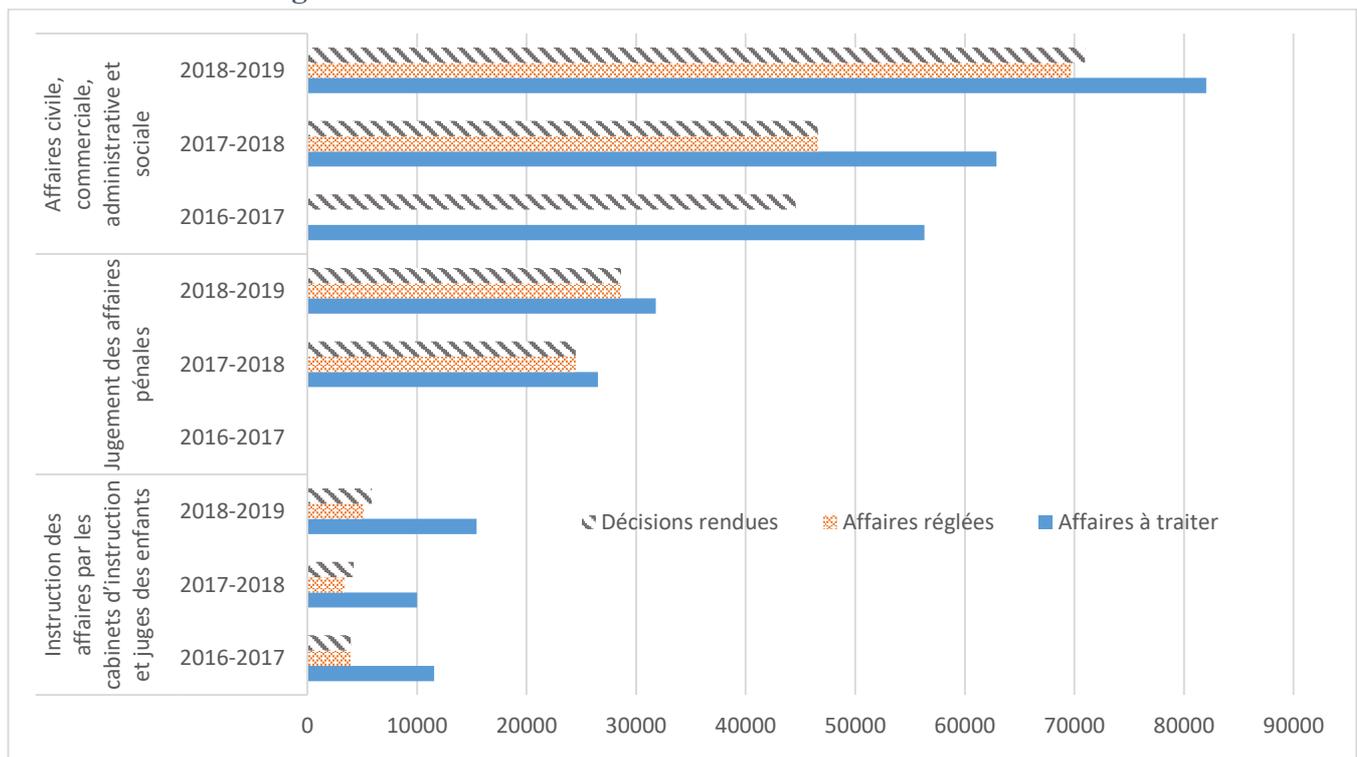
VII.2 Activités des Sièges des tribunaux

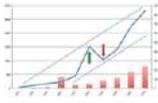
Tableau 64. Récapitulatif des affaires

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Instruction des affaires par les cabinets d'instruction et juges des enfants				
Affaires à traiter	11 565	10 024	15 450	54,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	251	3 875	6 208	60,2%
Affaires réglées	3 926	3 408	5 137	50,7%
Décisions rendues	3963	4 230	5 866	38,7%
Jugement des affaires pénales				
Affaires à traiter	//	26 515	31 785	19,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	24 148	27 584	14,2%
Affaires traitées	//	24 497	28 630	16,9%
Décisions rendues	//	24 497	28 630	16,9%
Affaires civile, commerciale, administrative et sociale				
Affaires à traiter	56 309	62 889	82 047	30,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	51704	67 878	31,3%
Affaires traitées	//	46 610	69 705	49,5%
Décisions rendues	44 573	46 610	70 957	52,2%
Total				
Affaires à traiter	67 874	99 428	129 282	30,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	251	79 727	101 670	27,5%
Affaires traitées	3 926	74 515	103 472	38,9%
Décisions rendues	48 536	75 337	105 453	40,0%

*Données SD Touba et Sassandra non parvenues

Activités des sièges des tribunaux





VII.2.1 Jugement des affaires pénales

Tableau 65. Etat des audiences tenues en matière pénale

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Flagrant délit				
Audiences de flagrant délit	1 785	1 744	1 780	2,1%
Affaires passées en audience	//	19 447	14 669	-24,6%
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	11	8	-27,3%
Citation Directe				
Audiences de citations directes	1 418	1 446	1 427	-1,3%
Affaires passées en audience	//	16 778	24 406	45,5%
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	12	17	41,7%
Simple Police				
Audiences de simple police	742	654	665	1,7%
Affaires passées en audience	//	1 393	2 512	80,3%
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	2	4	100,0%
Tribunal pour enfant				
Audiences du tribunal pour enfant	234	195	234	20,0%
Affaires passées en audience	//	1 089	985	-9,6%
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	6	-	-
Tribunal criminel				
Audiences affaires criminelles	//	//	9	-
Affaires passées en audience	//	//	34	-
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	//	4	-
Total				
Audiences	4 179	4 039	4 115	1,9%
Affaires passées en audience	//	38 707	42 606	10,1%
<i>Nombre moyen d'affaires par audience</i>	//	10	10	0,0%

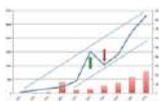


Tableau 66. Répartition des affaires pénales selon les formations de jugement

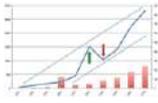
	2017-2018*	2018-2019	Variation
Tribunaux criminels			
Affaires à juger	//	140	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	41	-
Affaires jugées	//	20	-
Tribunaux correctionnels suivant la procédure de flagrant délit			
Affaires à juger	13 633	14 205	4,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	13 504	14 156	4,8%
Affaires jugées	13 601	14 171	4,2%
Tribunaux correctionnels suivant la procédure de citation directe			
Affaires à juger	8 784	14 711	67,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	6 906	11 269	63,2%
Affaires jugées	7 301	12 053	65,1%
Tribunaux de simple police			
Affaires à juger	3 304	1 702	-48,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	3 061	1 388	-54,7%
Affaires jugées	3 001	1 520	-49,4%
Tribunaux pour enfant			
Affaires à juger	794	1 027	29,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	677	730	7,8%
Affaires jugées	594	866	45,8%
Ensemble affaires à juger			
Affaires à juger	26 515	31 785	19,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	24 148	27 584	12,6%
Affaires jugées	24 497	28 630	16,8%

*Hors données TPI Abidjan et TPI Yopougon

VII.2.2 Instruction des affaires

Tableau 67. Récapitulatif des affaires des cabinets d'instruction et cabinets des juges des enfants

	2016-2017*	2017-2018*	2018-2019	Variation
Dossiers d'information				
Dossiers à régler	10 976	9 662	15 251	57,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	0	3 695	6 041	63,5%
Dossiers réglés	3 692	3 201	4 999	56,2%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	0	1 831	1 031	-43,7%
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues				
CR à exécuter	589	362	199	-45,0%
<i>Dont CR nouvelles</i>	251	180	167	-7,2%
CR exécutées	234	207	138	-33,3%
Total dossiers				
Dossiers à régler	11 565	10 024	15 450	54,1%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	251	3 875	6 208	60,2%
Dossiers réglés	3 926	3 408	5 137	50,7%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	0	1 831	1 031	-43,7%



VII.2.2.1 Traitement des affaires dans les cabinets d'instruction

Tableau 68. Récapitulatif des affaires dans les cabinets d'instruction

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Dossiers d'information				
Dossiers à régler	10 976	9 662	13 126	35,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	0	3 695	4 820	30,4%
Dossiers réglés	3 692	3 201	3 837	19,9%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	0	1 831	741	-59,5%
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues				
CR à traiter	531	353	165	-53,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	236	175	142	-18,9%
CR traitées	215	201	125	-37,8%
Total dossiers				
Dossiers à régler	11 507	10 015	13 291	32,7%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	236	3 870	4 962	28,2%
Dossiers réglés	3 907	3 402	3 962	16,5%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	0	1 831	741	-59,5%

Tableau 69. Instruction des affaires dans les cabinets d'instruction

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Dossiers de crime				
Dossiers à régler	3 607	3 595	4 310	19,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	1 216	1 232	1,3%
Dossiers réglés	539	817	1 252	53,2%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	//	619	248	-59,9%
Dossiers de délit				
Dossiers à régler	7369	6 067	8 816	45,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	2 479	3 588	44,7%
Dossiers réglés	3153	2 384	2 585	8,4%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	//	1 212	493	-59,3%
Ensemble dossiers				
Dossiers à régler	10 976	9 662	13 126	35,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	3 695	4 820	30,4%
Dossiers réglés	3692	3 201	3 837	19,9%
Dossiers au parquet pour réquisitoire définitif	//	1 831	741	-59,5%

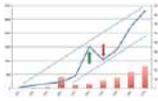


Tableau 70. Etat des commissions rogatoires (CR) nationales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Reçues				
CR à traiter	443	169	121	-28,4%
<i>Dont CR nouvelles</i>	202	92	91	-1,1%
CR traitées	203	85	118	38,8%
Emises				
CR à traiter	//	978	1 117	14,2%
<i>Dont CR nouvelles</i>	//	644	787	22,2%
CR traitées	//	497	640	28,8%

Tableau 71. Etat des commissions rogatoires (CR) internationales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Reçues				
CR à traiter	88	184	51	-72,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	34	83	7	-91,6%
CR traitées	12	116	2	-98,3%
Emises				
CR à traiter	//	40	9	-77,5%
<i>Dont CR nouvelles</i>	//	40	1	-97,5%
CR traitées	//	18	2	-88,9%

Tableau 72. Etat des ordonnances de règlement rendues

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Ordonnance de transmission des pièces au Procureur Général	291	326	832	155,2%
Ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel et ordonnance de renvoi devant le tribunal de simple police	1 382	1 191	1 500	25,9%
Ordonnance de non -lieu	993	934	1 107	18,5%
Ordonnance Mixtes	361	422	389	-7,8%
Ordonnance d'incompétence	//	3	24	700,0%
Autres ordonnances	//	310	81	-73,9%
Total	3027	3186	3933	23,4%

Tableau 73. Etat des expertises ordonnées

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Expertises ordonnées	1 953	1 427	1 353	-5,2%
<i>Dont nouvelles expertises ordonnées</i>	1 232	897	1 057	17,8%
Expertises réalisées	1 088	738	1 085	47,0%

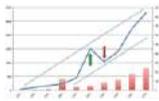
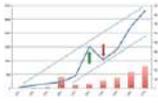


Tableau 74. Etat de la détention préventive dans les Cabinets d'Instruction

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Dossiers de crime				
Détenus préventifs au cours de la période	1 874	2 293	2 477	8,0%
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	1 252	1 070	913	-14,7%
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	308	251	393	56,6%
<i>Détenus préventifs renvoyés devant les juridictions de jugement</i>	//	314	149	-52,5%
<i>Détenus préventifs renvoyés devant la chambre d'instruction</i>	-	-	820	-
<i>Détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	118	180	52,5%
Dossiers de délit				
Détenus préventifs au cours de la période	2 369	3 219	2 876	-10,7%
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	1 995	2 146	1 489	-30,6%
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	1 647	955	1 126	17,9%
<i>Détenus préventifs renvoyés devant les juridictions de jugement</i>	//	1 093	878	-19,7%
<i>Détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	331	317	-4,2%
Total détenus pour crime et délit				
Détenus préventifs au cours de la période	4 243	5 512	5 353	-2,9%
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	3 247	3 216	2 402	-25,3%
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	1 955	1 206	1 519	26,0%
<i>Détenus préventifs renvoyés devant la chambre d'instruction</i>	//	//	820	-
<i>Détenus préventifs renvoyés devant les juridictions de jugement</i>	//	1 407	1027	-27,0%
<i>Détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	449	497	10,7%



VII.2.2.2 Traitement des affaires dans les cabinets des juges des enfants

Tableau 75. Récapitulatif des affaires dans les cabinets des juges des enfants

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Dossiers d'information			
Dossiers à régler	//	//	2 125
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	1 221
Dossiers réglés	//	//	1 162
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	290
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues			
CR à traiter	58	9	34
<i>Dont nouvelles CR</i>	15	5	25
CR Traitées	19	6	13
Total dossier (crime, délit et CR)			
Dossiers à régler	//	//	2 159
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	1 246
Dossiers réglés	//	//	1 175
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	290

Tableau 76. Instruction des affaires dans les cabinets des juges des enfants

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Crime			
Dossiers à régler	//	//	241
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	103
Dossiers réglés	//	//	78
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	19
Délit			
Dossiers à régler	//	//	1 856
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	1 094
Dossiers réglés	//	//	1 074
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	270
Contravention			
Dossiers à régler	//	//	28
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	24
Dossiers réglés	//	//	10
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	1
Total dossier d'information			
Dossiers à régler	//	//	2 125
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	1 221
Dossiers réglés	//	//	1 162
Dossiers encore au parquet pour réquisitoire définitif	//	//	290

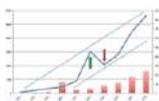


Tableau 77. Etat des commissions rogatoires (CR) nationales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Reçues				
CR à traiter	58	9	34	277,8%
<i>Dont CR nouvelles</i>	15	5	25	400,0%
CR traitées	19	6	13	116,7%
Emises				
CR à traiter	//	154	95	-38,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	//	86	52	-39,5%
CR traitées	//	48	41	-14,6%

Tableau 78. Etat des commissions rogatoires internationales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Reçues			
CR à traiter	0	0	0
<i>Dont CR nouvelles</i>	0	0	0
CR traitées	0	0	0
Emises			
CR à traiter	0	0	0
<i>Dont CR nouvelles</i>	0	0	0
CR traitées	0	0	0

Tableau 79. Etat des ordonnances de règlement rendues par les juges des enfants

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Ordonnances de renvoi en chambre du conseil	233	172	149	-13,4%
Ordonnances de renvoi devant le tribunal pour enfants	390	532	545	2,4%
Ordonnances de transmission des pièces au procureur général	9	20	27	35,0%
Ordonnance de non-lieu	93	80	164	105,0%
Ordonnance mixtes	180	197	197	0,0%
Ordonnance d'incompétence	//	14	19	35,7%
Autres ordonnances	31	29	18	-37,9%
Total	936	1 044	1 119	7,2%

Tableau 80. Etat des mesures de protection prononcées par les juges des enfants

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Ordonnances de garde provisoire	845	571	463	-18,9%
Remise aux parents ou à des personnes proches	403	290	174	-40,0%
Mesures de placements dans des institutions ou établissements spécialisés	38	12	193	1508,3%
Autres mesures	26	102	290	184,3%

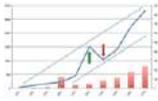


Tableau 81. Etat des expertises ordonnées

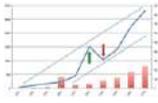
	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Expertises ordonnées	120	587	138	-76,5%
<i>Dont nouvelles expertises ordonnées</i>	100	231	117	-49,4%
Expertises réalisées	101	203	92	-54,7%

Tableau 82. Etat des affaires réglées en chambre de conseil

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
crime	//	0	0
délit	//	299	149
contravention	//	4	0

Tableau 83. Etat des détentions préventives dans les cabinets des juges des enfants

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Dossiers de crime			
Détenus préventifs au cours de la période	//	//	149
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	//	//	86
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	//	//	92
<i>Détenus préventifs renvoyés devant le tribunal pour enfant</i>	//	//	23
<i>Détenus préventifs renvoyés devant la chambre d'instruction</i>		//	25
<i>Détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	//	11
Dossiers de délit			
Détenus préventifs au cours de la période	//	//	774
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	//	//	599
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	//	//	473
<i>Dont détenus préventifs renvoyés devant le tribunal pour enfant</i>	//	//	318
<i>Dont détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	//	115
Ensemble (crime et délit)			
Inculpés total en détention	657	888	923
<i>Dont nouveaux détenus préventifs</i>	469	568	685
<i>Inculpés mis en liberté provisoire</i>	337	199	565
<i>Détenus préventifs renvoyés devant le tribunal pour enfant</i>	//	480	341
<i>Détenus préventifs renvoyés devant la chambre d'instruction</i>	-	-	25
<i>Détenus préventifs ayant bénéficié d'un non-lieu</i>	//	55	126



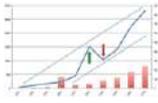
VII.2.3 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales

Tableau 84. Récapitulatif des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Procédures civiles (y compris les référés et ordonnances sur requêtes)			
Affaires à traiter	//	//	73 140
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	61 363
Affaires traitées	//	//	63 680
Décisions rendues	//	//	64 528
Procédures commerciales			
Affaires à traiter	//	//	3 610
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	2 961
Affaires traitées	//	//	2 641
Décisions rendues	//	//	2896
Procédure administrative			
Affaires à traiter	//	11	1 012
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	11	703
Affaires traitées	//	//	653
Décisions rendues	//	12	784
Procédures sociales			
Affaires à traiter	3 380	3 743	4 285
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 767	2 417	2 851
Affaires traitées	-	-	2 731
Décisions rendues	1 828	2 590	2 749
Total			
Affaires à traiter	//	58 601	82 047
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	48 206	67 878
Affaires traitées	//	58 130	69 705
Décisions rendues	//	//	70 957

Tableau 85. Récapitulatif des audiences tenues

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Référés	2 228	2 272	2 662	17,2%
Tutelle et hérédité ou notoriété	2 141	2 837	1 881	-33,7%
Divorce	//	791	1600	102,3%
Assistance judiciaire	//	//	138	-
Autre Civile, commerciale et administrative	1 714	2 960	4 433	49,8%
Sociales	753	904	663	-26,7%



VII.2.3.1 Traitement des affaires civiles

Tableau 86. Etat des affaires d'état civil

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Jugements supplétifs de naissance				
Affaires à juger	//	//	5396	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	3801	-
Affaires jugées	//	//	4994	-
Décisions rendues	19 633	7 429	5 006	-32,6%
Jugements supplétifs de décès				
Affaires à juger	//	//	1 941	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	1 806	-
Affaires jugées	//	//	1 636	-
Décisions rendues	1 553	1 719	1 636	-4,8%
Adoption simple				
Affaires à juger	//	//	377	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	268	-
Affaires jugées	//	//	268	-
Décisions rendues	//	//	268	-
Adoption plénière				
Affaires à juger	//	//	406	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	274	-
Affaires jugées	//	//	310	-
Décisions rendues	//	//	311	-
Déclaration judiciaire de paternité				
Affaires à juger	//	//	140	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	127	-
Affaires jugées	//	//	113	-
Décisions rendues	//	//	120	-
Changement de nom				
Affaires à juger	//	//	677	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	619	-
Affaires jugées	//	//	541	-
Décisions rendues	//	//	543	-
Autres				
Affaires à juger	//	//	2 425	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	2 117	-
Affaires jugées	//	//	2 137	-
Décisions rendues	//	//	2 199	-
Total état civil				
Affaires à juger	//	9 514	11 362	19,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	8 495	9 012	6,1%
Affaires jugées	//	//	9 999	-
Décisions rendues	//	7 270	10 083	38,7%

*Données non parvenues SD Touba et Sassandra

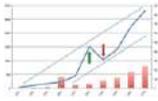


Tableau 87. Etat des affaires d'hérités et de tutelles

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Hérités				
Affaires à juger	//	17 289	8 864	-48,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	16 633	8 478	-49,0%
Affaires jugées	//	13 346	8 414	-37,0%
Décisions rendues	//	13 346	8 414	-37,0%
<i>Dont accord</i>		13 346	8 063	-39,6%
Tutelles				
Affaires à juger	//	2 655	10 343	289,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	2 561	10 072	293,3%
Affaires jugées	//	2 497	9 958	298,8%
Décisions rendues	//	2 497	9 958	298,8%
<i>Dont accord</i>	//	2 497	9 344	274,2%
Total hérités et tutelles				
Affaires à juger	//	19 944	19 207	-3,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	18 794	18 550	-1,3%
Décisions rendues	//	15 843	18 372	16,0%
Affaires jugées	//	15 843	18 372	16,0%
<i>Dont accord</i>	//	15843	17 407	9,9%

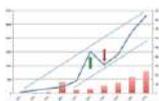


Tableau 88. Référé, assistance judiciaire et saisie des rémunérations

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Référé				
Affaires à traiter	//	10 504	9 755	-7,1%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	9 633	8 669	-10,0%
Affaires traitées	//	//	8 727	-
Décisions rendues	6 833	8 906	8 077	-9,3%
Assistance judiciaire				
Requêtes à traiter	//	//	334	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	303	-
Requêtes traitées	//	//	302	-
Décisions rendues	//	//	302	-
<i>Dont accord</i>	//	//	252	-
<i>Dont rejet</i>	//	//	50	-
Saisie des rémunérations				
Requêtes à traiter	//	//	193	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	163	-
Requêtes traitées	//	//	165	-
Décisions rendues	//	//	165	-
<i>Dont conciliation</i>	//	//	7	-
<i>Dont autorisation de saisie</i>	//	//	158	-
Total				
Affaires à traiter		10 504	10 282	-2,1%
<i>Dont nouvelles affaires</i>		9 633	9 135	-5,2%
Affaires traitées	//	//	9 194	-
Décisions rendues	6 833	8 906	8 386	-5,8%

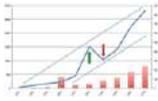


Tableau 89. Etat des procédures de divorce et autres affaires civiles

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Procédure de divorce				
Requêtes reçues	//	1 586	3 743	136,0%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	1 983	-
Requêtes traitées	//	//	2 042	-
Décisions rendues (ADD y compris)	-	-	2 890	-
<i>Conciliations réussies</i>	//	22	133	504,5%
<i>Séparation de corps prononcée</i>	//	631	45	-92,9%
<i>Divorces prononcés</i>	//	1 457	1 879	29,0%
<i>dont consentement mutuel</i>	//	608	777	27,8%
<i>dont pour faute</i>	//	848	1 102	30,0%
Autres procédures civiles				
Affaires à juger	//	//	12 182	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	6 861	-
Affaires jugées	//	//	7 877	-
Décisions rendues	//	//	8 601	-
Total				
Affaires à juger	//	//	15 925	-
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	8 844	-
Affaires jugées	//	//	9 919	-
Décisions rendues	//	//	11 491	-

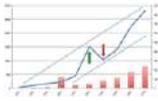
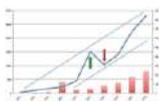


Tableau 90. Ordonnances sur requêtes

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Requêtes aux fins de rectification de décisions				
Requêtes à traiter	//	//	707	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	679	-
Requêtes traitées	//	//	670	-
Ordonnances rendues	//	//	670	-
<i>Dont accord</i>	//	//	615	-
Requêtes aux fins d'ordonnance d'injonction de payer				
Requêtes à traiter	//	//	4 483	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	4 407	-
Requêtes traitées	//	//	4401	-
Ordonnances rendues	//	//	4401	-
<i>Dont accord</i>	//	//	3 215	-
Requêtes aux fins d'ordonnance d'injonction de délivrer ou de restituer				
Requêtes à traiter	//	//	211	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	211	-
Requêtes traitées	//	//	205	-
Ordonnances rendues	//	//	205	-
<i>Dont accord</i>	//	//	197	-
Autres requêtes				
Requêtes à traiter	//	//	11 297	-
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	10 828	-
Requêtes traitées	//	//	11 222	-
Ordonnances rendues	//	//	11 222	-
<i>Dont accord</i>	//	//	10 322	-
Total				
Requêtes à examiner	10 187	13 328	16 698	25,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	6 861	12 400	16 125	30,0%
Requêtes traitées	//	//	16 498	-
Ordonnances rendues	6 006	11 089	16 498	48,8%
<i>Dont accord</i>	//	//	14 349	-



VII.2.3.2 Traitement des affaires commerciales

Tableau 91. Etat des affaires commerciales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Procédures de règlement préventif			
Affaires à juger	//	//	44
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	32
Affaires jugées	//	//	25
Décisions rendues	//	//	25
Procédures de redressement judiciaire			
Affaires à juger	//	//	34
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	6
Affaires jugées	//	//	7
Décisions rendues	//	//	7
Procédures de liquidation des biens			
Affaires à juger	//	//	91
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	19
Affaires jugées	//	//	27
Décisions rendues	//	//	63
Autres procédures au fond			
Affaires à juger	//	//	3 441
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	2 904
Affaires jugées	//	//	2 582
Décisions rendues	//	//	2 801
Total procédures commerciales			
Affaires à juger	//	//	3 610
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	2 961
Affaires jugées	//	//	2 641
Décisions rendues	//	//	2 896

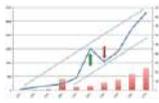
VII.2.3.3 Traitement des affaires administratives et sociales

Tableau 92. Etat des affaires administratives

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Affaires à juger	0	11	1012	9100,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	11	703	6290,9%
Affaires jugées	-	-	653	-
Décisions rendues	0	12	784	6433,3%

Tableau 93. Etat des procédures sociales

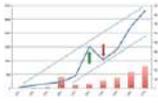
	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Affaires à traiter	3380	3743	4 285	14,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1767	2417	2 851	18,0%
Affaires traitées	-	-	2 731	-
<i>Dont conciliation totale</i>	-	-	197	-
Décisions rendues	1828	2590	2 749	6,1%



VII.3 Activités spécifiques aux Greffes des tribunaux

Tableau 94. Récapitulatif du traitement des dossiers dans les Greffes

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Enregistrement des décisions				
Décisions à enregistrer	41 190	52 200	47 757	-8,5%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	31 548	42 158	45 484	7,9%
Décisions enregistrées	24 696	42 396	44 710	5,5%
RCCM et sûreté				
Dossiers à traiter	14 529	50 123	49 003	-2,2%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	14 529	50 123	49 003	-2,2%
Dossiers traités	14 529	50 123	49 003	-2,2%
Recours civil, administratif, commercial, social et pénal				
Dossiers à traiter	4676	7478	10 309	37,86%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	4130	6413	8 302	29,46%
Dossiers traités	3545	4268	6 715	57,33%
Casier judiciaire et certificat de nationalité				
Demandes à traiter	1 299 303	1 003 394	1 055 114	5,2%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 299 303	1 003 394	1 043 417	4,0%
Demandes traitées	1 299 303	1 003 394	1 045 307	4,2%
Actes délivrés	1 299 303	1 003 394	972 559	-3,1%
Actes en matière sociale				
Demandes à traiter	5 667	9 427	10 217	8,4%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	5 667	9 427	10 217	8,4%
Demandes traitées	5 663	9 405	10 216	8,6%
Actes délivrés	5 667	9 427	10 216	8,4%
Autres actes				
Demandes à traiter	31 517	35 126	37 823	7,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>			37 823	-
Demandes traitées	31 517	35 126	37 693	7,3%
Total des actes				
Demandes à traiter	1 396 882	1 157 748	1 210 223	4,5%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 386 694	1 146 641	1 194 246	4,2%
Demandes traitées	1 379 253	1 144 712	1 119 644	-2,2%



VII.3.1 Enregistrement des décisions

Tableau 95. Etat des enregistrements des décisions civiles et administratives

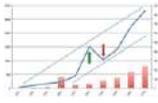
	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Droit fixe				
Décisions à enregistrer	18 561	23 324	23 710	1,7%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	14 245	15 369	23 285	51,5%
Décisions enregistrées	6 212	22 361	22 819	2,0%
Droit proportionnel				
Décisions à enregistrer	1 063	1 808	773	-57,2%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 015	1 476	749	-49,3%
Décisions enregistrées	511	602	745	23,8%
Total				
Décisions à enregistrer	19 624	25 132	24 483	-2,6%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	15 260	16 845	24 034	42,7%
Décisions enregistrées	6 723	22 963	23 564	2,6%

Tableau 96. Etat d'enregistrement des décisions en matière pénales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Droit fixe				
Décisions à enregistrer	16 240	16 908	19 418	14,8%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	15 596	15 752	17 606	11,8%
Décisions enregistrées	13 022	14 181	17 231	21,5%
Droit proportionnel				
Décisions à enregistrer	692	672	119	-82,3%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	692	659	108	-83,6%
Décisions enregistrées	668	604	207	-65,7%
Total				
Décisions à enregistrer	16 932	17 580	19 537	11,1%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	16 288	16 411	17 714	7,9%
Décisions enregistrées	13 690	14 785	17 438	17,9%

Tableau 97. Etat d'enregistrement des décisions commerciales

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Droit fixe				
Décisions à enregistrer	4 634	4 723	3 436	-27,2%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	4 428	3 435	-22,4%
Décisions enregistrées	4 283	4 118	3 412	-17,1%
Droit proportionnel				
Décisions à enregistrer	//	4 765	301	-93,7%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	4 474	301	-93,3%
Décisions enregistrées	//	530	296	-44,2%
Total				
Décisions à enregistrer	4 634	9 488	3 737	-60,6%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	0	8 902	3 736	-58,0%
Décisions enregistrées	4 283	4 648	3 708	-20,2%



VII.3.2 RCCM et sûretés

Tableau 98. Activités relatives au RCCM

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Immatriculation au RCCM			
Personnes physiques	13 192	28 845	23 127
Personnes morales		12 188	13 477
Entreprenants		//	1 466
Modifications de l'inscription au RCCM			
Personnes physiques	931	2 371	2 304
Personnes morales		2 578	3 232
Entreprenants		//	136
Radiations au RCCM			
Personnes physiques	33	282	160
Personnes morales		126	140
Entreprenants		//	11
Inscriptions de sûretés			
Personnes physiques	373	3 733	4 950
Personnes morales			
Entreprenants			

VII.3.3 Traitement des dossiers frappés de recours

Tableau 99. Récapitulatif de traitement des dossiers ayant fait l'objet de recours

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Recours pénal				
Dossiers à traiter	1 948	3 638	5 574	53,2%
Dont nouveaux dossiers	1 764	2 808	3 696	31,6%
Dossiers traités	1 449	1 695	2 644	56,0%
Recours Civil, commercial et administratif				
Dossiers à traiter	1896	2835	3340	17,8%
Dont nouveaux dossiers	1612	2635	3218	22,1%
Dossiers traités	1336	1898	2917	53,7%
Recours Sociale				
Dossiers à traiter	832	1 005	1 395	47,7%
Dont nouveaux dossiers	754	970	1 388	47,7%
Dossiers traités	760	675	1 154	77,0%
Total recours				
Dossiers à traiter	4676	7478	10 309	37,86%
Dont nouveaux dossiers	4130	6413	8 302	29,46%
Dossiers traités	3545	4268	6 715	57,33%

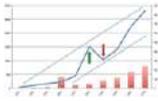


Tableau 100. Traitement des dossiers frappés d'appel

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Pénale				
Dossiers à traiter	1 777	3 508	5 447	55,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 630	2 691	3 574	32,8%
Dossiers transmis à la cour d'appel	1 311	1 597	2 537	58,9%
Civile, commerciale et administrative				
Dossiers à traiter	1 727	2 534	3 049	20,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 457	2 336	2 950	26,3%
Dossiers transmis à la cour d'appel	1 182	1 612	2 676	66,0%
Sociale				
Dossiers à traiter	832	1 005	1 110	10,45%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	754	970	1 110	14,43%
Dossiers transmis à la cour d'appel	760	675	914	35,41%
Total				
Dossiers à traiter	4 336	7 047	8 959	27,1%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3 841	5 997	6 987	16,5%
Dossiers transmis à la cour d'appel	3 253	3 884	5 580	43,7%

Tableau 101. Dossiers en matière civile, commerciale et administrative ayant fait l'objet d'autres recours

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Opposition				
Dossiers à traiter	151	193	179	-7,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	140	192	173	-9,9%
Dossiers traités	138	190	166	-12,6%
Tierce-opposition				
Dossiers à traiter	18	35	39	11,4%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	15	34	36	5,9%
Dossiers traités	16	32	37	15,6%
Révision				
Dossiers à traiter	0	0	1	-
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	0	0	1	-
Dossiers traités	0	0	1	-
Pourvoi				
Dossiers à traiter	0	73	58	-20,5%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	0	73	49	-32,9%
Dossiers traités	0	64	36	-43,8%
Interprétation et rectification				
Dossiers à traiter	//	//	14	-
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	9	-
Dossiers traités	//	//	1	-
Total autres recours				
Dossiers à traiter	169	301	291	-3,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	155	299	268	-10,4%
Dossiers traités	154	286	241	-15,7%

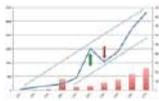
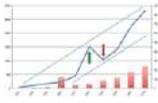


Tableau 102. Autres recours en matière sociale

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Opposition			
Dossiers à traiter	//	//	285
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	278
Dossiers traités	//	//	240
Pourvoi			
Dossiers à traiter	//	//	0
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	0
Dossiers traités	//	//	0
Total autres recours			
Dossiers à traiter	//	//	285
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	//	278
Dossiers traités	//	//	240

Tableau 103. Traitement dossiers en matière pénale ayant fait l'objet d'autres recours

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Opposition				
Dossiers à traiter	171	123	127	3,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	134	110	122	10,9%
Dossiers traités	138	91	107	17,6%
Révision				
Dossiers à traiter	0	0	0	-
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	0	0	0	-
Dossiers traités	0	0	0	-
Pourvoi				
Dossiers à traiter	//	7	0	-100,0%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	//	7	0	-100,0%
Dossiers traités	//	7	0	-100,0%
Total				
Dossiers à traiter	171	130	127	-2,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	134	117	122	4,3%
Dossiers traités	138	98	107	9,2%



VII.3.4 Demandes d'actes

Tableau 104. Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Certificat de nationalité				
Demandes à traiter	817 775	771 798	608 324	-21,2%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	817 775	771 798	600 674	-22,2%
Demandes traitées	817 775	771 798	602 116	-22,0%
Certificats de nationalité délivrés	817 775	771 798	549 866	-28,8%
Bulletin N°1 du Casier judiciaire (B1)				
Demandes à traiter	//	//	35 604	-
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	35 604	-
Demandes traitées	//	//	35 604	-
B1 délivrés	//	//	35 604	-
Bulletin N°2 du Casier judiciaire (B2)				
Demandes à traiter	//	//	999	-
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	999	-
Demandes traitées	//	//	952	-
B2 délivrés	//	//	952	-
Bulletin N°3 du Casier judiciaire (B3)				
Demandes à traiter	//	//	410 187	-
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	406 140	-
Demandes traitées	//	//	406 635	-
B3 délivrés	//	//	386 137	-
Total Casier judiciaire				
Demandes à traiter	481 528	231 596	446 790	92,9%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	481 528	231 596	442 743	91,2%
Demandes traitées	481 528	231 596	443 191	91,4%
Casiers judiciaires délivrés	481 528	231 596	422 693	83,0%
Total casier et certificat de nationalité				
Demandes à traiter	1 299 303	1 003 394	1 055 114	5,2%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 299 303	1 003 394	1 043 417	4,0%
Demandes traitées	1 299 303	1 003 394	1 045 307	4,2%
Actes délivrés	1 299 303	1 003 394	972 559	-3,1%

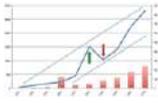


Tableau 105. Actes en matière sociale

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation
Apposition formule exécutoire sur procès-verbaux de l'inspection du travail				
Demandses à traiter	44	64	110	71,9%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	44	64	110	71,9%
Demandses traitées	41	62	109	75,8%
Contrainte de la CNPS				
Demandses à traiter	3 677	7 025	6 132	-12,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	3 677	7 025	6 132	-12,7%
Demandses traitées	3 677	7 025	6 132	-12,7%
Cession de salaire				
Demandses à traiter	1 946	2 338	3 864	65,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 946	2 338	3 864	65,3%
Demandses traitées	1 945	2 318	3 864	66,7%
Procès-verbaux de dépôt de statut et règlement intérieur				
Demandses à traiter	//	//	111	-
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	111	-
Demandses traitées	//	//	111	-
Total				
Demandses à traiter	5 667	9 427	10 217	8,4%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	5 667	9 427	10 217	8,4%
Demandses traitées	5 663	9 405	10 216	8,6%

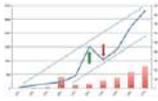


Tableau 106. Autres actes

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Acte d'individualité			
Demands à traiter	//	//	28 391
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	28 391
Demands traitées	//	//	28 273
Procuration spéciale			
Demands à traiter	//	//	6 153
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	6 153
Demands traitées	//	//	6 153
Certificat de non remariage			
Demands à traiter	//	//	355
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	355
Demands traitées	//	//	343
Certificat de prise en charge			
Demands à traiter	//	//	50
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	50
Demands traitées	//	//	50
Autres			
Demands à traiter	//	//	2 874
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	2 874
Demands traitées	//	//	2 874
Total			
Demands à traiter	//	//	37 823
<i>Dont nouvelles demandes</i>	//	//	37 823
Demands traitées	31 517	35 126	37 693

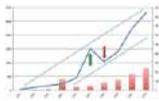
VII.3.5 Recouvrement des amendes et frais de justice

Tableau 107. Etat des amendes à recouvrer en matière pénale

	2016-2017	2017-2018*	2018-2019**
Amendes à recouvrer	//	4 120 469 665	82 963 475 093
<i>Dont nouvelles amendes enregistrées</i>	//	2 176 356 089	1 932 975 241
Amendes recouvrées (FCFA)	//	110 509 864	41 018 483

*Données non parvenues Korhogo et SD Grand Bassam, M'Bahiakro

** Pic dû à Dimbokro

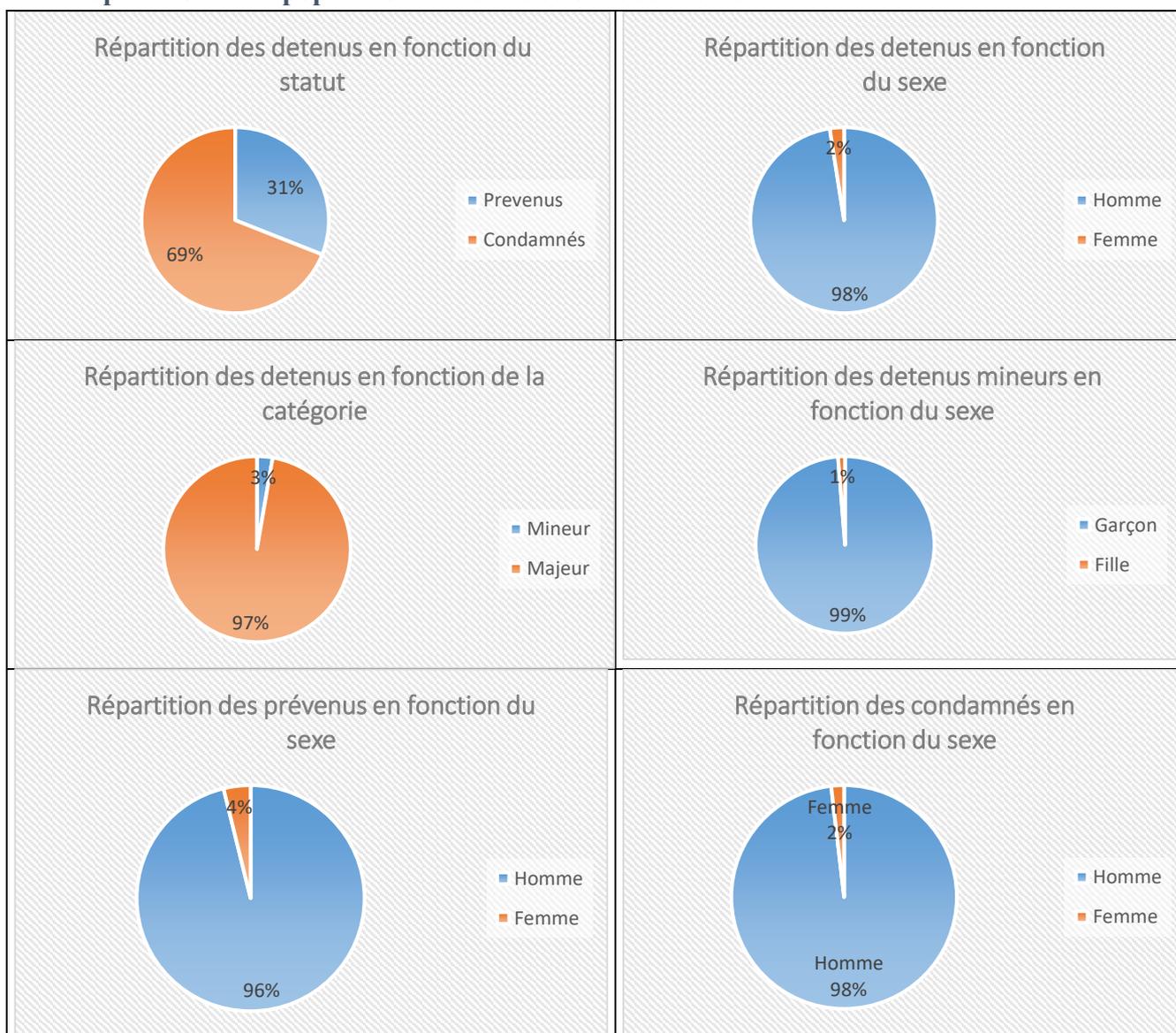


VIII. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Tableau 108. Etat de la population carcérale nationale au 1^{er} janvier 2019

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	5 688	238	5 926	13 895	262	14 157	19 583	500	20 083
Mineurs	470	7	477	79	0	79	549	7	556
Total	6 158	245	6 403	13 974	262	14 236	20 132	507	20 639

Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut



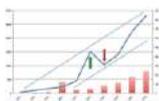


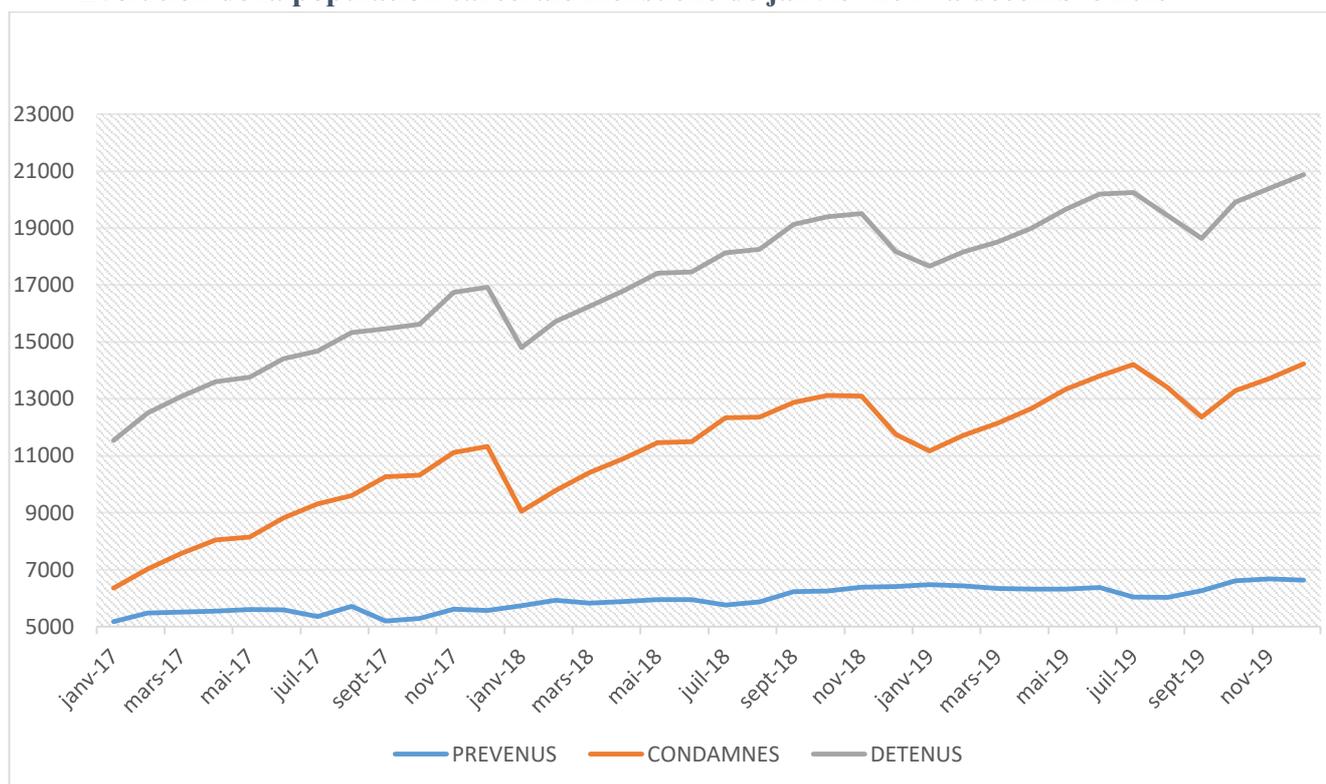
Tableau 109. Population carcérale moyenne au cours de l'année 2019

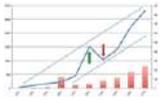
	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	5606	223	5 829	12687	243	12 930	18 293	466	18 759
Mineurs	536	11	547	73	0	73	609	11	620
Total	6 142	234	6 376	12 760	243	13 003	18 902	477	19 379

Tableau 110. Population carcérale au 31 décembre 2019

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	5864	223	6 087	13915	285	14 200	19 779	508	20 287
Mineurs	612	14	626	79	0	79	691	14	705
Total	6 476	237	6 713	13 994	285	14 279	20 470	522	20 992

Evolution de la population carcérale mensuelle de janvier 2017 à décembre 2019





Evolution des condamnés en fonction des années 2017, 2018 et 2019

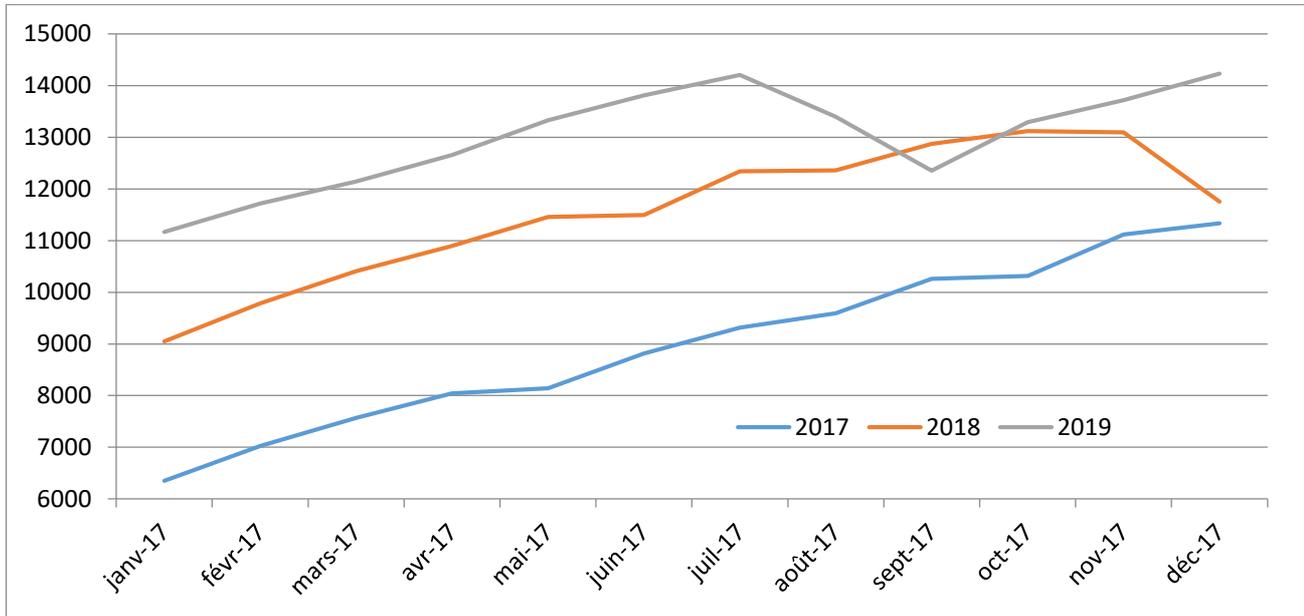




Tableau 111. Densité de la population carcérale par établissements pénitentiaires en 2019

	Surface dortoirs Cellules (m2)	Capacité d'accueil (si 3m2 par détenu)	Nombre moyen de détenus			Total moyen des détenus	Taux d'occupation des cellules au 3m2	Observations
			Prévenus	Condamnés	C.P.C			
Abengourou	475	158	78	471	2	551	3,5	+
Abidjan	9740	3247	2429	4409	2	6840	2,1	+
Aboisso	369	123	112	166	0	278	2,3	+
Adzopé	428	143	138	154	2	294	2,1	+
Agboville	120	40	58	123	0	181	4,5	+
Bondoukou	303	101	107	194	0	301	3,0	+
Bongouanou	334	111	76	97	0	173	1,6	+
Bouaflé	378	126	76	226	1	303	2,4	+
Bouaké	404	135	253	483	0	736	5,5	+
Bouaké c p	2220	740	12	1760	0	1772	2,4	+
Bouna	248	83	83	88	0	171	2,1	+
Boundiali	203	68	47	100	0	147	2,2	+
Dabou	278	93	94	204	0	298	3,2	+
Daloa	764	255	491	747	1	1239	4,9	+
Danané	241	80	152	201	0	353	4,4	+
Dimbokro	480	160	48	410	0	458	2,9	+
FP Saliakro		0	0	8	0	8	//	
Divo	354	118	109	145	1	255	2,2	+
Gagnoa	405	135	156	315	0	471	3,5	+
Gd-Bassam	491	164	71	121	0	192	1,2	+
Katiola	410	139	60	140	0	200	1,4	+
Korhogo	251	84	167	359	0	526	6,3	+
Lakota	266	89	24	81	0	105	1,2	+
Man	750	250	758	552	0	1310	5,2	+
M'Bahiakro	163	54	5	12	0	17	0,3	-
Odienné	375	125	22	61	0	83	0,7	-
Oumé	138	46	9	42	0	51	1,1	+
Sassandra	248	83	270	247	1	518	6,3	+
Séguéla	190	63	69	189	1	259	4,1	+
Soubéré	384	128	127	409	2	538	4,2	+
Tabou	350	117	76	75	0	151	1,3	+
Touba	83	28	39	75	0	114	4,1	+
Tiassalé	161	54	79	127	0	206	3,8	+
Toumodi	305	102	81	212	0	293	2,9	+
TOTAL	22 307	7 438	6376	13 003	13	19 392	2,6	+

(+) surpeuplé, (-) sous-peuplé

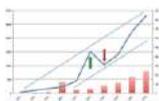
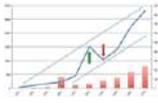


Tableau 112. Evolution de la population carcérale moyenne de 2017 à 2019

	2017	2018	2019	Variation
Personnes détenus	14 471	17 588	19 392	10,3%
Prévenus	5 469	6 012	6 376	6,1%
<i>Hommes</i>	5 020	5 343	5 606	4,9%
<i>Femmes</i>	170	230	223	-3,3%
<i>Garçons</i>	271	431	536	24,4%
<i>Filles</i>	8	8	11	44,1%
Condamnés	8 990	11 554	13 003	13,0%
<i>Hommes</i>	8 841	11 316	12 687	12,1%
<i>Femmes</i>	137	192	243	27,0%
<i>Garçons</i>	12	46	73	59,0%
<i>Filles</i>	0	0	0	0,0%



Ont participé à l'élaboration de ce document :

OUATTARA Soualiho, **TOURE Epse DIOMANDE** Sélé Thérèse, **DJORO YOBOUKOUA** Lionel Arnaud, **N'DRI** Yao Germain, **KOUTOUAN** Angelo Yapo, **COULIBALY** N'gana Joel, **GOSSAN** Don Xavier Venseslas, **DOUDOUO** Didier Firmin, **N'GUESSAN Epse ALLOKA** Marie Josée, **UHEBI** Youzan Akhmed Ahmir, **BONGA** Gisèle Françoise, **ADINGRA** Eve Carole Floriane, **ACQUAH** Koffi Augustin, **OUATTARA** Minata, **TROBIA** Anna Joelle, **KOUASSI** N'goran Rachel, **KOUAKOU** Konan Narcisse, **N'DRI** Xavier Hermann, **GUEI** Armande Epse **KADIO**